

REVUE DU

MARCHÉ COMMUN

DS
MB
SK
Luh



Sommet de Madrid : un compromis précaire, C. COVA. — Réflexions sur les problèmes de l'audiovisuel en europe, I. E. SCHWARTZ. — La fixation des prix agricoles pour 1989/90, P. BAUDIN. — Du remboursement forfaitaire à la retenue de 10 % par les États membres pour frais de collecte et de perception des ressources propres, C. FEDERKEIL et G. DI VITA. — Les problèmes de la formation et de la mobilisation du potentiel scientifique et technique national dans un « petit pays ». Le cas de la Grèce, D. UZUNIDIS et S. BOUTILLIER. — Le tribunal de première instance des Communautés européennes, R. JOLIET et W. VOGEL.

ÉTUDES INTERNATIONALES

Volume XX, no. 2, Juin 1989

Directeur : Gérard HERVOUET.

Directeur adjoint : Thierry HENTSCH.

ANDREW F. COOPER: RETOUR VERS LE FUTUR: LE COMMERCE D'ÉCHANGE INTERNATIONAL AU COURS DES ANNÉES 80

RENAUD DEHOUSSE: FÉDÉRALISME, ASYMÉTRIE ET INTERDÉPENDANCE: AUX ORIGINES DE L'ACTION INTERNATIONALE DES COMPOSANTES DE L'ÉTAT FÉDÉRAL

JEAN-PHILIPPE THÉRIEN: LE CANADA ET LE RÉGIME INTERNATIONAL DE L'AIDE

JEAN-THOMAS BERNARD: LES BÉNÉFICES DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES D'ÉLECTRICITÉ: UNE PERSPECTIVE AMÉRICAINE (NOTE)

ANDRÉ DUMOULIN: SURENCHÈRE À LA MENACE CONVENTIONNELLE: LE BLINDAGE RÉACTIF, UN NOUVEAU « GAP » MILITAIRE (NOTE)

ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE:

BOGUMIL
KOSS-JEWSIEWICKI: DE L'INVENTION DE L'AFRIQUE PAR L'OCCIDENT À LA DÉCOUVERTE DES CULTURES POLITIQUES ET DE L'HISTORICITÉ DES SOCIÉTÉS AFRICAINES

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

DIRECTION ET RÉDACTION : Centre québécois de relations internationales, Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, Qué., Canada G1K 7P4, tél : (418) 656-2462

SERVICE DES ABONNEMENTS : Les demandes d'abonnement, le paiement et toute correspondance relative à ce service doivent être adressés au Centre québécois de relations internationales, Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, Qué., G1K 7P4, Canada

ABONNEMENT ANNUEL :	Quatre numéros par an	ÉTRANGER
	Régulier : \$30.00 (Can.)	\$35.00 (Can.)
	Étudiant : \$20.00 (Can.)	le numéro : \$ 12.00 (Can.)
	Institution : \$45.00 (Can.)	
	(tous pays)	



sommaire

problèmes du jour

- 387 Sommet de Madrid : un compromis précaire,
par Colette COVA
- 389 Réflexions sur les problèmes de l'audiovisuel
en europe, par Ivo E. SCHWARTZ, docteur en droit,
LL. M. (Harvard), directeur du rapprochement des
législations, de la liberté d'établissement et de la libre
circulation des services à la Commission des
Communautés européennes, Bruxelles
- 395 La fixation des prix agricoles pour 1989/90,
par Pierre BAUDIN, maître de conférences à l'Institut
d'études européennes de l'université de Bruxelles

l'économie et le social dans le marché commun

- 408 Du remboursement forfaitaire à la retenue de 10 % par
les États membres pour frais de collecte et de
perception des ressources propres, par Cornélia
FEDERKEIL et Gianmarco DI VITA, diplômés du
Collège d'Europe (Bruges), promotion Altiero Spinelli.
- 415 Les problèmes de la formation et de la mobilisation
du potentiel scientifique et technique national dans un
« petit pays ». Le cas de la Grèce, par Dimitri
UZUNIDIS, docteur en Sciences économiques,
attaché scientifique au Secrétariat Général de la
Recherche de la Technologie de Grèce et chercheur
à la Fondation d'Études Méditerranéennes d'Athènes,
et Sophie BOUTILLIER, docteur en Sciences
économiques et sociologue, universités de Paris X -
Nanterre et d'Athènes

problèmes juridiques et institutionnels

- 423 Le tribunal de première instance des Communautés
européennes, par R. JOLIET, juge à la Cour de justice
des Communautés européennes, professeur à
l'université de Liège et W. VOGEL, référendaire à la
Cour de justice des Communautés européennes

actualités et documents

- 432 Communautés européennes
- 443 Bibliographie



REVUE DU
**MARCHÉ
COMMUN**

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

Comité de rédaction

Pierre ACHARD

Jean-Pierre BRUNET

Jean-François DENIAU

Jean DROMER

Pierre DROUIN

Mme Edmond EPSTEIN

Jacques EPSTEIN

Pierre ESTEVA

Renaud de la GENIERE

Patrice LEROY-JAY

Pierre MAILLET

Pierre MASSE †

Jacques MAYOUX

François-Xavier ORTOLI

Paul REUTER

Jacques TESSIER

Robert TOULEMON

Daniel VIGNES

Jean WAHL

Armand WALLON

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

**BULLETIN D'ABONNEMENT A
LA
REVUE DU MARCHÉ COMMUN**

Je m'abonne à la *Revue du Marché Commun* pour un an au prix de :

- ☐ France : 642,51 + TVA 2,10 % 13,49 = 656 F (*)
☐ Étranger : 780 F

Ci-joint la somme de.....

- ☐ Par chèque bancaire à l'ordre des
Éditions Techniques et Économiques
☐ Virement CCP 10 737 10 PARIS

NOM :

ADRESSE :

.....

Date :

Signature :

(*) Tarif au 1.6.1989

À retourner à

**REVUE DU
MARCHÉ
COMMUN**

**ÉDITIONS
TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES**

3, rue Soufflot
F - 75005 PARIS

Tél. (1) 46.34.10.30

SOMMET DE MADRID: UN COMPROMIS PRÉCAIRE

Colette COVA

Le processus pour la réalisation de l'Union économique et monétaire de la CEE (UEM) est engagé. Au Sommet de Madrid des 26 et 27 juin, les Douze ont décidé sur la base du rapport Delors que la première étape commencerait le 1^{er} juillet 1990. De plus une conférence intergouvernementale chargée de modifier le traité afin de réaliser les étapes ultérieures sera convoquée dès le deuxième semestre de l'année prochaine.

Le compromis des Douze est toutefois bien précaire car si Mme Thatcher, isolée, n'a pu s'opposer à la convocation de la conférence, elle pourra toujours bloquer les résultats des travaux : en effet le traité ne peut être modifié qu'à l'unanimité.

Quant à l'Europe sociale, l'autre grand dossier du Sommet de Madrid, les débats ont été reportés au Sommet de Strasbourg les 8 et 9 décembre. Il appartient à la présidence française de convaincre Mme Thatcher de s'associer à ce projet qu'elle refuse catégoriquement pour l'instant.

Pas de calendrier pour l'union monétaire

Pour preuve de bonne volonté, Mme Thatcher a accepté sans difficulté de fixer la première étape au 1^{er} juillet 1990 au cours de laquelle l'objectif est de renforcer la coopération monétaire dans le cadre institutionnel existant. Cette étape prévoit également la participation de toutes les monnaies au mécanisme de change du système monétaire européen (SME). Sur ce point le Premier ministre britannique a été comme à l'habitude évasif : ce sera fait dès que les circonstances le permettront, lorsque la libération des mouvements de capitaux sera devenue une réalité et que l'inflation au Royaume-Uni aura été réduite...

La discussion des Douze a été plus difficile en ce qui concerne la convocation de la Conférence intergouvernementale qui doit aboutir à un traité de coopération économique et monétaire prévoyant à terme un système européen de banques centrales, des parités fixes pour les devises européennes et pourquoi pas une monnaie unique.

Les conclusions finales du Sommet sont un compromis entre Mme Thatcher qui ne voulait pas de cette conférence et François Mitterrand soutenu par le chancelier Kohl qui souhaitait au contraire fixer une date pour la fin des travaux de la conférence, 31 décembre 1992 selon le président français. Un texte sans date ayant finalement été accepté, M. Mitterrand a annoncé immédiatement que « la France demanderait la convocation de la conférence après le 1^{er} juillet 1990 » comme le prévoit le communiqué final. La conférence aura donc vraisemblablement lieu puisqu'il suffit d'une majorité pour la convoquer alors que l'unanimité est nécessaire pour entériner les résultats. Sans l'accord de Mme Thatcher, il ne peut y avoir d'union économique et monétaire.

Or les Douze n'ont pris aucun engagement sur la volonté d'aller au bout du processus décrit par le rapport Delors comme le souhaiterait son auteur. Mme Thatcher ne s'y est pas trompée en soulignant qu'elle n'avait fait aucune concession « puisque rien d'automatique n'est prévu après la première étape ». Les deuxième et troisième étapes du rapport Delors qui impliquent des abandons de



souveraineté nationale dans le domaine monétaire sont « inacceptables pour le Parlement britannique » a-t-elle rappelé. Dans ces conditions, le processus engagé est-il réellement « irréversible » comme l'indiquait Jacques Delors après Madrid ?

Certes Mme Thatcher peut changer d'avis comme elle l'a fait après le sommet de Milan en 1985 au moment de la négociation de l'Acte unique. Les circonstances sont cependant différentes car la monnaie est un domaine autrement plus sensible pour le gouvernement britannique.

D'autres facteurs peuvent aussi intervenir dans l'irréversibilité du processus monétaire : actuellement la conjoncture économique favorable, qu'arrivera-t-il si l'inflation reprend en Europe, si la croissance faiblit sans compter les aléas politiques et les changements possibles en RFA par exemple ?

La France qui exerce la présidence des travaux des Douze depuis le 1^{er} juillet va s'efforcer de traduire l'accord de Madrid en termes concrets. Les discussions pour la mise en œuvre de la première étape vont commencer ainsi que les travaux préparatoires pour la conférence intergouvernementale.

Europe sociale : un débat escamoté

A Madrid, les chefs d'État et de gouvernement absorbés par la discussion sur l'Europe monétaire n'ont eu qu'un bref échange de vues sur le volet social du grand marché. Encore plus isolée que sur l'Union monétaire, Margaret Thatcher est la seule à avoir marqué son opposition au projet de Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, sorte de catalogue portant sur les conditions de travail, le droit à la protection sociale, la formation professionnelle... Cette charte serait accompagnée d'un programme de travail confié à la Commission européenne qui aboutirait à un ensemble de directives communautaires garantissant les droits sociaux. Ces directives, estime Mme Thatcher, pourraient se révéler contraires à la politique sociale menée au Royaume-Uni ! Selon le dogme thatcherien, seule la croissance favorisée par une politique libérale peut réduire le chômage. Renforcer la réglementation sociale ne pourrait que gêner les entreprises dans leur développement.

Face à l'intransigeance britannique, on peut se demander si l'Europe sociale entrera un jour dans les faits. La plupart des directives dans le domaine social doit être approuvée à l'unanimité et il faudra une grande habileté à la présidence française pour amener Mme Thatcher à plus de flexibilité.

L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE SELON LE RAPPORT DELORS

- Première étape (1^{er} juillet 1990) : renforcement de la convergence des économies nationales et lancement des négociations pour un nouveau traité. Toutes les monnaies participent au SME.
- Deuxième étape : cette période transitoire démarrerait avec l'entrée en vigueur du traité d'union économique et monétaire. Le Conseil des ministres de la CEE peut édicter des règles non contraignantes visant à réduire les déficits des budgets nationaux. En matière monétaire, on met en place progressivement un Système européen de banques centrales (SEBC).
- Troisième étape : les parités des monnaies sont fixées irrévocablement. Le Conseil des ministres de la CEE détient un pouvoir contraignant en matière budgétaire. Le SEBC gère les réserves monétaires nationales des Douze et décide de la politique monétaire. Une monnaie commune est peu à peu introduite.

RÉFLEXIONS SUR LES PROBLÈMES DE L'AUDIOVISUEL EN EUROPE *

Ivo E. SCHWARTZ

*Docteur en droit, LL. M. (Harvard)
Directeur du rapprochement des législations,
de la liberté d'établissement
et de la libre circulation des services à la Commission
des Communautés européennes, Bruxelles.*

Plusieurs exemples dans l'actualité récente permettent aisément d'introduire un exposé sur les problèmes soulevés par une politique européenne de l'audiovisuel.

A la fin du mois de janvier dernier, une manifestation à Bruxelles a rassemblé des centaines d'Italiens vivant en Belgique qui protestaient contre l'interruption prochaine de la distribution de la chaîne italienne RAI sur les réseaux câblés belges de télédistribution. Un différend entre les détenteurs des droits d'auteur et la chaîne italienne était à l'origine de cette situation.

Quelques jours plus tard, on apprenait que Canal Plus s'associait avec la Communauté française de Belgique ainsi qu'avec le premier groupe de communication mondial, l'allemand Bertelsmann, afin de lancer deux nouvelles chaînes de télévision payantes, l'une en Belgique, l'autre en Allemagne.

Toujours dans la même période, l'exploitation commerciale du satellite Astra démarrait avec la diffusion des quatre premières chaînes de Sky Television, de M. Rupert Murdoch. Ce satellite luxembourgeois, lancé comme le satellite français TDF 1, à la fin de l'année 1988, met à la portée de plus de 400 millions de téléspectateurs potentiels les futurs programmes de télévision.

Autre exemple, le Parlement européen a adopté, le 14 février dernier, une résolution « sur l'industrie cinématographique et télévisuelle européenne » sur la base d'un rapport de M. Gijs de Vries.

Enfin, dernier exemple, la proposition de directive « télévision sans frontières » a connu, ces dernières semaines, de nombreux développements devant le Conseil des ministres et le Parlement européen dont les médias ont fait largement état.

L'évocation de ces exemples a pour objet de révéler les multiples facettes que peut revêtir la question des médias en Europe. Culturel, commercial, technique, juridique et politique, tous les aspects doivent être pris en compte pour appréhender le domaine de l'audiovisuel. Malgré leur nature, les ondes ne peuvent s'abstraire de leur environnement. Lorsqu'il est question d'une politique européenne de l'audiovisuel, c'est donc pour souligner la nécessité d'organiser cet environnement. Cette conclusion n'est pas nouvelle. Déjà, en 1982, le Parlement européen adoptait une résolution « relative à la radiodiffusion et à la télévision dans la Communauté européenne ». Déjà, en 1980, la Cour de justice des Communautés européennes se référait au droit d'auteur et aux législations nationales sur la publicité pour admettre des restrictions à la libre circulation des programmes télévisés.

Sans être nouvelle, la situation a pourtant sensiblement évolué ces dernières années. La prise de conscience de la nécessité de mener des actions dans un cadre européen est désormais en grande partie réalisée. Si les besoins, les demandes, sont toujours aussi présents ils ont, toutefois, gagné en intensité : sous bien des aspects, il y a urgence. Par rapport à il y a à peine dix ans, on est passé d'une période de sensibilisation et de lancement d'initiatives à une période d'achèvement des actions entreprises. Quels sont ces besoins ? Quelles sont ces actions à achever ?

(*) Exposé présenté le 24 février 1989 dans le cadre des journées d'études du Bureau international de liaison et de documentation (BILD) et de la Gesellschaft für übernationalen Zusammenarbeit sur les conséquences culturelles du Grand marché intérieur, Palais du Luxembourg, salle Clémenceau Paris.



I. — La nécessité d'une politique européenne de l'audiovisuel

Les enjeux d'une politique européenne des médias, les problèmes qui en sont à l'origine, sont aujourd'hui bien cernés. Par souci de clarté on peut tenter de les regrouper sous trois rubriques, même si, en réalité, tous les aspects sont étroitement liés entre eux.

1. L'aspect économique

C'est certainement l'aspect le plus connu. Il n'est pas de débat, de discours sur l'audiovisuel en Europe qui ne souligne l'état de sous-développement de la production audiovisuelle européenne. Les chiffres sont, en effet, éloquents : plus de 70 % des émissions de fiction programmées par les télévisions des pays membres de la Communauté sont importées et plus de la moitié de ces importations proviennent des États-Unis. 60 % de tous les films distribués au sein de la Communauté proviennent des États-Unis.

Plus préoccupante, cette dépendance européenne vis-à-vis des États-Unis est en progression. En France, en cinq ans, la production originale diffusée aux heures de pointe a diminué de 30 % alors que la production américaine a augmenté de 60 %. En dix ans la distribution des films américains au sein de la Communauté a augmenté de 50 %.

Les causes de cette situation sont multiples. Elles sont d'abord financières. Le coût d'importation d'une heure de fiction américaine représente entre 10 % et 15 % du coût de production originale d'une heure de fiction européenne. Les Américains occupent, d'autre part, une position dominante dans les réseaux mondiaux de distribution. 60 % de ces derniers sont détenus par les États-Unis, pourcentage qui passe à 90 % au Royaume-Uni. La fragmentation du marché audiovisuel européen, le fractionnement des systèmes de production et de distribution ainsi que le facteur linguistique, sont autant de causes supplémentaires.

Au regard des développements technologiques, en particulier de la multiplication des canaux par satellite ou par réseau câblé, cette situation est particulièrement grave. En 1983, il y avait 24 chaînes de télévision dans le Marché commun. Aujourd'hui, il y en a 61 servant 114 millions d'appareils de télévision (le nombre des ménages existants dans le Marché commun étant de 118 millions). Selon certaines estimations, en 1992, plus de 150 programmes seront transmis par satellite. Le besoin total européen de temps de diffusion de programmes est actuellement de l'ordre de 125 000 heures par an. Il pourrait être de 300 000 heures par an en 1995. Or, la capacité de production actuelle de l'Europe occidentale, télévision et cinéma confondus, est inférieure à 20 000 heures par an.

Ce déséquilibre entre l'offre et la demande, ce « gap » de l'audiovisuel, est à la fois accentué et atténué par le processus de concentration actuellement perceptible dans le domaine de l'audiovisuel. Bien qu'il s'agisse pour beaucoup d'un secteur à risque, l'intérêt pour ce domaine de grands groupes européens, dont certaines concentrations multimédias, comme Bertelsmann, Kirch, Matra-Hachette-Europe 1, Berlusconi, la CLT, Maxwell ou Murdoch, accentue ce déséquilibre en étant à l'origine de nouvelles chaînes commerciales avides de programmes ; mais ces groupes peuvent aussi permettre de combler ce déficit en participant à la production d'œuvres européennes. Encore récemment, la presse faisait état de négociation

entre TF 1 et Kirch pour la création d'une filiale commune de production. Sous ce dernier aspect, le marché européen semble, dans une certaine mesure, s'organiser pour constituer les premiers éléments d'une riposte européenne. Toutefois, on ne peut s'en remettre totalement à la logique commerciale qui tend davantage à voir dans l'audiovisuel un support de diffusion publicitaire qu'un support de productions d'œuvres européennes.

Pour convaincre les derniers sceptiques de l'enjeu économique d'une politique européenne des médias, il suffit d'ajouter à ces considérations que l'industrie audiovisuelle, au sens large, emploie en Europe 3 à 4 millions de personnes et qu'elle produit un effet d'entraînement important sur des secteurs connexes, comme l'industrie de l'électronique. Cet enjeu est aussi amplifié par les développements techniques qui semblent parfois précéder les développements commerciaux : TDF 1 et Astra ont été lancés avant que l'attribution des canaux ait été totalement achevée. Alors que la mise en place des réseaux câblés en Europe se fait très progressivement, mis à part au Benelux et en Allemagne, les satellites de télévision directe donnent, désormais, un caractère urgent à la nécessité de créer un cadre pour l'espace audiovisuel européen.

2. L'aspect culturel

Il n'y a certainement pas lieu de développer devant vous l'idée selon laquelle une meilleure connaissance mutuelle entre les nations, les régions et les individus, est une condition essentielle de l'unité européenne. Dans la préface du programme du « Grand échiquier Europe », diffusé le 23 janvier 1989, le président Delors a écrit : « ...il ne faut pas mutiler notre Europe, en la privant de sa dimension humaine et culturelle. Les créateurs, les artistes, les sportifs doivent se donner la main pour donner à l'Europe son vrai visage... ». Et comme le souligne M. Jean Dondelinger, commissaire européen aux questions audiovisuelles, « s'il y a une culture européenne, c'est surtout une culture des Européens ». La culture européenne est ainsi une civilisation qui s'étend sur plusieurs cultures, et l'identité européenne est une culture de cultures. De ce point de vue, l'audiovisuel est un instrument privilégié de développement de l'idée et de l'identité européenne. L'enjeu culturel d'une politique des médias doit être de permettre la diffusion, au-delà des frontières, des diverses cultures et traditions nationales, régionales ou locales, et leur communication. En effet, aujourd'hui, cet échange entre les cultures est loin d'être parfait.

• D'abord, si la situation économique que nous venons de décrire devait se prolonger, les créateurs européens seraient *de facto* empêchés de s'exprimer, puisqu'ils auraient de moins en moins accès au cinéma et à la télévision.

• Ensuite, plus particulièrement pour le domaine de la radiodiffusion, un obstacle juridique empêche un échange totalement libre des programmes télévisés. Il ne s'agit pas là d'une question technique qui n'intéresse que le juriste, mais d'un problème de fond qui doit être inévitablement appréhendé dans une politique européenne de l'audiovisuel. En effet, en l'état actuel du droit communautaire, les États membres des Communautés peuvent, en respectant certaines conditions précises, empêcher légalement la retransmission d'émissions télévisées étrangères. Concrètement cela signifie que la Belgique pouvait s'opposer à la retransmission dans ses réseaux câblés de programmes étrangers contenant de la publicité, dans la mesure où la législation belge ne l'autorisait pas pour les

chaînes belges. De même, l'exemple de la RAI évoqué au début le confirme, l'application des législations nationales sur le droit d'auteur peut aussi empêcher une telle retransmission. En dehors de ces deux cas qui se sont effectivement présentés, il est concevable qu'un pays invoque aussi sa législation en matière de protection de la jeunesse, ou sur les modalités de l'interruption publicitaire, pour empêcher la retransmission de programmes qui seraient pourtant conformes à la législation du pays d'émission. C'est donc l'absence d'harmonisation des législations nationales sur certaines questions précises qui empêche une libre circulation des programmes.

Toutefois, en aucun cas on ne pourrait conclure à un état d'anarchie ou de vide juridique. En effet, l'un des grands principes du droit communautaire, celui de la libre circulation des services, s'applique déjà partiellement à la radiodiffusion qui est considérée par la Cour de justice des Communautés européennes comme un service. Ainsi cette dernière a récemment déclaré non compatible avec le droit communautaire, une réglementation néerlandaise discriminatoire qui prévoyait l'interdiction de retransmettre sur les réseaux câblés néerlandais les messages télévisés étrangers sous-titrés et contenant de la publicité destinée spécifiquement au public néerlandais. Il y a environ vingt autres cas particuliers dans le domaine de la radiodiffusion où la Commission des Communautés européennes a dû intervenir pour assurer le respect de l'interdiction de toute discrimination exercée en raison de la nationalité.

L'échange entre les cultures nationales bénéficie donc déjà d'un cadre juridique général qui reste toutefois inachevé dans le domaine particulier de la télévision. Si cette situation n'est pas nouvelle, le développement des satellites directs de télévision va modifier sensiblement les données du problème : les États n'auront plus, en effet, toujours la possibilité matérielle d'empêcher la réception, comme cela est possible avec la cablo-distribution. Afin de ne pas se trouver dans un état de violation de fait permanent, il est plus que jamais nécessaire d'achever ce cadre juridique.

3. L'aspect politique

L'examen des enjeux d'une politique européenne des médias en Europe ne peut être réduit aux seuls aspects économiques et culturels. Une telle question revêt sans aucun doute des aspects politiques. Même si la frontière est très incertaine entre ce qui relève de ces différents aspects, nous voulons, ici, mettre l'accent sur trois points particuliers.

- D'abord, la question des médias et de l'audiovisuel est étroitement liée à celle des droits de l'homme et de la démocratie. Le principe fondamental de la liberté d'expression, qui recouvre aussi celui de la liberté d'opinion et celui de la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées, sans ingérence d'autorités publiques et sans considérations de frontière, est un composant essentiel de l'espace de démocratie que forme les pays européens. Son inclusion dans l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme en témoigne. Ce principe doit constituer un objectif ainsi qu'un point de repère constant et omniprésent pour mesurer l'utilité et le caractère démocratique d'une politique européenne de l'audiovisuel. Non seulement celle-ci doit se conformer au principe de la liberté d'expression sans considération de frontière, mais elle doit aussi le

consolider, l'affermir. Au-delà de leur énoncé formel, les droits de l'homme exigent tous les efforts pour les rendre plus effectifs, pour leur donner encore plus de consistance. L'enjeu d'une action européenne dans le domaine des médias, c'est aussi cela. Les remarques que nous avons faites sur les obstacles au libre échange des cultures prennent, sous cet aspect, une nouvelle envergure. Une politique des médias, c'est, avant tout, une politique au service des hommes, donc, une politique qui doit aussi s'inscrire dans le cadre de l'Europe des citoyens, celle des droits et libertés du citoyen européen.

- Ensuite, il nous semble qu'une politique européenne des médias devrait être un moyen d'assister et de prolonger les politiques nationales dans ce domaine. Les efforts déployés dans chaque pays, leurs résultats, doivent être connus de tous et produire leurs effets au-delà des frontières nationales. Une politique nationale d'encouragement à la production d'œuvres audiovisuelles, par exemple, serait en grande partie bridée si celles-ci ne peuvent être diffusées à l'étranger. En aucun cas une politique européenne de l'audiovisuel devrait se substituer aux actions nationales. Au contraire, c'est précisément parce qu'il existe des politiques nationales qu'il est nécessaire de prolonger leur élan au niveau européen.

- Enfin, le développement d'une approche purement commerciale du domaine des médias implique une certaine vigilance de la part des autorités politiques afin d'éviter que l'audiovisuel ne devienne qu'un support publicitaire dépourvu de toute ambition quant à la qualité du contenu des programmes.

II. — Les actions menées en Europe dans le domaine de l'audiovisuel

Les divers enjeux que nous venons de présenter brièvement ont été perçus depuis longtemps par tous les milieux concernés. Des mesures ont donc été déjà adoptées, d'autres sont en cours d'adoption ou encore simplement envisagées. La multiplicité et la diversité de ces actions se manifestent, d'abord, au niveau du cadre géographique et institutionnel dans lequel elles sont menées. Des activités sont entreprises dans le cadre communautaire, mais aussi dans celui plus large de l'Europe des 23, le Conseil de l'Europe, ou, au contraire, dans le cadre plus restreint des relations bilatérales. Diversité de l'origine des initiatives, diversité aussi de l'ambition des travaux entrepris. Selon le cadre, selon le secteur concerné, l'approche choisie sera ponctuelle ou générale, juridique ou financière, obligatoire ou incitative, etc. La palette des actions envisagées ou déjà lancées correspond à l'étendue du domaine des médias et à ses multiples besoins. Au lieu de dresser un catalogue exhaustif de toutes ces mesures, nous voudrions dans le cadre de cet exposé, nous attarder, brièvement, sur trois secteurs de l'audiovisuel qui se caractérisent par l'état d'avancement des travaux qui les concernent.

1. L'élaboration de normes communes dans le domaine de la technologie de l'audiovisuel

La Communauté européenne a voulu veiller à ce que l'application des nouvelles technologies de l'audiovisuel



s'effectue de façon coordonnée, sans que ne se créent de nouvelles barrières nationales. L'incompatibilité entre les systèmes PAL/SECAM, au commencement de la télévision en couleur, fournit un exemple célèbre des conséquences de l'absence d'une approche européenne. Pour éviter qu'une telle situation se reproduise dans le domaine de la diffusion directe par satellite, une directive communautaire a été adoptée le 3 novembre 1986 qui définit une norme européenne de diffusion ou de réception de type MAC Paquets.

Au-delà de cette normalisation, la préparation d'un standard mondial de télévision à haute définition (HDTV) fait l'objet de tous les efforts de la Communauté. Il s'agit d'une technique nouvelle qui permettra de recevoir sur des nouveaux téléviseurs des images d'une qualité identique à celles du cinéma et accompagnées d'un son comparable à celui des disques compacts. L'adoption d'un standard vidéo HDTV unique pour le film et la TV faciliterait d'ailleurs grandement les échanges des produits entre les sociétés de télédiffusion et les studios de cinéma.

Dans le cadre d'Eureka, un consortium de plus de 20 sociétés européennes a été constitué pour mettre sur pied un système européen de HDTV. Il y a urgence. Pour s'imposer face aux projets japonais en la matière, l'Europe doit démontrer que la technologie spécifique qu'elle est en train d'élaborer est pratiquement réalisable et qu'il est possible d'édifier une « chaîne complète de télévision » (c'est-à-dire un ensemble qui aille de l'équipement du studio de diffusion jusqu'à l'environnement domestique via la transmission par satellite).

L'Europe, pour une fois, aura-t-elle pris les Japonais de vitesse ? Il ne faut pas chanter victoire trop vite. La Commission, à ce sujet, lance, dans un récent document, selon ses propres termes, « un véritable appel à la mobilisation de tous les acteurs concernés » (chercheurs, industriels, réalisateurs de la télévision et du cinéma, médias, etc.). Pourquoi cela ? Parce qu'il reste à traduire en produits commerciaux et commercialisables, l'invention qui sans cela demeurerait lettre (ou plutôt image) morte.

Le 27 avril 1989, le Conseil « télécommunications » a approuvé à l'unanimité une décision qui jette les bases d'une action communautaire visant à faire adopter la norme européenne de TVHD comme norme mondiale et à rendre l'industrie européenne concurrentielle dans ce domaine. La Commission doit préparer, pour cela, un plan d'action.

2. La mise en place d'un cadre juridique pour la libre circulation des programmes télévisés

Les instruments dans ce domaine ont pour objet de faire face aux obstacles juridiques qui empêchent une réelle libre circulation des programmes télévisés. En 1986, la Commission des Communautés européennes a proposé une directive communautaire, appelée communément « Télévision sans frontières ». Après avoir reçu le soutien enthousiaste du Parlement européen, en janvier 1988, et du Conseil européen de Rhodes, en décembre 1988, cette directive a fait l'objet d'une « position commune » lors du Conseil « Marché intérieur » du 13 avril 1989 et le Parlement européen s'est prononcé, en deuxième lecture, le 24 mai 1989. Pour éviter tout malentendu sur les intentions de la Commission, précisons que la philosophie générale de cette proposition est très claire : il ne s'agit pas d'élaborer une politique commune des médias qui se substituerait aux politiques nationales, mais de rendre possible, dans le sec-

teur de l'audiovisuel, un réel libre échange entre les diverses cultures nationales. Pour cela, les barrages juridiques qui s'y opposent, doivent être supprimés. La Commission propose une approche minimale qui vise à intervenir uniquement dans les quelques domaines où les législations nationales recèlent des divergences notables.

Concrètement, sont concernées essentiellement les questions du droit applicable aux émissions de radiodiffusion télévisuelle, de la publicité, du parrainage, de la protection de l'enfance et de la jeunesse. L'harmonisation est elle-même légère en ne fixant que des principes cadres minimums. En matière de publicité, par exemple, la directive prévoit que les programmes peuvent en contenir, ou encore, précise les modalités de l'interruption. Un État membre ne pourra donc plus empêcher la retransmission d'un programme étranger respectant ces principes de base. En faisant référence à la métaphore française célèbre, « paysage audiovisuel », les principes contenus dans la directive pourraient être qualifiés de règle de base d'un « droit de l'aménagement du territoire audiovisuel européen » qui cherche à concilier à la fois le souci de protection de l'environnement, c'est-à-dire les richesses culturelles nationales, et celui de maîtriser l'urbanisation, c'est-à-dire, les développements commerciaux de l'audiovisuel...

En dehors de la directive, une convention européenne sur la télévision transfrontière a été élaborée au sein du Conseil de l'Europe et ouverte à la signature le 5 mai 1989. La philosophie à la base des deux projets n'est pas tout à fait la même. Alors que la Communauté européenne vise la « télévision sans frontières », le Conseil de l'Europe débat de la « télévision transfrontière ». Alors que la Communauté est tenue d'établir le marché intérieur de l'audiovisuel, c'est-à-dire « un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation... des services est assurée » (Art. 8 A du traité CEE), le Conseil de l'Europe se contente d'une ouverture limitée des marchés nationaux et d'une certaine coopération entre ses 23 États membres. L'intérêt de cet instrument, s'il parvient à recueillir le maximum de ratification, sera d'élargir géographiquement l'espace audiovisuel communautaire aux pays européens non-membres des Communautés. Il présente aussi l'intérêt de produire une dynamique de la négociation entre Bruxelles et Strasbourg pour les questions qui sont abordées dans les deux textes. Les convergences entre ces derniers sont, ainsi, autant que possible, recherchées, comme l'a d'ailleurs demandé le récent Conseil européen de Rhodes.

Il faut noter que cette question a été examinée en France lors du débat intervenu au Sénat en novembre 1988 sur le projet de loi modifiant la loi de 1986 relative à la liberté de communication. Un désaccord existait sur l'opportunité de veiller à la compatibilité du projet de loi avec les deux instruments européens projetés. À l'Assemblée nationale, la délégation pour les Communautés européennes a procédé à un tel examen et a conclu, le 30 novembre 1988, que le projet de loi adopté par le Sénat était *a priori* compatible avec les orientations européennes.

La dynamique de la négociation entre les deux instruments n'a toutefois pas totalement profité à la directive qui, en raison de son but — le marché intérieur — et de sa nature différente, est amenée à prévoir des dispositions plus complètes et plus précises que celles de la convention. La directive assure un degré de libre circulation des émissions plus élevé que celui de la convention, car celle-ci prévoit de nombreuses possibilités, inconnues dans la directive, permettant à un pays de suspendre la retrans-

mission des émissions. Les différences sur le contenu des dispositions s'expliquent par la spécificité du cadre communautaire. Seule la solidarité communautaire, celle-là même qui anime le processus vers le Marché unique de 1993, permet de mener une action européenne efficace tout en respectant les différences et l'essence des cultures nationales. Ainsi, par exemple, le principe communautaire général de libre circulation des services constitue un élan qui profite directement aux travaux sur la directive. Ce même degré de solidarité permettra également à la directive de s'appliquer à tous les pays membres, sans aucune exception possible, et sous le contrôle de la Cour de justice. L'ambition de l'instrument communautaire ne doit toutefois pas masquer celle de la convention qui est de dilater le cadre juridique de l'espace audiovisuel européen pour y inclure les pays non-membres des Communautés, même si ceux-ci ne pourront bénéficier totalement du niveau d'intégration communautaire.

3. La promotion de la création d'œuvres audiovisuelles

L'état d'avancement des travaux destinés à combler le « gap » de production audiovisuelle en Europe est, à la fois, encourageant et décevant. Encourageant, car la multiplicité des initiatives témoigne d'une réelle volonté d'agir de toutes les parties concernées. Décevant, car les initiatives mettent du temps à se concrétiser et sont parfois jugées trop timides.

- Les cadres institutionnels dans lesquels sont produits ces efforts sont très variés. La Communauté européenne développe trois instruments d'intervention : la directive que nous venons d'évoquer, le programme Media 92 (Mesures pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle) et, depuis peu, le projet d'un Eureka de l'audiovisuel, proposé par le président Mitterrand. Le Conseil de l'Europe a lui aussi manifesté son intérêt pour ces questions en adoptant au niveau du Comité des ministres et de son assemblée parlementaire des recommandations, en lançant le projet Eurimages et en étant à l'origine, en association avec les Communautés européennes, de l'année européenne du cinéma et de la télévision qui s'est achevée en mars 1989. Les professionnels du cinéma et de la télévision s'engagent eux aussi totalement dans ce mouvement par le biais de leurs organisations professionnelles et d'associations diverses. Sachant que des relations bilatérales existent aussi sur cette question, on peut dire que la pluralité des cadres d'intervention coïncide parfaitement avec l'envergure du problème.

- Les méthodes employées pour agir au niveau européen se caractérisent d'abord par le souci d'associer toutes les parties concernées, en particulier, les professionnels de l'audiovisuel et les pouvoirs publics. Ensuite, le recours à la technique du programme, contenant un train de mesures, est souvent choisie car elle permet une approche plus générale couvrant différents secteurs. Particulièrement représentatif de cette méthode, le programme Media 92 est à l'origine de douze projets pilotes qui couvrent quatre domaines : la distribution, la production, la formation et le financement. Enfin, il faut souligner que la voie de la réglementation pour intervenir dans ce domaine n'est pas privilégiée. Seules la proposition de directive communautaire et, dans une moindre mesure, la convention européenne, tentent d'instaurer un système de préférence européenne pour les œuvres audiovisuelles.

- Les actions envisagées ou effectivement entreprises se concentrent principalement sur trois secteurs complémentaires : la distribution, la production, le financement.

Dans le domaine de la distribution, le programme Media est à l'origine de structures qui fonctionnent déjà, comme l'EFDO (European film distribution office) qui est une coopérative de distribution de films dont a bénéficié, par exemple, le film « La vie est un long fleuve tranquille ». D'autres mécanismes ont été créés comme BABEL (Broadcasting across the barriers of european language), qui est un fonds européen pour le multilinguisme, ou EURO-AIM qui est une association européenne pour un marché de l'audiovisuel indépendant.

Dans le domaine de la production, toujours dans le cadre du programme MEDIA, ont été créés un club d'investissement pour les technologies avancées, une structure d'aide à l'écriture de scénarios ou encore un centre européen du film d'animation (AEFA). Le projet EURIMAGE proposé par la France en 1988, et développé entre certains pays membres du Conseil de l'Europe, vise à créer un fonds de soutien aux coproductions européennes. Une proposition de cette nature au sein de la Communauté avait malheureusement échoué en 1985. Malgré une certaine souplesse nécessitée par des positions des pays membres diamétralement opposées sur cette question, le système de quota de programmation réservé à la production européenne pourra être aussi une mesure efficace. Seule la directive fixe une proportion minimum de programmation, non seulement d'œuvres européennes, mais aussi de productions indépendantes. Le compromis obtenu pourrait redonner confiance à l'ensemble de la profession. L'exemple du retrait récent du groupe des Chargeurs SA du secteur de la production audiovisuelle révèle parfaitement la persistance d'un scepticisme des opérateurs économiques.

Les travaux dans le domaine du financement restent encore souvent à l'état embryonnaire. Ceux-ci s'orientent vers la création d'un système d'avances sur recettes ou la création de « joint ventures » entre producteurs et distributeurs. Beaucoup d'initiatives restent encore à prendre dans ce domaine.

Le projet d'un Eureka de l'audiovisuel proposé lors du Conseil européen de Hanovre et celui de Rhodes, en décembre dernier, pourrait constituer un deuxième souffle pour la promotion de la création audiovisuelle en Europe. Les assises de l'audiovisuel qui réuniront fin septembre début octobre toutes les parties prenantes du secteur devraient préciser les ambitions d'un Eureka de l'audiovisuel et permettraient à la Commission des Communautés européennes de formuler une politique d'ensemble sur la production/distribution. Organisées conjointement par la France et la Commission, les assises de l'audiovisuel chercheront à faire une évaluation de l'ensemble du secteur et à proposer des orientations ainsi que des mesures concrètes susceptibles d'assurer le développement de l'industrie audiovisuelle européenne. Devraient être ainsi abordées, les questions relatives à la promotion de la production et à l'amélioration de la distribution, celles relatives aux structures économiques et juridiques et aux aspects technologiques.

Distribution, production, financement, un seul aspect n'a pas encore été envisagé, c'est celui du contenu des programmes. A cet égard, il faut se méfier d'une présentation trop simplifiée qui pourrait faire croire qu'une politique européenne des médias doit être de nature essentiellement économique. Déjà, des craintes se manifestent sur le contenu des programmes qui risquerait d'être composé de « mauvaises » séries européennes au lieu de « mauvaises » séries américaines. Il est compréhensible



paraître assez peu éloigné du compromis initial et qui a cependant satisfait chaque délégation, puisque, à l'issue des 6 derniers jours de négociation, hormis quelques réticences acerbes dues probablement à la fatigue, les déclarations de tous les négociateurs se sont situées entre le « je ne suis pas insatisfait » et le « je suis ravi » ?

Une des réponses à cette question est à rechercher dans la forme de la présentation des propositions de la Commission. En effet, outre la volonté de continuité et de cohérence, la Commission poursuit ses deux objectifs de négociation permanente et de spécificité des instruments de la politique agricole commune (P.A.C.). Le principe de négociation permanente signifie que les grands dossiers de la P.A.C. doivent être traités toute l'année, selon leurs mérites, et ne pas être retardés jusqu'aux négociations annuelles sur les prix pour être l'enjeu d'un vaste marchandage global où l'on échange une hausse du prix du chou-fleur contre un quota laitier ou une orange espagnole contre une feuille de tabac belge ! C'est pourquoi avec sagesse, la Commission a présenté, hors des négociations « prix », ses propositions visant, par exemple, à revoir l'organisation commune du marché de la viande ovine et de la viande bovine. Mais, le désir de la Commission d'éviter l'amalgame apparaît aussi dans son souci, permanent depuis plusieurs années, de ne pas présenter de mesures structurelles dans ses propositions « prix ». Le prix est essentiellement un instrument de politique de marché. Il ne doit pas être utilisé, au risque de mésusage, pour mener une politique structurelle, même s'il induit, par lui-même, une certaine structure. Pour ces deux raisons, les propositions « prix » de la Commission étaient relativement simples et c'est ce caractère de simplicité qui a empêché les marchandages et qui a été une des causes du retard de la décision finale. En effet, les négociations du G.A.T.T., la relative aisance de la conjoncture et, surtout, la proximité d'échéances électorales ont incité certains gouvernements à proposer, en faveur de leurs agriculteurs, de nombreux amendements au compromis de la Présidence. Lors de la dernière nuit de négociation, une délégation, coutumière des interventions de dernière minute, est allée jusqu'à proposer 24 amendements au compromis !

Pourquoi donc, brusquement, la décision est tombée et, ce, à l'unanimité ? Outre les petits avantages que chaque Ministre se doit de ramener dans sa gibecière, le grand cadeau qui a balayé toutes les réticences ministérielles est, bien évidemment, le très large démantèlement des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) des Etats membres à monnaie faible. C'est un vent très généreux qui a soufflé à cette occasion et qui a balayé toutes les hésitations encore présentes.

Il faut souligner que la Commission se trouvait dans une situation très délicate. En effet, la Commission joue sur le long terme pour assainir la situation de l'agriculture européenne. Elle a délibérément opté pour la diversité des instruments et sur leur application légère mais continue. Elle a ainsi évité les baisses de prix drastiques mais elle entend, chaque année, poursuivre sa politique restrictive de prix. C'est ce qu'elle appelle la cohérence et la continuité. Or, il est évident que cette ligne, pour être tenue, exige une volonté politique permanente, mais aussi un consensus de tous. Mais, quand la situation extérieure semble favorable, les pressions des producteurs sur les décisions se font plus lourdes.

A la fin de 1988, la conjoncture n'est pas favorable à une politique d'austérité. La croissance économique est forte. Le monde sort de la crise, le krach boursier d'octo-

bre 1987 a été résorbé. L'investissement se développe. L'inflation est sous contrôle et le chômage est en déclin. Du point de vue agricole, les cours mondiaux se sont fortement raffermis ; l'énergie est bon marché, les stocks structurels ont fortement diminué et les dépenses budgétaires sont nettement en-dessous du plafond autorisé (« guide-line »). Bien plus, 1989 sera une année de rendez-vous électoral dans de nombreux Etats membres de la Communauté, en plus des élections européennes. Dès lors, continuer à prêcher une politique de rigueur est une gageure pour la Commission !

Et pourtant, l'analyse de la Commission n'est pas dénuée d'arguments. Des cours mondiaux élevés ? Oui, mais c'est à cause de la sécheresse aux Etats-Unis ! Des stocks de beurre très faibles ? Oui, mais la Communauté a dépensé, en 1988, près de 6 mrd. ECU, y compris les 300 mio pour la dépréciation des stocks de beurre, pour soutenir le marché des produits laitiers, alors qu'il y a des quotas dissuasifs dans ce secteur depuis 1984. Des crédits inférieurs à la « guide-line » ? Oui, mais la « guide-line » n'est pas une obligation de dépense jusqu'à ce niveau maximal. Par ailleurs, dit la Commission, la situation est loin d'être aussi bonne que les indicateurs des stocks et du budget le laissent supposer. En effet, en 1988, dans la Communauté, la production a augmenté dans la plupart des secteurs et notamment dans les secteurs végétaux. Les quantités maximales garanties ont été dépassées presque partout, ce qui a, d'ailleurs, entraîné le déclenchement des pénalités prévues par la réglementation communautaire. Certes, on a pu observer une reprise des prix des moyens de production, mais les prix sur les marchés intérieurs de la Communauté ont été fermes. Or, le redressement de ces prix est une conséquence de l'effort d'assainissement des marchés entrepris ces dernières années. Ceci devrait encourager la poursuite de cet effort plutôt que son ralentissement. Bien plus, dit la Commission, il faut s'attendre à une forte augmentation de la production de nos concurrents sur les marchés internationaux, étant donné que les Etats-Unis ont remis des terres en culture et que la production de lait en Nouvelle-Zélande augmente.

Pour sortir de cette situation de négociation délicate, l'habileté de la Commission, avec la complicité de la Présidence, a consisté à rester ferme dans l'application de ses orientations à moyen et à long terme et à satisfaire les pressions des producteurs par des ajustements monétaires moins draconiens pour l'Allemagne et les Pays-Bas et plus généreux pour les autres Etats membres qu'elle ne l'avait proposé au départ. Ce faisant, elle se rapprochait, d'ailleurs, d'un autre de ses objectifs : le démantèlement des montants compensatoires monétaires d'ici à 1992.

1. Les décisions de prix

La politique des marchés de la Commission, depuis le livre vert de 1985, s'articule autour de quatre axes majeurs : une politique de prix restrictive, une généralisation de la co-responsabilité, une diminution du rôle de l'intervention et un encouragement à la qualité. On retiendra dans cette première partie, la politique restrictive des prix institutionnels, qui s'inscrit, comme les autres axes de la politique des prix, dans la volonté de la Commission, confirmée par l'orientation du Sommet de Bruxelles de février 1988, de sensibiliser, beaucoup plus que par le passé, les producteurs agricoles aux réalités du marché.

La Commission entend donc poursuivre la politique restrictive des prix institutionnels et c'est pourquoi, pour la

majeure partie des produits, elle propose le maintien des prix au niveau de ceux de la campagne précédente. Cependant, la Commission propose également quelques aménagements pour certains produits. Ces aménagements demandent des explications car il s'agit de situations spécifiques qui ne sont pas évidentes aux non-spécialistes.

a) En ce qui concerne le blé dur, la Commission poursuit sa politique de rapprochement à terme du prix d'intervention du blé dur vers celui du blé tendre. En effet, cet écart, plus une prime à l'hectare, se justifie par la différence de rendement entre le blé tendre et le blé dur. Mais, par suite d'une certaine dérive, le Conseil avait plus ou moins considéré que l'écart des prix compensait l'écart des rendements et que la prime était une aide, plutôt sociale, aux producteurs de ces régions défavorisées. L'ensemble « prix + prime » devenait ainsi très incitatif et la production augmentait fortement tandis qu'inversement la consommation ralentissait. Cette consommation est essentiellement celle des industries de pâtes alimentaires. Or, en Italie, en Grèce et en France, il existe des lois de pureté qui exigent que les pâtes alimentaires contiennent uniquement du blé dur. Mais la Cour Européenne de Justice, dans son arrêt n° 407/85, a autorisé la vente de pâtes alimentaires contenant du blé tendre dans les Etats membres où existe une loi de pureté. Dès lors, on peut s'attendre à ce que le marché du blé dur, déjà fortement excédentaire, connaisse de graves problèmes de débouchés. C'est pourquoi la Commission poursuit sa politique de rapprochement des prix d'intervention du blé dur vers celui du blé tendre. Cet écart, qui était de 74 % en 1985/86, a donc été progressivement ramené à 25,5 % pour 1989/90 et il est fort probable que la Commission, qui a été suivie par le Conseil sur ce point, poursuive cette politique dans le futur.

Pour atténuer l'impact de cette baisse sur les revenus des producteurs de blé dur qui sont souvent situés dans les régions où cette production est la seule possible, la Commission proposait d'augmenter l'aide par hectare de blé dur de 11,13 %. En compensant intégralement la baisse du prix d'intervention par cette hausse de la prime, la Commission, en fait, ne proposait qu'une compensation à 50 %, puisque l'aide est donnée à l'hectare et que, sur un hectare, on produit, en moyenne, 2 tonnes de blé dur. Sans compenser totalement la baisse du prix d'intervention du blé dur, le Conseil a cependant décidé une hausse de 16 % de l'aide au lieu des 11,13 % proposés par la Commission.

b) En ce qui concerne les variétés de riz de type « indica », pour lesquelles le Conseil avait, en 1988, octroyé une aide temporaire (5 ans) au démarrage, la Commission estimait que les producteurs avaient répondu à cette invitation et qu'en conséquence il convenait de ramener le montant de l'aide de 330 ECU/t. à 300. En effet, les prix de marché, plus élevés pour les riz de ce type, devraient, à l'avenir, compenser les rendements plus faibles des variétés de type « indica ». Le Conseil a suivi la Commission sur ce point.

c) En ce qui concerne les fèves et les féveroles, la Commission proposait d'agrandir l'écart entre le prix minimal des pois et celui des fèves et des féveroles, étant donné qu'il ne reflétait pas l'écart nutritif entre ces deux protéagineux utilisés dans l'alimentation animale et que des problèmes d'écoulement se posaient pour les fèves et les féveroles. La Commission proposait donc une baisse du prix minimal des fèves et des féveroles. Le Conseil l'a sui-

vie ; mais au lieu de la baisse de 5,6 % proposée par la Commission, il a été retenu une baisse de 4 %.

d) En ce qui concerne le lin textile et le chanvre, il s'agit des deux seuls produits agricoles pour lesquels la Commission propose une hausse du soutien sous forme d'une hausse respective de 5,6 % et de 5,4 % de l'aide à l'hectare. Au-delà de la situation des marchés de ces deux produits qui autorise une telle hausse, il faut voir dans cette proposition un symbole et, peut-être, une tendance. En effet, lors du sommet de février 1988, il a été convenu que des efforts seraient faits pour rechercher et développer des utilisations non alimentaires de produits agricoles. Jusqu'à présent, peu de choses ont été faites dans ce domaine. Mais pour prouver sa bonne volonté, la Commission proposait d'augmenter le soutien de deux produits non alimentaires : le lin et le chanvre. Le Conseil a suivi, sur ce point, la Commission.

e) Quant au sucre, la Commission proposait une baisse linéaire de 5 % du prix de base de la betterave, du prix d'intervention du sucre et de la marge de fabrication. Cette proposition était essentiellement justifiée par les prix de soutien relativement élevés du sucre par rapport aux autres produits végétaux, notamment les céréales, qui sont en concurrence sur les mêmes terres. Cette situation relativement favorable pour le sucre était une incitation à accroître une production, très excédentaire, dont les surplus sont versés sur un marché international déjà fortement déprimé. Un geste devait donc être fait, surtout en période de négociations internationales. Par ailleurs, des prix élevés pour le sucre encouragent la fabrication des produits de remplacement, déjà présents sur le marché européen. Cette proposition de la Commission a été vivement combattue au Conseil ; mais celui-ci s'est rallié aux vues de la Commission tout en décidant une baisse de 2 % au lieu des 5 % proposés par la Commission.

f) En ce qui concerne les agrumes, et notamment les oranges, le prix minimal que doit payer le transformateur au producteur d'agrumes est, actuellement, inférieur au prix de retrait. Donc, le producteur d'oranges qui ne trouve pas de débouchés commerciaux sur le marché est incité à présenter ses oranges invendues à l'intervention plutôt que de les livrer à la transformation. L'objectif de la Commission est donc de baisser le prix de retrait et d'augmenter le prix minimum afin que ces deux prix coïncident. Le Conseil a suivi la Commission sur cette voie, acceptant une baisse de 7,5 % des prix de base et d'achat pour les agrumes, à l'exception des clémentines et des satsumas. Mais il ne s'est pas engagé à une nouvelle baisse de 7,5 % pour 90/91 comme le proposait la Commission. La question reste ouverte. Par ailleurs, on n'a plus qu'un seul prix de retrait, mensualisé, qui ne sera fixé que pour des produits en vrac, de catégorie de qualité II, toutes variétés et tous calibres confondus. Les coefficients demeurent mais leur « usage » est supprimé.

g) Quant au vin, la philosophie qui guide la Commission et le Conseil dérive des décisions du Sommet de Dublin de décembre 1984 : une politique de prix restrictives sera appliquée aussi longtemps que les distillations obligatoires prouveront l'existence d'excédents non commercialisables dans des conditions normales. Etant donné que depuis 2 campagnes, les prix de marché des vins rouges R.I et R.II se situent entre 71 et 75 % du prix d'orientation et que, par ailleurs, les vins blancs de type A.I ont une bonne tenue sur le marché, la Commission propose de réduire l'écart existant entre les prix d'orientation de ces 3 types de vin en baissant de 2,5 % les prix d'orien-



tation des R.I et R.II et en haussant de 2 % le prix d'orientation du A.I. Le Conseil a suivi la Commission sur ce point, mais a refusé de prendre position pour les campagnes ultérieures.

En conclusion, on peut dire que le Conseil a suivi la Commission pour la quasi totalité de ses propositions concernant les prix (voir Annexe 1). Les seules différences concernent le sucre (- 2 % au lieu des - 5 % proposés), l'aide au blé dur (+ 16 % au lieu de + 11,13 %), les fèves et les féveroles (- 4 % au lieu de - 5,6 %) et les satsumas et nectarines pour lesquelles le Conseil maintient les prix actuels au lieu de les baisser de 7,5 %. En ce qui concerne la baisse de 2 % du prix d'intervention du beurre, elle est le résultat de la diminution du prélèvement de co-responsabilité (voir ci-dessous : mesures connexes). Au demeurant, les décisions du Conseil sont très proches des propositions de la Commission. Elles se traduisent par une baisse moyenne de 0,1 % des prix de soutien exprimés en ECU alors que les propositions de la Commission conduisaient à une baisse de 0,2 %. On peut donc se demander pourquoi les discussions ont été si longues, alors que les résultats sont si proches. En fait, si le Conseil et la Commission se sont retrouvés au niveau des prix exprimés en ECU, ils ont fortement divergé lorsqu'il s'est agi de les traduire en monnaies nationales. C'est donc sur le point des mesures agri-monnaies que le Conseil a largement dépassé les propositions de la Commission.

II. Les mesures agri-monnaies

Lorsque l'on veut démanteler des montants compensatoires monétaires (M.C.M.), il convient de concilier 3 éléments : 1) la nécessité d'un grand marché fluide qui pousse à la suppression des M.C.M. ; 2) la crainte qu'un démantèlement des M.C.M. négatifs ne soit perçue, par suite de l'augmentation des prix en monnaie nationale, comme une incitation à un accroissement de production ; 3) le mécontentement des producteurs des Etats membres à M.C.M. positifs qui constatent une diminution des prix institutionnels en monnaie nationale. C'est pourquoi, quel que soit le bien-fondé des arguments économiques qui poussent au démantèlement des M.C.M. ceux-ci font toujours l'objet d'un marchandage politique (1). La Commission proposait la suppression de la totalité des écarts monétaires réels pour l'Allemagne et les Pays-Bas. Pour les autres Etats membres à monnaies respectant toutes les disciplines du système monétaire européen, il était proposé d'éliminer, en 2 étapes, les écarts réels existants au 1^{er} janvier 1989, ce qui revenait à une réduction de 2 points de l'écart monétaire au Danemark pour les ovins et les caprins, en France pour tous les secteurs, sauf le secteur porcin et en Irlande, pour tous les secteurs. Pour l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne, la Commission proposait le démantèlement d'un tiers des écarts monétaires réels existants au 1^{er} janvier 1989 dans les secteurs où des M.C.M. sont appliqués et dans les secteurs sans M.C.M. pour lesquels cet écart est supérieur à 1,5 point. Pour la Grèce, comme chaque année, la Commission proposait des démantèlements de telle sorte que la moyenne des hausses de prix, induite par ces démantèlements, n'excède pas le taux d'inflation prévisible en Grèce pour 1989. Enfin, pour le Portugal, la Commission proposait de supprimer les faibles écarts monétaires existants.

(1) Voir, à ce sujet le remarquable ouvrage de Joachim Friedrich HEINE : « Die agrarmonetären Regeln des gemeinschaftsrechts » dont les lecteurs francophones attendent avec impatience la version française.

Le Conseil a été beaucoup plus généreux que la Commission puisqu'il a moins réduit les écarts monétaires pour les Etats membres à écarts positifs que ne le proposait la Commission et il a agi en sens inverse pour les Etats membres à écarts monétaires négatifs. Pour l'Allemagne, le Conseil a décidé un démantèlement des écarts monétaires réels tel qu'ils soient ramenés à 0,4 point pour les seuls produits animaux, ce qui correspond à une baisse des prix en Deutsche Mark de 1,48 % pour le lait et de 0,448 % pour les autres produits animaux. Pour les Pays-Bas, le Conseil a décidé de supprimer les écarts monétaires réels pour tous les produits, sauf les céréales, ce qui correspond à une baisse de prix en florins de 0,866 % pour le lait et de 0,347 % pour les autres produits, à l'exclusion des céréales. Pour le Danemark, le Conseil a décidé un alignement des taux verts sur le taux central pour tous les secteurs, ce qui correspond à une hausse de prix en couronnes de 3,06 % pour la viande ovine et de 1 % pour les autres produits (viande de porc : zéro). Pour la France et l'Irlande, le Conseil a décidé, ainsi que la Commission le proposait, une diminution de 2 points de l'écart monétaire réel ; mais, en plus, pour la viande bovine, il a aligné le taux vert sur le taux pivot vert, ce qui se traduit par une hausse des prix agricoles en francs français de 0,531 à 2,041 % selon les produits et en livres irlandaises de 1,442 à 3,251 % selon les produits.

Pour l'Italie, le Conseil a décidé un démantèlement de la moitié de l'écart monétaire réel existant au 1^{er} janvier 1989, ce qui se traduit, en liras italiennes, par une baisse de 0,117 % pour la viande porcine et une hausse de 1,319 à 2,324 % pour les autres produits. Pour le Royaume-Uni, le Conseil a décidé un démantèlement de la moitié de l'écart réel existant au 1^{er} avril 1989 pour tous les produits, sauf pour la viande bovine pour laquelle le démantèlement est total ; ces ajustements se traduisent par une hausse, en livres sterling, de 0,422 à 3,898 % selon les produits. Donc, pour ces deux Etats membres, la Commission proposait un démantèlement d'un tiers des écarts monétaires réels. Le Conseil a décidé un démantèlement de moitié.

Pour l'Espagne, le Conseil a décidé un démantèlement d'un tiers des écarts monétaires réels en vigueur le 1^{er} janvier 1989 pour le riz, l'huile d'olive, les oléagineux, le vin, les fruits, les légumes, les fourrages séchés, le lin, le chanvre et les vers à soie. Ces ajustements se traduisent par une baisse, en pesetas, de 0,854 % pour chacun de ces produits. Il faut préciser que, pour ces produits, le rapprochement des prix espagnols vers les prix communs en ECU entraîne une hausse qui compense largement la faible diminution due aux ajustements agri-monnaies. Pour le Portugal, le Conseil a décidé, comme le proposait la Commission, un démantèlement complet de l'écart monétaire existant au 24 avril 1989, ce qui se traduit par une hausse des prix agricoles en escudos de 2,125 %. Enfin, pour la Grèce, le Conseil a été particulièrement généreux puisqu'il a décidé un démantèlement de 16,5 points des écarts monétaires pour tous les produits, sauf en ce qui concerne la viande ovine et la politique des structures pour lesquelles l'écart monétaire existant au 24 avril 1989 a été démantelé : ceci se traduit par une hausse des prix agricoles, en drachmes, de 14,291 à 16,262 % selon les produits. Pour la Belgique et le Luxembourg, rien n'a été décidé puisque, pour ces deux Etats membres, le taux vert est déjà aligné sur le taux vert pivot.

Le tableau I résume les variations de la moyenne des prix de soutien, par Etat membre, suite aux décisions de prix et d'ajustements monétaires, comparées aux variations de l'inflation.

TABEAU I
Evolution des prix de soutien
suite aux décisions de prix et de mesures agri-monnaétaires (1)

%

Etats membres	1986/87			1987/88			1988/89			1989/90		
	En ECU	En MN	Inflation 1986	En ECU	En MN	Inflation 1987	En ECU	En MN	Inflation 1988	En ECU	En MN	Inflation 89 prévisions
Belgique/Belgie	- 0,1	+ 1,7	3,4	0,0	+ 1,7	2,0	0,0	+ 0,4	1,6	- 0,1	- 0,1	2,6
Danmark	- 0,7	+ 1,2	4,2	0,0	+ 2,3	5,0	0,0	+ 0,7	4,5	- 0,1	+ 0,6	3,6
BR Deutschland	- 0,2	- 0,2	3,1	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	1,8	- 0,1	- 0,8	2,3
Ellas	- 0,5	+ 13,5	18,6	- 0,4	+ 13,3	15,7	- 0,6	+ 14,2	13,4	- 0,5	+ 14,1	13,4
Espana	+ 1,8	+ 3,3	10,9	+ 1,8	+ 7,2	5,9	+ 1,3	+ 1,1	5,3	+ 1,4	- 0,2	5,1
France	- 0,3	+ 2,0	5,1	- 0,2	+ 4,1	2,8	0,0	+ 1,1	2,7	- 0,2	+ 1,0	2,8
Ireland	- 0,3	+ 2,5	5,6	0,0	+ 8,5	2,5	0,0	+ 0,9	2,3	0,0	+ 1,6	3,2
Italia	- 0,6	+ 4,2	7,5	- 0,6	+ 3,3	5,6	- 0,3	+ 1,9	5,4	- 0,7	+ 0,9	5,1
Luxembourg	- 0,1	+ 1,7	1,5	0,0	+ 1,6	- 1,1	0,0	+ 0,4	2,2	0,0	0,0	2,8
Nederland	0,0	0,0	0,7	0,0	- 0,5	- 0,9	0,0	- 0,2	1,1	- 0,1	- 0,6	1,1
Portugal	+ 0,3	+ 1,7	19,8	+ 0,5	+ 6,1	12,1	+ 0,7	+ 8,5	11,4	+ 6,7	+ 9,0	9,1
United Kingdom	- 0,5	+ 1,9	3,6	0,0	+ 6,3	4,9	0,0	+ 2,4	6,1	- 0,1	+ 3,0	6,5
EUR 10	- 0,3	+ 2,2	5,6	- 0,2	+ 3,3	4,0	- 0,1	+ 1,6	3,9	- 0,3	+ 1,3	3,7
EUR 12	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0,0	+ 1,6	4,1	- 0,1	+ 1,2	4,2

Source : Europe Verte - « Décisions de prix agricoles 1989/90 »

(1) Y compris les ajustements agri-monnaétaires intervenus depuis les décisions de la campagne précédente.

MN = Monnaie Nationale

De l'étude de ce tableau, on peut tirer les conclusions suivantes :

— du point de vue des prix, le Conseil et la Commission ont été très proches l'un de l'autre puisque la Commission proposait une baisse moyenne des prix de soutien agricoles de 0,2 % en ECU et que le Conseil a décidé une baisse moyenne de 0,1 % ;

— en revanche, en ce qui concerne les ajustements monétaires, le Conseil décidait un ensemble de mesures qui se traduisaient par une hausse moyenne de 1,3 % (+ 1,2 moins 0,1) des prix de soutien en monnaies nationales tandis que les propositions de la Commission ne se traduisaient que par une hausse de 0,8 % de ces prix ;

— comparées aux taux d'inflation, les hausses de prix de soutien sont toutes inférieures à ce taux, sauf pour la Grèce. Il est vrai que la Grèce était en période électorale !

— précisons, enfin, qu'il s'agit ici, des variations des prix de soutien et que les prix de marché sont de plus en plus indépendants des prix de soutien puisque un des objectifs de la réforme de la politique agricole commune consiste à ne confier au soutien qu'un rôle de filet de sécurité.

Si l'ensemble des décisions agri-monnaétaires du Conseil peut prêter à critique, il a eu au moins l'immense avantage de remettre un peu d'ordre dans le système agri-monnaétaire qui, au départ, devait être neutre et qui, progressivement, est devenu un instrument de la politique agricole commune. En effet, au 1^{er} août 1989, on constatait qu'aucun montant compensatoire monétaire (M.C.M.) n'était appliqué en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Danemark, en France, en Irlande, en Italie, et au Portugal. Seuls la Grèce (de - 3,7 à - 20,3) et le Royaume-Uni (de - 1,0 à - 5,2) ont des M.C.M. pour tous les produits à M.C.M. Enfin, l'Espagne a de faibles M.C.M. (de + 1,0 à + 5,0) pour certains produits. Donc l'objectif de démantèlement l'a emporté sur la crainte de créer, dans les Etats membres à M.C.M. négatifs, une incitation à la production. C'est notamment la raison pour laquelle le Conseil a renforcé, à l'aide de mesures connexes, les instruments nécessaires à la maîtrise de la production.

III. Les mesures connexes

Les grands choix dans la conduite de la politique agricole commune (P.A.C.) sont maintenant révolus. La ligne a été tracée. Il convient donc de piloter la P.A.C. selon la ligne décidée. Les instruments sont connus : une politique de prix restrictive, une généralisation de la coresponsabilité, une diminution du rôle de l'intervention et un encouragement à la qualité (voir annexe 2 : mesures connexes).

a) *La politique de prix restrictive* a été analysée au point I. Il s'agit d'un instrument qui ne peut être employé brutalement pour orienter les marchés au risque de graves perturbations sociales, d'ailleurs non souhaitables. Il doit donc être utilisé à faible dose mais sur une période prolongée. Il ne faut pas, non plus, que les producteurs agricoles aient le moindre doute sur la volonté des instances communautaires de poursuivre cet objectif pendant une période plus ou moins longue. La crédibilité de l'action dépend de sa continuité. De fait, depuis 1985/86, les prix des céréales et du lait, par exemple, ont été maintenus au même niveau. On comprend, dès lors, la ferme volonté de la Commission, au cours des négociations, de ne pas varier de son objectif de politique restrictive de prix. Sous la forte pression de certains gouvernements, la Commission a préféré faire dériver ces pressions vers un fort démantèlement monétaire plutôt que de changer des prix en ECU, gelés, pour la plupart, depuis 1985/86. En agissant ainsi, la Commission a atteint deux objectifs : le maintien de la crédibilité de la réforme de la P.A.C. à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté, notamment vis-à-vis du G.A.T.T., et l'amélioration de la fluidité du marché intérieur par la démobilisation de nombreux M.C.M.

b) *La coresponsabilité* : son objet est de mieux sensibiliser les producteurs agricoles aux réalités du marché en leur faisant assumer une certaine responsabilité dans la charge de l'écoulement des excédents ou en essayant de décourager la production de ces excédents, notamment, à l'aide de baisses de prix proportionnelles au dépassement d'un certain seuil, appelé quantité maximale garantie. Il s'agit d'une mesure importante et il a fallu l'autorité du Sommet de Bruxelles de 1988 pour imposer la cores-



pensabilité sous la forme des stabilisateurs de la dépense budgétaire. Pour être efficace, cet instrument doit être appliqué quand il a été décidé, être maintenu sur plusieurs années et être étendu aux marchés qui connaissent des problèmes de débouchés. C'est une question de crédibilité.

Est-ce que les stabilisateurs ont été appliqués au cours de la campagne 88/89 ? La réponse est positive et heureusement positive ; car les dépassements des quantités maximales garanties ont été très importants. En effet, on a constaté des dépassements pour les céréales (+ 1,6 %), pour le colza (+ 17,7 %), pour le tournesol (+ 44 %), pour le soja (+ 23 %), pour les pois, fèves et lupins doux (+ 20 %), pour certains tabacs, pour le coton (+ 54 %), pour les nectarines, pour la viande ovine et pour le lait. Les stabilisateurs ont joué en ce sens que le soutien apporté à ces produits a été abaissé. L'abattement du prix indicatif ou du prix objectif a été pour le colza de 7,65 % ; pour le tournesol, de 19,8 % ; pour le soja, de 10,35 % ; pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux de 9 % ; pour le coton, de 20 %. En ce qui concerne les céréales, outre la taxe de coresponsabilité de 3 %, il sera perçu, pour 1989/90, une taxe de coresponsabilité de 1,6 % au titre du dépassement de 1,6 % (162,5 mio t.) de la quantité maximale garantie (160 mio t.). En ce qui concerne le tabac, la coresponsabilité est double. La quantité maximale garantie ayant été dépassée pour le Badischer Geudertheimer, les prix et les primes pour la récolte 1988 seront abaissés de 5 %. Par ailleurs, les quantités de tabac des variétés Forcheimer havanna, Tsebelia et Mavra, portées à l'intervention, ont dépassé, durant deux récoltes consécutives (1986 et 1987), les quantités de référence. En conséquence, pour ces trois variétés, le prix d'intervention, pour les récoltes de 1989, 1990 et 1991, est ramené de 85 à 75 % du prix d'objectif. On constate donc que les prix de soutien réels ont été très nettement inférieurs, pour la plupart des produits, aux prix décidés par le Conseil en 1988/89. On comprend, dès lors, les pressions qui ont été exercées sur les instances communautaires pour augmenter les prix institutionnels pour 89/90 ou même pour modifier les quantités maximales garanties ou pour assouplir les mécanismes des stabilisateurs. Or, non seulement, les instances communautaires ont résisté à ces pressions, mais encore elles ont reconduit les mécanismes des stabilisateurs pour 89/90 et les ont même étendus à d'autres produits. Il faut préciser que la reconduction d'une quantité maximale garantie est particulièrement pénalisante ; car ceci sous-entend que, compte tenu de l'accroissement des rendements, pour produire la même quantité, il faut diminuer les surfaces ensemencées, toutes choses étant égales par ailleurs. La reconduction des quantités maximales garanties a été décidée pour les céréales, le colza, le tournesol, le soja, les pois, fèves, féveroles, lupins doux, l'huile d'olive, le tabac avec des aménagements par variétés et groupes de variétés, le coton et les tomates fraîches et transformées. On a également maintenu les mêmes seuils pour les pêches au sirop et le même niveau maximal garanti pour le troupeau de brebis.

Par ailleurs, le Conseil a suivi la Commission dans sa proposition d'étendre le système à d'autres produits. Pour les pommes, le Conseil a fixé un seuil d'intervention égal, pour 1989/90, à 6 % de la moyenne de la consommation des 5 dernières campagnes ; le taux de 6 % sera progressivement ramené à 4 % en 1990/91 et à 3 % en 1991/92. Pour les choux-fleurs, le Conseil a fixé un seuil d'intervention égal à 3 % de la moyenne de la production destinée à la consommation à l'état frais pendant les 5 derniè-

res campagnes dans la Communauté, à l'exclusion du Portugal. En cas de dépassement de ces seuils, les prix de base et d'achat sont diminués la campagne suivante, en fonction du dépassement. Il est également décidé d'augmenter le quota existant de 102.805 tonnes de poires Williams au sirop de 500 tonnes de poires Rocha conservées au sirop et de transformer ce quota en un seuil de garantie. Lorsque ce seuil est dépassé, l'aide est réduite, la campagne suivante, en fonction du dépassement constaté.

Il est donc clair que la co-responsabilité continue à être un instrument d'orientation de la production. Cependant, le Conseil a décidé de diminuer les taux du prélèvement de co-responsabilité laitier et de considérer cette diminution comme « le premier pas d'un programme de démantèlement ». En fait, il ne s'agit pas d'un abandon de la co-responsabilité mais de la reprise du principe de la co-responsabilité par le principe des stabilisateurs budgétaires. En effet, le Conseil a décidé que le prélèvement de co-responsabilité est de zéro dans les zones défavorisées pour tous les producteurs, et, dans les autres zones, de 1 % pour les producteurs de moins de 60 000 kg et de 1,5 % pour les producteurs de plus de 60 000 kg alors que le prélèvement de co-responsabilité était de 2 % avec une exemption dans les zones de montagne et un abattement de 0,5 % pour les zones défavorisées, dans la limite d'une quantité annuelle maximale de 60 000 kg par producteur. Cependant, en contre-partie, le Conseil a décidé une baisse de 2 % du prix d'intervention du beurre. Ainsi, la neutralité budgétaire est assurée et les stabilisateurs budgétaires sont une des formes de la co-responsabilité. Le message est clair : les quotas ont servi à freiner l'emballement de la production ; il faut cependant que les producteurs comprennent que l'équilibre du marché n'est pas encore atteint. Pour sensibiliser ainsi les producteurs, il y avait le prélèvement de co-responsabilité. Etant donné que les inconvénients, surtout administratifs, l'emportaient sur l'avantage de la modulation des prix, la co-responsabilité des producteurs laitiers ne va plus s'exprimer sous la forme d'un prélèvement, mais sous celle d'une baisse du prix d'intervention du beurre. Pourquoi pas aussi sous la forme d'une baisse du prix d'intervention pour le lait en poudre écrémé ? Parce que, contrairement au prix d'intervention du beurre, le prix d'intervention du lait écrémé en poudre n'est pas un prix directeur de marché.

c) *L'intervention*: pour la première fois, dans un document officiel (les propositions « prix 89/90 », la Commission va au-delà de l'expression : « l'intervention, filet de sécurité ». Elle donne donc une définition de ce que devrait être un régime d'intervention. Selon elle, « un régime d'intervention devrait avoir pour seul objectif d'absorber, à la fin de la campagne, l'excédent ne pouvant trouver de débouchés ni sur le marché interne, ni à l'exportation ». Dès lors, le rôle des majorations mensuelles est également modifié. « L'objectif initial des majorations mensuelles était d'assurer une commercialisation régulière en fonction des besoins du marché... Avec une évolution vers une application restrictive des mécanismes d'intervention et plus particulièrement l'application d'une période d'intervention limitée, les majorations mensuelles perdront leur signification initiale de régulateur de l'écoulement, ce rôle devant progressivement passer aux mécanismes de marché ».

La politique de l'intervention de la puissance publique est donc précisée et, dès lors, la Commission est fondée à proposer la diminution de la période d'intervention pour la plupart des produits végétaux et pour les majorations

mensuelles, la diminution de leurs nombres et de leurs montants. Il faut d'ailleurs rappeler que cette politique avait déjà été mise en œuvre lors de la campagne 1987/88. Dans ce domaine, comme dans celui de la coresponsabilité, la ligne centrale est la continuité.

Le Conseil a suivi la Commission dans cette direction. En ce qui concerne l'intervention, le Conseil a réduit la période d'intervention d'un mois pour les céréales, le riz, le colza et le tournesol. En ce qui concerne les majorations mensuelles, leur nombre a été maintenu, mais leur montant a été diminué de 12,5 %, et non de 25 % comme le proposait la Commission. Ces décisions s'appliquent aux céréales, riz, colza, tournesol, pois, fèves et féveroles. Cependant, le Conseil n'a pas voulu décider pour la campagne 1990/91, comme le proposait la Commission. Il appréciera en fonction de la situation.

d) *La qualité* : il s'agit d'un instrument qui pourrait être très efficace s'il était plus employé. M. Mac Sharry, Commissaire à l'agriculture et au développement rural, a décidé, à juste titre, de lui porter une attention particulière et de mettre en œuvre les orientations dégagées à ce sujet dans la communication de la Commission sur « l'avenir du monde rural ». Dans sa réponse à la question orale de M. Cervera Cardona, parlementaire européen, la Commission a en effet déclaré qu'elle entendait présenter, d'ici à la fin de 1989, un règlement-cadre sur les appellations d'origine et des règlements sur les labels de qualité. Cependant, même pour les décisions de prix 1989/90, l'instrument « qualité » a été utilisé. Tout d'abord, le Conseil a décidé de maintenir les bonifications spéciales pour le froment et le seigle panifiables et de retenir, pour les céréales présentées à l'intervention, un taux d'humidité maximal de 15 %, ainsi qu'un poids spécifique minimum de 62 kg/hl pour l'orge. Le Conseil a également maintenu, sur l'aide à la production versée aux producteurs d'huile d'olive, la retenue de 2 % en vue de financer des actions régionales visant à améliorer la qualité de la production oléicole. En ce qui concerne le colza, le Conseil a décidé de maintenir le bonus pour les graines « OO », mais a reporté à 1992/93 l'entrée en vigueur du système de l'octroi de l'aide aux seules graines « OO ». Pour d'autres produits, le Conseil est allé plus loin dans la recherche de la qualité. C'est ainsi que, pour bénéficier de la prime, les fromages séchés devront avoir une teneur minimale de 15 % en protéines au lieu des 14 % actuels. Pour le tabac, le Conseil a encouragé les variétés et les qualités qui répondent à un besoin des consommateurs et a découragé les qualités et variétés moins prisées en réaménageant les quantités maximales garanties entre groupes de variétés sans modifier la quantité maximale garantie (voir annexe 3). Certes, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la qualité. Cependant, comme pour les autres instruments, il convient d'agir de façon progressive, mais permanente, pour tenir compte du temps de réaction de la population, sans donner l'impression que la volonté du législateur puisse être remise en cause.

e) *La prise en compte de certaines situations* : la maîtrise de la production agricole entraîne des sacrifices pour tous les agriculteurs. Il n'est pas question de compenser tous ces sacrifices, car, dans cette hypothèse, il n'y aurait aucun impact sur la production et le problème resterait entier. Cependant, dans certains cas particuliers et limités, certaines compensations peuvent être provisoirement et partiellement octroyées. Parmi ces cas limités, citons d'abord le cas de quelques petits producteurs pour les-

quels des mesures particulières ont été prises ou prorogées. La définition du petit producteur d'huile d'olive a été élargie. Est un petit producteur d'huile d'olive, un producteur de moins de 400 kg d'huile et non plus de 300 kg, ce qui lui permet de percevoir une aide de 81,78 ECU/100 kg au lieu de 70,95. En ce qui concerne le coton, la Commission et le Conseil ont résisté aux fortes pressions visant à augmenter la quantité maximale garantie, mais la Commission présentera au Conseil un rapport, accompagné de propositions appropriées pour leur application en 1989/90, sur la situation des petits producteurs de coton. Quant aux petits producteurs de céréales, l'aide destinée à compenser l'impact du prélèvement de co-responsabilité sur leur revenu a été maintenue ; l'aide compensant le prélèvement de co-responsabilité supplémentaire est maintenue, proportionnellement au prélèvement supplémentaire.

Un effort particulier a été fait, également, en faveur de certaines régions méditerranéennes. En effet, aux régions déjà bénéficiaires de la prime à l'hectare de blé dur ont été ajoutées la région de Thrace, les provinces de Tolède, Zamora et Salamanque et la communauté autonome de Navarre. Par ailleurs, toutes les variétés d'oranges, et non plus certaines variétés, retirées du marché, pourront être destinées à la transformation.

Une troisième forme de prise en compte de certaines situations particulières réside dans le fait que des exceptions aux règles générales de la politique agricole commune sont maintenues. Par exemple, pour le sucre, l'Italie est autorisée à maintenir certaines aides nationales dans la mesure d'un certain pourcentage de l'engagement financier global en ECU autorisé pour 1988/89. Il en est de même pour le sucre des D.O.M. pour lesquels l'aide nationale est maintenue jusqu'à l'adoption des mesures prévues dans le cadre du programme POSEIDOM. L'exception pour le blé dur présenté à l'intervention en Grèce est également maintenue.

En conclusion, les grandes caractéristiques de ces décisions de prix ont été la rapidité dans la négociation malgré une certaine longueur dans la phase finale, une unanimité dans la décision, une continuité dans la ligne politique et une cohérence dans les décisions partielles. Le démantèlement important des montants compensatoires monétaires a été la clé de réussite de cette négociation. Elle est aussi une des clés du grand marché agricole de 1992. Les décisions de prix ne sont plus la grand'messe annuelle de la politique agricole commune, peut-être parce que la politique de prix enfermée dans les stabilisateurs et une certaine dérégulation des marchés, tout en restant l'instrument principal de la politique agricole commune, demande moins de décisions de principe que les autres volets de cette politique.

Il faut maintenant regarder vers l'avenir immédiat et à plus long terme. Quels sont les objectifs sur lesquels les instances communautaires vont centraliser plus particulièrement leur attention ? Tout d'abord, la politique agricole commune doit apporter sa contribution à la réussite du grand marché de 1992. Dans cette optique, le Conseil est saisi d'un important train de propositions, notamment dans le domaine vétérinaire et phytosanitaire, afin de rendre plus fluide la circulation des produits agricoles au sein de la Communauté. Il doit aussi renforcer ses contrôles dans l'application du droit communautaire. La Communauté doit aussi améliorer et intensifier le volet structurel de la politique agricole commune ; amélioration de l'efficacité des structures, politique forestière, qualité, agricul-



ANNEXE I
Prix pour 1989/90
Comparaison avec les prix décidés pour 1988/89

Produit, Catégorie de prix ou de montant (Période d'application)	1988/89 CEE « 10 »		1989/90 CEE « 10 »		Espagne			Portugal		
	Montants en ECU/t	%	Montants en ECU/t	%	Montants en ECU/t		%	Montants en ECU/t		%
					1988/89	1989/90		1988/89	1989/90	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Blé tendre 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif	250,30	- 2,26	247,78	- 1,01	250,30	247,78	1,01	-	-	-
• Prix d'intervention blé panifiable (1)	179,44	0	179,44	0	179,44	179,44	0	-	-	-
• Prix d'intervention blé fourrager (2)	170,47	0	170,47	0	170,47	170,47	0	-	-	-
Orge 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif	228,00	- 2,48	225,48	- 1,11	228,00	225,48	- 1,11	-	-	-
• Prix d'intervention	170,47	0	170,47	0	161,17	170,47	+ 5,75	-	-	-
Mais 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif	228,00	- 2,48	225,48	- 1,11	228,00	225,48	- 1,11	-	-	-
• Prix d'intervention	179,44	0	179,44	0	179,44	179,44	0	-	-	-
Sorgho 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif	228,00	- 2,48	225,48	- 1,11	228,00	225,48	- 1,11	-	-	-
• Prix d'intervention	170,47	0	170,47	0	161,17	170,47	+ 5,75	-	-	-
Seigle 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif	228,00	- 2,48	225,48	- 1,11	228,00	225,48	- 1,11	-	-	-
• Prix d'intervention (3)	170,47	0	170,47	0	162,85	170,47	+ 4,66	-	-	-
Blé dur 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif	334,91	- 6,97	315,39	- 5,83	334,91	315,39	- 5,83	-	-	-
• Prix d'intervention	276,34	- 5,23	261,09	- 5,52	221,90	222,51	+ 0,27	-	-	-
• Aide (Ecu/ha)	137,05	+ 12,52	158,98	+ 16,00	54,49	80,61	+ 47,94	-	-	-
Riz 1.9.89-31.8.90										
• Prix indicatif - riz décortiqué	549,85	+ 0,82	546,88	- 0,54	549,85	546,88	- 0,54	-	-	-
• Prix d'intervention riz paddy	314,19	0	314,19	0	270,74	281,52	+ 4,02	-	-	-
• Aide Indica (Ecu/ha)	330,0	0	300,0	- 9,09	330,0	300,00	- 9,09	-	-	-
Sucre 1.7.89-30.6.90										
• Prix de base de la betterave	40,89	0	40,07	- 2	47,98	47,16	- 1,7	43,72	42,90	- 1,9
• Prix d'intervention du sucre blanc (4)	54,18	0	53,10	- 2	62,78	61,70	- 1,7	51,88	51,68	- 0,4
Huile d'olive 1.11.89-31.10.90										
• Prix indicatif à la production	3225,6	0	3225,6	0	3225,6	3225,6	0	3225,6	3225,6	0
• Prix d'intervention	2162,4	0	2162,4	0	1550,1	1652,1	+ 6	2037,9	2058,7	+ 10
• Aide à la production	709,5	0	709,5 (5)	0	271,0	333,6	+ 23	212,9	283,8	+ 33
Colza et navette 1.7.89-30.6.90										
• Prix indicatif (6)	450,2	0	450,2	0	408,6	414,5	+ 1,4	450,2	450,2	0
• Prix d'intervention (6)	407,6	0	407,6	0	366,0	371,9	+ 1,6	407,6	407,6	0
Tournesol 1.8.89-31.7.90										
• Prix indicatif	583,5	0	583,5	0	462,8	480,0	+ 3,7	583,5	583,5	0
• Prix d'intervention	534,7	0	534,7	0	414,0	431,2	+ 4,2	534,7	534,7	0

(1) Bonification de 3,48 ECU/t. pour 89/90 et de 3,59 ECU/t. pour 88/89. La bonification pour 89/90 est calculée sur le prix d'intervention de 88/89 diminué des 3 % de co-responsabilité ; d'où son niveau inférieur.

(2) Se calcule à partir du prix d'intervention du blé panifiable moins 5 %.

(3) Bonification de 8,97 ECU/t. en 88/89 et de 8,70 ECU/t. en 89/90 pour le seigle panifiable. Calcul : même remarque que pour le blé panifiable (1).

(4) ECU/q

(5) Pour les producteurs de plus de 400 kg. Pour les producteurs de moins de 400 kg : 817,60 ECU/t.

(6) Pour les graines « OO », bonus de 25 ECU/t.

Voir suite Annexe 1 page suivante

Produit, Catégorie de prix ou de montant (Période d'application)	1988/89 CEE « 10 »		1989/90 CEE « 10 »		Espagne			Portugal		
	Montants	%	Montants	%	Montants en ECU/t		%	Montants en ECU/t		%
	en ECU/t	variation	en ECU/t	variation	1988/89	1989/90	variation	1988/89	1989/90	variation
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Soja 1. 9.89-31. 8.90										
• Prix d'objectif	558,5	0	558,5	0	443,5	459,9	+ 3,7	558,5	558,5	0
• Prix minimum	489,4	0	489,4	0	374,4	390,8	+ 4,4	489,4	489,4	0
Fourrages séchés										
• Prix d'objectif (7) 1. 5.89-30. 4.90	178,92	0	178,92	0	161,27	165,68	+ 2,7	178,92	178,92	0
Pois, fèves et féveroles 1. 7.89-30. 6.90										
• Prix de déclenchement	447,6	0	447,6	0	447,6	447,6	0	447,6	447,6	0
• Prix d'objectif	295,2	0	295,2	0	295,2	295,2	0	295,2	295,2	0
• Prix minimum - pois	257,7	0	257,7	0	257,7	257,7	0	257,7	257,7	0
- Fèves et féveroles	248,6	0	238,7	- 4	248,6	238,7	- 4	248,6	238,7	- 4
Lupins 1. 7.89-30. 6.90										
• Prix de déclenchement	430,5	0	430,5	0	409,5	414,7	+ 1,3	430,5	430,5	0
• Prix minimum	289,0	0	289,0	0	276,4	280,9	+ 1,6	289,0	289,0	0
Lin 1. 8.89-31. 7.90										
• Prix d'objectif (graine)	554,1	0	554,1	0	487,3	496,8	+ 2	554,1	554,1	0
• Aide fixe (textile) (par ha)	355,09	0	375,0	+ 5,6	152,19	207,89	+ 36,6	152,19	207,89	+ 36,6
Chanvre 1. 8.89-31. 7.90										
• Aide fixe (par ha)	322,48	0	340,0	+ 5,4	138,21	188,66	+ 36,5	138,21	188,66	+ 36,5
• Aide graines de chanvre	250,0	0	250,0	0	250,0	250,0	0	250,0	250,0	0
Vers à soie 1. 4.89-31. 3.90										
• Aide par boîte de graines de vers	112,00	0	112,0	0	47,68	63,76	+ 34	47,68	63,76	+ 34
Coton 1. 9.89-31. 8.90										
• Prix d'objectif	960,2	0	960,2	0	960,2	960,2	0	960,2	960,2	0
• Prix minimum	912,3	0	912,3	0	912,3	912,3	0	912,3	912,3	0
Lait 1. 4.89-31. 3.90										
• Prix indicatif	278,4	0	278,4	0	—	—	—	—	—	—
Beurre										
• Prix d'intervention	3132,0	0	3008,0	- 2 (8)	3391,3	3222,6	- 3,17	—	—	—
Lait écrémé en poudre										
• Prix d'intervention	1740,4	0	1740,4	0	2260,4	2201,2	- 2,62	—	—	—
Fromage Grana padano 30-60 jours										
• Prix d'intervention	3889,3	0	3889,3	0	—	—	—	—	—	—
Fromage Grana padano 6 mois										
• Prix d'intervention	4803,3	0	4803,3	0	—	—	—	—	—	—
Parmigiano-Reggiano 6 mois										
• Prix d'intervention	5291,9	0	5291,9	0	—	—	—	—	—	—
Viande bovine 6. 4.89-3. 4.90										
• Prix d'orient. des gros bovins (9)	2050,2	0	2050,2	0	2050,2	2050,2	0	—	—	—
• Prix d'interv. qualité R3 cat. A (10)	3440	0	3440	0	3440	3440	0	—	—	—
• Prix d'interv. qualité R3 cat. C (10)	3340	0	3440	0	3440	3440	0	—	—	—
Viande ovine 6. 1.89-3. 1.90										
• Prix de base (poids abattage)	4323,2	0	4323,2	0	4323,2	4323,2	0	4323,2	4323,2	0
Viande porcine 1. 7.89-30. 6.90										
• Prix de base (poids abattage)	2033,3	0	2033,3	0	2033,3	2033,3	0	—	—	—

Produit, Catégorie de prix ou de montant (Période d'application)	1988/89 CEE « 10 »		1989/90 CEE « 10 »		Espagne			Portugal		
	Montants	%	Montants	%	Montants	en ECU/t	%	Montants	en ECU/t	%
	en ECU/t	variation	en ECU/t	variation	1988/89	1989/90	variation	1988/89	1989/90	variation
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Fruits et légumes prix de base										
• Choux fleurs 01.5.89-30.4.90		0		0	—	—	—	—	—	—
• Tomates 11.6.89-30.11.89		0		0	—	—	—	—	—	—
• Pêches 01.6.89-30.9.89		0		0	—	—	—	—	—	—
• Citrons 01.6.89-31.5.90		0		0	—	—	—	—	—	—
• Poires 01.7.89-30.4.90		0		0	—	—	—	—	—	—
• Raisins de table 1.8.89-31.10.89		0		0	—	—	—	—	—	—
• Pommes 01.8.89-31.5.90		0		0	—	—	—	—	—	—
• Mandarines 16.11.89-28.2.90		0		- 7,5	—	—	—	—	—	—
• Oranges douces 01.12.89-31.5.90		0		- 7,5	—	—	—	—	—	—
• Abricots 1.6.89-31.7.90		0		0	—	—	—	—	—	—
• Aubergines 1.7.89-31.10.89		0		0	—	—	—	—	—	—
• Clémentines 1.12.89-15.2.90		0		0	—	—	—	—	—	—
• Satsumas 16.10.89-15.1.90		pm		0	—	—	—	—	—	—
• Nectarines 1.6.89-31.8.89		pm		0	—	—	—	—	—	—
Vin de table (11) 1.9.89-31.8.90										
• Prix d'orientation Type RI	3,35	0	3,27	- 2,5	2,49	2,64	+ 6,02	—	—	—
• Prix d'orientation Type RII	3,35	0	3,27	- 2,5	2,49	2,64	+ 6,02	—	—	—
• Prix d'orientation Type RIII	52,23	0	52,23	0	38,89	42,23	+ 8,59	—	—	—
• Prix d'orientation Type AI	3,11	0	3,17	+ 2	2,31	2,56	+ 10,80	—	—	—
• Prix d'orientation Type AII	69,60	0	69,60	0	51,78	56,24	+ 8,61	—	—	—
• Prix d'orientation Type AIII	79,49	0	79,49	0	59,14	64,23	+ 8,61	—	—	—

(7) Teneur minimale en protéines : 14 % en 88/89 et 15 % en 89/90.

(8) Cette réduction, due à la diminution du prélèvement de co-responsabilité, s'ajoute à celle décidée dans le cadre du SLOM.

(9) Poids vif.

(10) Poids abattage.

(11) RI, RII et AI exprimés en ECU/%hl - RIII, AII et AIII exprimés en ECU/hl.

Voir suite Annexe 1 page suivante



ANNEXE 1 (suite)
Décisions de prix en ECU
pour les divers produits agricoles

Produit, groupe et variété	Récolte 1988 Décisions	Décisions CEE « 12 » 1989
	Prix/prime/variation % sur 1987	Prix/prime/variation % sur 1988
1	2	3
Groupe I 3. Virgin D 7. Bright 17. Basmas 18. Katerini 26. Virgin EL 31. Virgin Esp. 33. Virgin Port.	Prix 0 Prime + 2	Prix 0 Prime 0
Groupe II 2. Bad. Burley 8. Burley I 9. Maryland 25. Burley EL. 32. Burley Esp. 34. Burley Port. 28. Burley Fermente	Prix 0 Prime + 1	Prix 0 Prime 0
Groupe III 1. Bad. Geud 4. Paraguay 5. Nijkerk 6. Missionero 10. Kentucky 16. Round Tip 27. Santa Fé 29. Havana Esp 30. Round Scafati	Prix 0 Prime 0	Prix 0 Prime 0
Groupe IV 13. Xanti-Yaka 14. Perustitza 15. Erzegovina 19. K.K. classic 20. K.K. non-classic 21. Myrodata Ag. 22. Zichnomyrodata	Prix - 6 Prime - 6	Prix 0 Prime 0
Groupe V 11. Forch. Havana 12. Beneventano 23. Tsebelia 24. Mavra	Prix - 8 Prime - 8	Prix 0 (a) Prime 0

(a) Il est décidé pour les variétés Forscheimer Havana, Mavra et Tsébelia un abaissement de 85 % à 75 % du rapport entre le prix d'intervention et le prix d'objectif pour les récoltes 1989, 1990 et 1991.

ture biologique, environnement et utilisations non agricoles de produits de l'agriculture sont les chapitres majeurs de cette action. Mais, surtout, dans ce domaine, M. Mac Sharry entend, à partir de la réflexion sur l'avenir du monde rural, construire les fondements du développement rural de la Communauté. Reste le volet extérieur de la politique agricole commune ; il est l'objet de négociations essentiellement multilatérales, mais il est évident que tous les efforts internes qui ont été menés jusqu'à présent ne peuvent que consolider la position de négociation de la Communauté. La politique agricole commune, avec ses diversités reconnues au Sommet de Bruxelles de 1988,

a été remise sur les rails ; on a pu craindre quelques ralentissements ou quelques voies de garage. La nouvelle Commission et la présidence espagnole ont démontré que ces craintes n'étaient pas fondées. Acceptons-en l'augure !

ANNEXE 2 MESURES CONNEXES

Céréales (sauf blé dur et riz)

— Maintien des prix ; la baisse du prix indicatif n'est due qu'à l'actualisation des frais de transport d'Ormes à Duisburg (24, 38 ECU/t contre 26,90 en 88/89). L'ensemble « élément de marché et élément nutritionnel » est maintenu à 12,07 % du prix d'intervention du maïs pour les céréales fourragères et à 24,5 % pour le blé tendre.

— Réduction de la période d'intervention d'un mois : pays du nord du 01.11 au 31.05 ; pays du sud du 01.08 au 30.04.

— Majorations mensuelles : 1) prix d'intervention : même période que celle de l'intervention, et non 1 mois plus tard. 2) Prix indicatif et de seuil : du 01.08 au 30.06, sauf pour le maïs et le sorgho : pas de majoration du prix de seuil en août et en septembre. 3) Pour toutes les majorations, réduction de 12,5 % ; donc 1,31 ECU/t au lieu de 1,50.

— Les indemnités de fin de campagne n'ont pas été octroyées en 1989.

— Les bonifications spéciales pour le froment tendre panifiable (3,48 ECU/t) et pour le seigle panifiable (8,70 ECU/t) sont maintenues à 2 % du prix d'intervention, mais diminuées du 3 % de co-responsabilité spécial.

— Le prélèvement de co-responsabilité est maintenu à 3 % du prix d'intervention du blé panifiable, mais diminué du 3 % de co-responsabilité spécial ; donc 5,22 ECU/t au lieu de 5,38 ECU/t. Par ailleurs, la Commission examinera les difficultés administratives résultant de l'application du prélèvement de co-responsabilité et présentera au Conseil un rapport accompagné, le cas échéant, des propositions appropriées. En attendant, le système actuel est maintenu.

— Le Conseil prend note de l'intention de la Commission de fixer, durant la période d'application du régime des stabilisateurs, un taux d'humidité maximal de 15 %, ainsi qu'un poids spécifique minimum de 62 kg/hl pour l'orge.

— Le montant de l'aide aux petits producteurs est maintenu à 120 Mio. ECU, parallèlement au système de co-responsabilité normal ; il est augmenté d'un montant proportionnel à l'application du taux de co-responsabilité spécial (maximum : 110 Mio. ECU).

— Pour l'ajustement des prix indicatifs, en cas de diminution du prix d'intervention, suite au dépassement de la qualité maximale garantie transfert de compétence du Conseil à la Commission avec respect des critères de dérivation.

Blé dur

— Pour la période d'intervention : même calendrier que pour les céréales.

— Pour les majorations mensuelles : même régime et même diminution que pour les céréales, donc 1,78 ECU/t au lieu de 2,03.

— Pour la co-responsabilité ; même régime que pour les céréales.

— Poursuite de la baisse du prix d'intervention pour le rapprocher du taux de 120 % du prix d'intervention du blé tendre panifiable. La hausse de l'aide à l'hectare ne compense pas complètement cette baisse, si on retient le rendement moyen de 2 t/ha.

— Les régions bénéficiaires de l'aide sont : a) en Italie : les Abruzzes, la Basilicate, la Calabre, la Campanie, le Lazio, les Marches, la Molise, les Pouilles, la Sardaigne, la Sicile et la Toscane. b) en France : régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. c) en Grèce : Grèce centrale, Péloponèse, îles Ioniennes, Thessalie, Thrace, Macédoine et îles de la mer Egée. d) Espagne : communautés autonomes d'Andalousie et de Navarre ; provinces de Badajoz, Burgos, Salamanca, Toledo, Zamora et Zaragoza.

— Maintien, pour la Grèce, pendant toute la durée de l'application des stabilisateurs, de l'exception permettant l'acceptation à l'intervention de froment dur avec un pourcentage maximal de 14 % (au lieu de 12 %) d'éléments qui ne sont pas des céréales de base de qualité irréprochable dont, au maximum, 5 % « autres céréales » et 6 % « grains brisés ».

Riz

— Maintien des prix ; pas de stabilisateur. Le prix indicatif du riz décortiqué (546,88 ECU/t) est égal au prix d'intervention du riz paddy (314,19) + 11 % d'élément de marché (34,56) + 47,13 de frais de transformation + 25 % de coefficient de transformation (98,97) + frais de Vercelli à Duisburg (52,03).

— La période d'intervention s'étend du 01.01 au 31.07.

— Réduction des majorations mensuelles de 12,5 % (2,07 ECU/t pour prix d'intervention et 2,58 pour prix indicatif contre 2,36 et 2,95 en 88/89). Les majorations mensuelles s'appliquent au prix d'intervention du 01.01 au 01.07.90 et au prix indicatif du 01.10.89 au 01.07.90.

— Réduction de l'aide aux variétés « indica » de 330 ECU/ha à 300.

Produits amylacés

— Le prix minimal à verser aux producteurs de pommes de terre pour la quantité de pommes de terre nécessaire à la fabrication d'une tonne de fécule de pomme de terre (5 t de pommes de terre) est diminué de 3 %, soit 256,80 ECU. La prime à la production de fécule de pomme de terre a été maintenue à 18,70 ECU par tonne de pommes de terre.

Sucre

— Réduction de 2 % pour la betterave en début de campagne (01.07.89) et de 2 % pour le sucre au 01.10.89 pour éviter la dépréciation des stocks constatés au 30.06.89.

— Le remboursement mensuel des frais de stockage est abaissé de 4,1 %, soit 0,48 ECU/t contre 0,49 ECU/t en 88/89.

— La cotisation de stockage passe de 3,5 ECU/100 kg à 3 ECU/100 kg.

— La marge disponible pour les raffineurs de sucre brut ne sera pas réduite d'un pourcentage supérieur à la marge

disponible pour les transformations de betteraves sucrières en sucre blanc.

— L'Italie maintiendra les aides nationales prévues à l'article 46 du règlement (CEE) n° 18785/81 pour 89/90 et 90/91 dans la mesure de 90 % et de 80 % de l'engagement financier global en ECU déjà autorisé pour 88/89.

— Maintien de l'aide nationale dans les D.O.M. à titre transitoire au niveau de 88/89 jusqu'à l'adoption des mesures prévues dans le cadre du programme POSEIDOM.

Huile d'olive

— Maintien du prix indicatif à la production, de l'aide à la production et du prix d'intervention au niveau de 88/89.

— L'aide de 81,76 ECU/100 kg est octroyée aux producteurs de moins de 400 kg (300 kg en 88/89) ; pour les autres producteurs, l'aide est de 70, 95.

— Retenue de 1,5 % (1,7 en 88/89) sur l'aide à la production pour contribuer au financement des frais occasionnés par les activités confiées aux organisations de producteurs reconnues et à leurs unions.

— Maintien de la retenue de 2 % sur l'aide en vue de financer des actions régionales visant à améliorer la qualité de la production oléicole.

— Possibilité pour la Commission de suspendre la préfixation des restitutions dans des situations particulières du marché ou lors de changements des prix et aides institutionnels.

Graines oléagineuses

— Maintien des prix pour le colza, la navette, le tournesol, le soja et le lin oléagineux.

— Pour les graines de colza « OO », maintien du bonus à appliquer au prix indicatif et au prix d'intervention au niveau 88/89 (2,5 ECU/100 kg) ; mais report à 92/93 (et non 91/92) de l'entrée en vigueur du système de paiement de l'aide aux seules variétés « OO ». Cependant, maintien de l'aide pour les variétés qui contiennent des acides éruciques, lorsqu'elles sont destinées à des usages industriels ; maintien pour 89/90 d'une teneur en glycosinate de 35 micromoles pour avoir droit à la bonification.

— Majorations mensuelles : 7 majorations mensuelles, applicables dès le 01.11.89 aux 3 prix (indicatif, intervention, achat) de 0,331 ECU/100 kg pour le tournesol et de 0,278 ECU/100 kg pour le colza, donc réduction de 12,5 %.

— Réduction d'un mois de la période d'intervention : 01.11.89 au 31.05.90 ; Espagne et Portugal : 01.08.89 au 30.04.90.

— Le Conseil invite la Commission à suivre attentivement l'effet des mécanismes stabilisateurs sur la répartition des surfaces et/ou sur l'équilibre entre les grandes cultures. La Commission présentera un rapport au Conseil après les campagnes d'ensemencement 1990 et 1991.

— Pour le soja, possibilité de fixation d'aides à terme sur la base des prix du marché mondial à terme et de suspension de la préfixation de l'aide, notamment en cas de situation anormale ou de perturbation du marché.

— La Commission maintiendra, en 89/90, la possibilité pour les Etats-membres d'utiliser des méthodes nationales d'analyse.



Graines protéagineuses

— Pour les pois, fèves et féveroles, réduction des majorations mensuelles de 12,5 % soit 1,58 ECU/t pour le prix minimal et le prix d'objectif et 3,5 pour le prix de seuil de déclenchement. Application durant 8 mois à partir du 01.09.89.

— La Commission a l'intention de réviser le plus rapidement possible, et pour autant qu'elle dispose des éléments techniques voulus, le panier des produits utilisés pour la détermination des prix de marché des fourrages secs.

— La Commission a l'intention de rechercher le plus tôt possible une solution équitable aux problèmes créés par l'introduction du procédé d'identification des pois, fèves et féveroles pour 1986 et 1987.

— Pour les fourrages séchés, 15 %, au lieu de 14, de teneur minimale en protéines.

— Pour l'extension éventuelle du système d'aide aux fourrages triturés, la Commission présentera son rapport au Conseil et au Parlement avant le 31.12.89.

Fibres textiles

— Pour le coton, maintien de la quantité maximale garantie à 752.000 t de coton non égréné.

— Pour le coton, la Commission examinera, avec la coopération des Etats-membres, la situation des petits producteurs de coton et présentera au Conseil, avant le 01.08.89, un rapport accompagné de propositions appropriées pour son application en 89/90.

— Pour le lin textile, maintien de la retenue de 10 % (37,5 ECU/ha) du montant de l'aide pour financer des actions de promotion et de recherche de nouveaux débouchés.

Vin

— Admission à la distillation obligatoire, comme cela existe pour la distillation préventive, de vins aptes à donner des vins de table (vins à qui manque 0,5 % d'alcool).

— Les Etats-membres sont autorisés à octroyer des aides nationales pour la conclusion de contrats de stockage privé à court terme de vins de table et de moûts.

— Il n'est plus nécessaire d'indiquer la mention « vin de table » sur l'étiquette lorsque figure déjà la mention « vin de pays », « vino típico », « vino della tierra » ou toute autre mention prévue dans le règlement 355/79, article 2, paragraphe 3, point i). Cette modification n'affecte pas l'application des mesures de distillation des vins cités.

— Le Conseil prend acte de l'intention de la Commission d'examiner, à la lumière de la politique socio-structurelle dans le secteur viti-vinicole, la question du transfert, entre exploitations, des droits de replantation de vins de table et de formuler, le cas échéant, les propositions appropriées. Le droit de replantation ne pourra être exercé que dans la catégorie de vignoble de laquelle il est issu, afin d'éviter que certaines superficies plantées en raisins de table ne soient transformées en superficies plantées en raisins de cuve.

Fruits et légumes

— Toutes les variétés d'oranges retirées du marché pourront être destinées à la transformation en jus ; en ce qui concerne les satsumas et les clémentines, les produits

retirés du marché pourront être admis à la transformation en segments ; le cadre budgétaire prévu sera respecté.

— La Commission s'engage à présenter à bref délai une proposition au Conseil concernant l'introduction dans le système d'aide à la transformation des agrumes en jus, en principe pour 89/90, d'un élément qui permette d'améliorer l'évaluation des fluctuations des prix de ces produits importés dans la Communauté.

— Maintien des primes de commercialisation au niveau de 86/87 : 12,95 ECU/100 kg pour les mandarines et de 8,69 à 15,38 selon les variétés d'oranges.

— Pour les choux-fleurs, fixation d'un seuil d'intervention égal à 3 % de la moyenne de la production destinée à la consommation à l'état frais.

— Pour les pommes, fixation d'un seuil de 6 % pour 89/90, de 4 % pour 90/91 et de 3 % pour 91/92, calculé sur la moyenne de la consommation des 5 dernières campagnes. Avant la fin de 90/91, la Commission examinera et proposera, le cas échéant, une révision du seuil fixé pour 91/92 en fonction de l'évolution du marché.

— Pour les primes d'arrachage des pommiers, préalablement à la décision du Conseil, la Commission réalisera une étude sur la structure et la reconversion variétales.

— Pour les raisins de table, le calendrier de fixation des prix de base et d'achat est prolongé jusqu'au 21.11.89.

— Pour les pêches et poires en conserve, au jus naturel, elles pourront bénéficier d'une aide à la transformation dans le cadre du seuil actuel.

— Le Portugal est autorisé à transférer 20 000 t du quota de concentrés de tomates au quota d'autres produits à base de tomates.

— Le régime actuel d'aide aux conserves d'ananas en sirop produites dans les D.O.M. est prorogé pour 89/90.

— Produits bénéficiant d'une aide à la production : les tomates non pelées entières ou en morceaux (crush ou pizza sauce).

— Ajout de 500 t de poires Rocha conservées au sirop au quota existant, donc, au total, 102 805 t. Le total (102 305 t de poires Williams + 500 t de poires Rocha) devient un seuil de garantie ; si la production dépasse ce seuil, l'aide est diminuée, la campagne suivante, proportionnellement au dépassement.

— Le rapport sur le régime des raisins secs sera présenté par la Commission dans les plus brefs délais.

Tabac

— Quantité maximale garantie : fixation pour 89 et 90. Groupe I : 117 000 en 88 ; 130 000 en 89 et 137 500 en 90 ; groupe II : 95 750 en 88, 102 750 en 89 et 104 250 en 90 ; groupe III : 52 250 en 88, 48 250 en 89 et 47 250 en 90 ; groupe IV : 67 000 en 88, 56 000 en 89 et 51 000 en 90 ; groupe V : 53 000 en 88, 48 000 en 89 et 45 000 en 90. La quantité maximale garantie totale est inchangée à 385 000 t.

— La Commission a l'intention de réviser les quantités maximales garanties pour 90/91 au cas où des modifications interviendraient dans l'offre et la demande ou dans les prix.

— La zone C de la variété Paraguay est destinée aux 4 variétés belges : Philippines, Petit Grammont, Semois et Appelterre.

- Maintien des primes au niveau 88.
- Suite au dépassement des Q.M.G. en 86 et 87, réduction du prix d'intervention de 85 à 75 % du prix d'objectif pour les variétés Mavra, Tsebelia, Forchheimer et Havana.
- Le contrat de culture, permettant l'avance sur la prime, sera appliqué pour la 1^{re} fois en Grèce à partir de la récolte 89.
- Une mise à jour de l'annexe III des règlements « prix » est effectuée afin de reprendre certaines zones de production omises jusqu'alors.

Lait et produits laitiers

— Prélèvement de co-responsabilité : suppression pour les producteurs dans les zones défavorisées, diminution de 2 % à 1,5 % pour les producteurs de plus de 60 000 kg et à 1 % pour les producteurs de moins de 60 000 kg. Les 60 000 kg correspondent au quota réel disponible, pour éviter les problèmes du SLOM. Afin d'assurer la neutralité budgétaire, le prix d'intervention du beurre est réduit de 2 %. Le Conseil et la Commission déclarent que cette diminution du prélèvement de co-responsabilité constitue le premier pas d'un programme de démantèlement. A cette fin, la Commission s'engage à faire les propositions appropriées pour une phase ultérieure de démantèlement dans le cadre des propositions « prix 90/91 ».

— La fourchette pour le lait en poudre destiné aux veaux est fixée à 50/80 ECU/100 kg.

— La participation communautaire à la restructuration laitière en Espagne est fixée à 75 % avec un plafond de 42 mio.ECU.

— Le Conseil s'engage à adopter la proposition de la Commission de proroger pour 89/90 la possibilité d'accorder une aide nationale à la consommation de beurre (maximum 50 ECU/100 kg).

— En Italie, mise en œuvre d'un financement communautaire pour les producteurs ayant opéré une suspension temporaire d'une partie de leur quota : 8 ECU/100 kg pour 88/89, 7 ECU pour 89/90 et 6 ECU pour 90/91.

— Le Conseil, compte tenu des modifications de la situation du marché et des problèmes particuliers que connaissent certaines catégories de producteurs, invite la Commission à réaliser une étude en profondeur sur le fonctionnement du système de quota et à formuler, le cas échéant, les propositions appropriées avant le 31.07.89 qui évitent les distorsions sur le marché et des discriminations entre producteurs.

— Le Conseil et la Commission déclarent que, lors de la fixation de la quantité de référence pour le Portugal en 1990, étant donné la spécificité de l'agriculture portugaise, reconnue par le Sommet de Bruxelles de 1988, il sera tenu compte, non seulement de l'acquis communautaire, mais aussi de la nécessité d'assurer l'évolution de la production, vu le faible niveau de la productivité portugais par rapport au niveau communautaire.

— Maintien du trafic du perfectionnement actif.

Viande porcine, œufs et volaille

— Simplification de la qualité-type ; classe U : 60-120 kg et classe R : 120-180 kg au lieu de 3 catégories (60-100 ; 100-130 et 130-160) pour les carcasses de porc.

— Début d'exercice : 1^{er} juillet au lieu de 1^{er} novembre pour viande porcine, œufs et volaille ; pour les prix

d'écluse et les prélèvements calcul au début de chaque trimestre calendaire.

— Pour la liste des marchés représentatifs utilisée pour la cotation du porc, elle sera mise à jour par la procédure du Comité de gestion et non plus par règlement du Conseil.

Houblon

Le Conseil, sur proposition de la Commission, modifiera le règlement du conseil (CEE) 2997/87 pour étendre son champ d'application en ce qui concerne les zones susceptibles d'être retenues et les limitations de superficie et proroger les délais.

ANNEXE 3
Tabac brut - Récoltes 1989 et 1990
Quantités maximales garanties

	Tonnes en feuilles	
	1989	1990
Groupe I		
3. Virgin D	10.500	11.000
7. Bright	44.250	46.750
31. Virginia E	14.500	16.000
33. Virginia P	3.500	4.000
17. Basmas	30.000	30.000
18. Katerini	23.000	23.000
26. Virginia EL	9.500	12.000
Total	135.350	143.250
Groupe II		
2. Bad. Burl. Zone A	7.000	8.000
Zone B	4.300	4.300
8. Burley I	42.500	43.500
9. Maryland	3.500	3.500
25. Burley EL	11.000	11.000
28. Burley fermenté	27.000	26.000
32. Burley E		
34. Burley P	2.000	2.500
Total	97.300	99.300
Groupe III		
2. Bad Geuderth. Zone A	4.300	4.300
Zone B	7.700	7.700
4. Paraguay Zone A	20.000	20.000
Zone B	2.700	2.700
Zone C	2.000	2.000
5. Nijkerk		
6. Missionero	1.500	1.500
27. Santa Fé		
29. Savanna E		
10. Kentucky	10.000	10.000
16. Round Tip		
30. Scafati	.250	.250
Total	48.450	46.450
Groupe IV		
13. Xanti Yaka		
14. Perustitza	20.000	18.000
15. Erzegovina		
19. Kaba Koulak c.		
20. Kaba Koulak n.c.	6.000	33.000
21. Myrodota		
29. Zychnomyrodata		
Total	56.000	51.000
Groupe V		
11. Forcheimer Havanna		
12. Beneventano	18.000	17.000
23. Tsebelia		
24. Mavra	30.000	28.000
Total	48.000	45.000
TOTAL GENERAL	385.000	385.000

Source : Europe Verte - Décisions prix agricoles 1989/90.



DU REMBOURSEMENT FORFAITAIRE À LA RETENUE DE 10 % PAR LES ÉTATS MEMBRES POUR FRAIS DE COLLECTE ET DE PERCEPTION DES RESSOURCES PROPRES

Cornélia FEDERKEIL et
Gianmarco DI VITA

*Diplômés du Collège d'Europe (Bruges)
Promotion Altiero Spinelli*

Introduction

Le processus de réforme du financement des Communautés européennes a abouti, après maintes tentatives « partielles et conjoncturelles », à un accord politique lors du Conseil européen de Bruxelles du 11 au 13 février 1988. La volonté de résoudre l'ensemble des problèmes posés se retrouve concrètement dans la Décision du Conseil du

24 juin 1988 débloquant, peut-on l'espérer, la situation budgétaire d'ici à 1992.

L'adoption par le Parlement européen (PE) le 15 décembre 1988 du budget général pour 1989 au terme d'un parcours « sans faute » et respectueux des échéances prévues par la procédure — et ceci pour la première fois depuis 1983 — serait le signe manifeste d'un renouveau effectif.

Les clefs de la réforme entreprise sont rationalisation, allègement, neutralité et peuvent expliquer, dans une certaine mesure, la substitution du système de « remboursement forfaitaire aux États membres pour frais de collecte et de perception » par celui de « la retenue de 10 % ».

Ce changement s'applique aux mécanismes du système sans pour autant concerner une autre question qui reste posée : celle des coûts réels de perception et donc du taux nécessaire à leur couverture, compte tenu du poids économique que le système lui-même fait peser sur le budget.

I. — Le système du remboursement forfaitaire : une décision capitale pour un système nouveau

A. Le développement du système du remboursement forfaitaire aux États membres

La question naît en même temps que le passage d'un système de contributions financières des États membres à un système de Ressources Propres à la Communauté. Au premier abord on pourrait penser à une question de pure technique budgétaire, visant à doter la Communauté de véritables recettes fiscales tirées des prélèvements agricoles, des droits de douane et des cotisations sucre. En réalité, il s'agit d'une étape de la vie politique communautaire extrêmement importante car le nouveau système a amené une certaine autonomie financière de la Communauté, de même qu'il a modifié le rapport entre les Institutions en accroissant, par étapes successives, le rôle du PE ; si l'aspect politique, avec toutes ses implications en matière d'abandon de souveraineté des États et de contrôle parlementaire des organes législatifs nationaux sur une partie des recettes fiscales nationales est de loin le plus important, il ne faut pas oublier le problème que posait l'absence d'une administration fiscale et douanière propre à la Communauté. C'est pourquoi on décida que les ressources propres seraient perçues par les États membres (par leurs administrations) et qu'à ce titre la Communauté les rembourserait forfaitairement d'une somme égale à 10 % du montant versé pour les ressources propres traditionnelles, en ne tenant donc pas compte, pour le calcul, de la ressource propre « TVA ».

1. La base légale

La première base légale de ces remboursements est bien évidemment la Décision du Conseil du 21 avril 1970 (1) qui établissait le système de ressources propres à la Com-

(1) JOCE L 94/1970.

munauté. Dans son article 3, paragraphe 1, le dernier alinéa prévoit :

« les Communautés européennes remboursent à chaque État membre 10 % des montants versés conformément aux alinéas précédents, au titre de frais de perception ».

On pourrait penser que cette disposition visait à faire accepter par les États le système des ressources propres en attendant la mise en place d'une administration fiscale communautaire, avec un corps de fonctionnaires propres.

En réalité la Commission, consciente des difficultés que la mise en place d'une telle administration aurait soulevées, n'envisageait pas sa création à moyen terme ; d'autre part, la difficulté d'évaluer *directement* les coûts d'administration encourus dans les États membres lui fit opter pour un système de perception fiscale délégué qui s'appuyait sur des structures déjà existantes.

Le travail préparatoire de la Commission avait ainsi abouti après de longues négociations (surtout au cours de 1969) à l'accord des États fondateurs de la Communauté : le budget devait en être profondément modifié dans sa structure dès 1971 et pour la première fois en 1975 la Communauté disposait intégralement de ses « ressources propres traditionnelles » (2).

2. Évolution de la nomenclature et mécanisme

Dès son institution le système de remboursement forfaitaire aux États membres a été considéré comme faisant partie de la gestion de l'organisation administrative de la Communauté : les dépenses prévues par ce système ont donc été classées dans la section réservée à la Commission. A ce titre, l'avant-projet de budget rectificatif présenté le 31/12/1970 introduisait une modification dans la partie « Dépenses » en ajoutant un *Chapitre XIX* intitulé « Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des Ressources Propres » (et que nous désignerons maintenant par « remboursement forfaitaire ») à la SECTION III — Commission. Ces dépenses de la Commission — ainsi que les autres types de remboursement aux États membres — font partie des crédits non dissociés et sont restées du domaine de compétence de la DG XIX Budgets ; en revanche leur classification a évolué au cours des années. A partir du budget 1972, les crédits affectés au remboursement forfaitaire sont classés, toujours dans la même *Section*, sous le TITRE II « Immeubles, matériel et dépenses diverses » dans un *Chapitre 29* « Autres dépenses ». La nomenclature change encore en 1977 lorsque les crédits en question sont classés, toujours et définitivement dans la *Section*-Commission, sous le TITRE 4 « Remboursement et aides aux États membres et divers », dans un *Chapitre 40* : ce changement traduit la volonté de les démarquer des dépenses de fonctionnement *stricto sensu* pour regrouper dans un TITRE à part tous les transferts en faveur des États qui ne sont pas effectués au nom d'une des politiques communautaires. En 1982 on assiste à la dernière modification de la nomenclature, lorsque le TITRE 4 est remplacé par le TITRE 8 « Remboursement et aides aux États membres, garantie d'emprunt et divers » et le remboursement forfaitaire apparaît au *Chapitre 80*.

(2) La progression de la fraction des RP que devaient verser les États était la suivante : 1972 = 62,5 %, 1973 = 75 %, 1974 = 87,5 %, 1975 = 100 %. Pour les États adhérents en 1973 une période transitoire avait été aménagée avec une progression qui aurait dû atteindre 100 % en 1978 ; d'après le VII^e et le VII^e Rapport général sur l'activité des Communautés.

Au-delà du simple aspect formel de la question il est intéressant d'examiner le fonctionnement du mécanisme de remboursement forfaitaire. Il a été défini par le Règlement n° 2891/77 du Conseil du 19 décembre 1977 (3) qui fixe les règles d'application de la Décision du 21 avril 1970. L'article 9 du Titre II prévoit en premier lieu que le montant des ressources propres constatées est inscrit par chaque État membre au crédit d'un compte ouvert à cet effet au nom de la Commission auprès du Trésor de chaque État ; en second lieu, il est prévu que chaque montant soit inscrit en brut et que dans « les trente jours suivant la notification de chaque inscription la Commission émet un ordre de virement en faveur de l'État membre pour le montant correspondant au remboursement forfaitaire des frais de perception visés à l'article 3, paragraphe 1, 5^e alinéa de la Décision du 20 avril 1970 ». Le remboursement intervient ainsi un mois après que les États aient versé le montant mensuel correspondant aux ressources propres : cela donne lieu à deux flux financiers, le premier allant des États vers la Communauté et le suivant de celle-ci aux États ; ces flux financiers sont indissociables et automatiques : on peut se demander alors quels sont leur volume et leur importance économique pour le budget communautaire.

B. L'évolution économique

Les crédits affectés au remboursement forfaitaire représentent 10 % du montant des ressources propres traditionnelles : il est donc clair que l'évolution de leur volume est parallèle à la progression des Ressources Propres. Or celle-ci dépend de *facteurs économiques* comme les flux commerciaux extra et intra-communautaires, les variations des récoltes, du coût des matières premières, les prévisions macroéconomiques, etc. et de *facteurs politiques* comme les nouvelles adhésions. Une étude par État reconduirait à étudier le régime des ressources propres : c'est pourquoi il faut se pencher plutôt sur l'importance qu'acquiert le montant global du remboursement forfaitaire par rapport aux différents budgets.

1. Les données statistiques

Budget	Total Crédits (1)	Total remboursement forfaitaire (2)	Part (2/1)	Notes
1971	3.902.464.689	134.059.250	3,43 %	en U.C.
1972	4.177.439.000	185.175.000	4,43 %	
1973	5.134.493.871	260.467.841	5,7 %	+ GB, IRL, DK
1974	5.224.972.971	315.375.819	6,03 %	
1975	6.268.000.000	393.100.000	6,25 %	
1976	8.470.609.608 CP	502.831.534	5,94 % CP	
1977	9.599.865.100 CP	629.514.300	6,56 % CP	
1978	12.362.654.592	689.600.000	5,58 % CP	
1979	14.446.993.870 CP	766.503.000	5,30 % CP	
1980	16.182.497.261 CP	847.823.000	5,24 % CP	
1981	19.327.630.620 CP	874.711.000	5,40 % CP	
1982	21.984.440.000 CP	962.410.000	4,38 % CP	
1983	25.061.093.474 CP	966.854.900	3,85 % CP	
1984	27.248.627.722 CP	1.105.343.000	4,06 % CP	
1985	28.433.192.974 CP	1.070.265.000	3,76 % CP	
1986	35.174.125.003 CP	1.239.920.000	3,53 % CP	
1987	36.313.424.475 CP	1.305.860.000	3,59 % CP	
1987 (1)	36.168.355.390 CP	759.920.000		Budget rectificatif et supplémentaire
1988	43.820.396.524 CP	443.000.000		

(1) Exception faite pour celui de 1987 tous les autres budgets sont définitifs, c'est-à-dire qu'ils comprennent les éventuels budgets rectificatifs et/ou supplémentaires.
NB : crédits de paiement.

(3) JOCE L 336/1977.



A la lecture du tableau précédent on constate qu'en chiffres absolus le remboursement forfaitaire suit la croissance continue du budget communautaire ; en revanche les chiffres concernant la part du remboursement forfaitaire rapportée au total du budget montrent une évolution plus nuancée. En effet, cette part augmente régulièrement du budget 1971 à celui 1975 : de 3,43 % elle passe à 6,25 % avec un taux moyen d'accroissement annuel de 0,7 %. A partir de 1976, la classification des crédits tient compte de la distinction entre crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP). On peut mettre en évidence un rapport ayant au numérateur le montant global du remboursement forfaitaire — et qui ne varie pas car il s'agit d'un crédit non dissocié — et au dénominateur le total des CP, c'est-à-dire des crédits qui doivent être compensés par les recettes de l'année budgétaire à laquelle ils se réfèrent. Ce rapport est intéressant car il permet de comparer les situations budgétaires annuelles et il assure la continuité des données après le changement de classification de 1976. C'est en cette année que l'on assiste à une augmentation des CP supérieure à celle des ressources propres (et donc du remboursement forfaitaire) : la part de celui-ci décroît de 0,31 % pour remonter de 0,62 % en 1977, à un niveau inférieur par rapport à 1975. Et c'est là un tournant important : à partir de 1978, et malgré — répétons-le — une augmentation continue en chiffres absolus, la part du remboursement forfaitaire aux États membres ne cesse de décroître (— 2,92 % en dix ans) et ce, malgré trois légères hausses en 1981, année où la Grèce contribue pour la première fois aux Ressources Propres (+ 0,16 %) puis en 1984 (+ 0,21 %) et en 1987 (+ 0,06 % dans le premier budget).

Le budget 1987 présente, lui, une particularité, à savoir que le budget rectificatif et supplémentaire arrêté le 17 juillet 1987 (4) prévoyait une coupe dans le chapitre 80 de 545.940.000 ECU, ce qui ramenait le remboursement forfaitaire à 759.920.000 ECU pour l'année en question.

La seule lecture de ces chiffres pourrait induire en erreur et laisser croire que la Commission avait réussi à limiter la part dudit remboursement dans le budget (plus que 2,1 % des CP). Cette diminution s'explique, en fait, par un renoncement, à titre temporaire, des États membres au remboursement forfaitaire relatif à la perception des ressources propres pour la période juin-octobre 1987. Si d'un point de vue strictement budgétaire ce renoncement se traduit par un report des sommes dues par la Commission aux États membres sur le budget de 1988 l'aspect juridique de l'opération pose problème. En effet, il s'agit bien là d'une modification de la Décision sur les ressources propres du 21 avril 1970, et plus exactement du règlement n° 2891/77 portant application de cette Décision. C'est donc un règlement adopté finalement le 21 décembre 1987 qui régit ce report et le justifie (5) :

« considérant qu'il ne sera pas possible de compenser la diminution des ressources propres traditionnelles en 1987 par le recours aux ressources propres provenant de la taxe à la valeur ajoutée, le taux maximal de mobilisation de cette taxe fixé à 1,4 % par la Décision 85/257/CEE, EURATOM, étant déjà atteint ; que, dès lors, une diminution de dépenses s'impose ;

considérant qu'une diminution de dépenses résulterait du report de certains remboursements prévus à l'article 9 paragraphe 2 du règlement n° 2891/77 ».

De plus, le premier article du règlement précise la nature dérogatoire de ce report : « A l'article 9 paragraphe 2 du règlement n° 2891/77, l'alinéa suivant est ajouté : « toutefois, des remboursements relatifs à des ressources propres constatées en juin, juillet, août, septembre et octobre 1987 seront effectués, dans la limite de 400 millions d'ECU, au début de l'exercice 1988 ». Si le règlement a tant tardé à être approuvé, c'est qu'il ne faisait pas l'unanimité parmi les experts des États membres, ceux-ci ayant requis, dès le mois de septembre, l'avis de la Cour des comptes sur la proposition de règlement présentée par la Commission (6). La Cour des comptes émettait au mois de décembre un avis négatif dans lequel, après avoir fait remarquer que le remboursement forfaitaire constituait « une dette de la Communauté envers les États membres », elle considérait que : « le fait de différer à un exercice ultérieur des dépenses légalement encourues au titre d'un exercice ou le recours déguisé à l'emprunt, constitue un expédient à court terme, procédé à plusieurs reprises critiqué par la Cour » (7).

Enfin la Cour concluait que la proposition de règlement contrevenait tant à l'article 199 du Traité (prévision des recettes et des dépenses et équilibre du budget) qu'à l'article 202, paragraphe 1 (principe de l'annualité du budget). Aussi, l'opération de report a eu lieu malgré l'avis négatif de la Cour : on trouve ainsi inscrite au chapitre 80 du budget 1988 la somme de 443.000.000 d'ECU, ce qui porte le chiffre total du remboursement forfaitaire pour l'année 1987 à 1.202.920.000 (soit une réduction de 102.940.000 ECU par rapport au budget initialement arrêté).

Le poids du remboursement forfaitaire serait devenu — selon les chiffres — financièrement et économiquement négligeable s'il n'y avait eu les problèmes de déséquilibre budgétaire (voir *infra* II, B), d'autant plus que la fourchette entre ressources propres traditionnelles et recette TVA n'a fait que s'élargir à partir de 1981, la part de cette dernière n'ayant cessé de croître alors que les premières fléchissaient jusqu'en 1986, année où l'on note une amorce de redressement.

2. Effets économiques

D'un point de vue purement économique le remboursement forfaitaire donnait lieu à une opération que l'on peut qualifier de « neutre ». En effet les montants versés par la Communauté aux États étaient financés par un relèvement du taux d'appel de la TVA (+ 0,07 % pour le budget de 1987) : ce sont donc les États qui supportaient indirectement leurs propres coûts de perception des ressources propres.

D'autre part, cette opération neutre se traduisait par un gonflement du budget annuel de 1 milliard d'ECU en moyenne pour la période 1982-87, alors même que la tendance de la Commission était à la contraction entre les dépenses et les recettes, tendance suggérée par les déséquilibres budgétaires de la même période : il est évident qu'à ce titre la Commission ait voulu voir disparaître ce double flux de trésorerie qui constituait une dépense fixe n'ayant plus aucun rapport avec les coûts réellement supportés par les États.

De fait, le mécanisme du remboursement forfaitaire fonctionnait indépendamment des frais réels, et c'était là

(4) JOCE L 211/1987.

(5) JOCE L 371/1987.

(6) JOCE C 241/1987.

(7) JOCE C 337/1987.

son point faible car il ne tenait pas compte des variations de ces frais. La Cour des Comptes a observé au cours de différents contrôles *une diminution et une rationalisation des procédures de dédouanement et de perception chez les États membres depuis 1971* (8). C'est en effet l'absence d'un mécanisme qui permette la révision du taux de 10 % en fonction des variations des coûts qui fait que ce système n'ait pas été une garantie d'équité : alors que les États ont la faculté de réduire les frais de perception des ressources propres, le coût pour la Communauté n'en est pas réduit en conséquence, d'où une compensation excessive et injustifiée de ces frais.

Le problème du calcul des frais afin d'indexer les coûts réels de perception dans chaque État membre n'a pas été résolu : son analyse critique a suscité des tentatives de rationalisation allant d'un assouplissement à la suppression même du système.

II. — La problématique du calcul et la remise en question du système du remboursement de 10 % aux États membres

A. La question du calcul des frais de perception

L'évaluation directe des coûts de perception des ressources propres traditionnelles (droits de douane, prélèvements agricoles et cotisation sucre) se heurte à trois types de difficultés :

- la structure des administrations compétentes ;
- la nature de leurs activités ;
- les différences dans la présentation des budgets et des comptabilités publiques des États membres.

1. Éléments d'information

Si l'administration des douanes est compétente dans tous les États membres pour la perception des droits de douane, il n'en est pas de même pour celle des prélèvements agricoles ou des cotisations sucre qui, selon les cas, peuvent aussi être confiés à des organismes dépendants des ministères de l'Agriculture ou des Finances sans qu'il soit toujours possible d'isoler ces activités.

Les administrations des douanes perçoivent la TVA et les accises, elles exercent des tâches dans le domaine de la circulation des marchandises sans pour autant percevoir de droits de douane (importations intra-communautaires...) et elles exercent des tâches non directement liées à la perception telles que les contrôles sanitaires.

De plus les données budgétaires et comptables des États membres présentent ces activités de manière très différente.

En raison du caractère forfaitaire du remboursement de 10 %, la Commission a estimé qu'elle n'avait pas à disposer du montant des coûts de perception de ses ressources propres.

En ce qui concerne les États membres, il semble que seul le Royaume-Uni présente régulièrement une analyse des effectifs, des coûts et de la productivité de ses services douaniers. Il s'agit du rapport annuel des *Commissioners of HM Customs and Excises*. Il en ressort que, pour l'année fiscale 1985-86, l'ensemble des activités douanières, c'est-à-dire perception de droits et tous travaux administratifs statistiques et de prévention liés à l'ensemble du commerce extérieur représentait 11,6 % des rentrées (5 % en ne prenant en compte que les seules activités de perception de droits).

Aux États-Unis, le *Report on the activities of the US Customs Services during Fiscal Year* estime pour 1982 que chaque dollar dépensé pour la douane rapportait 18,94 dollars soit un coût de 5,3 %.

2. Tentatives d'estimation

Dans le cadre d'une recherche sur « *the cost of non-Europe-customs barriers* » (novembre 1987), un rapport provisoire consacrait un chapitre aux coûts des administrations publiques. Au cours de cette étude, il est présenté un « coût total » ayant été ajusté pour ne retenir que les coûts correspondants aux procédures intracommunautaires. En outre, l'analyse ne couvre que 6 États membres (B, D, F, I, NL, UK) représentant en 1986, il faut le souligner, 92 % du remboursement forfaitaire.

L'étude, qui se proposait d'évaluer les coûts de perception des ressources propres communautaires, repose sur plusieurs facteurs et hypothèses :

- les coûts totaux sont représentatifs de coûts similaires dans chaque État membre ;
- les coûts liés aux seules opérations de dédouanement représentent entre 40 % (situation UK) et 50 % de ces coûts totaux ;
- dans ces coûts de dédouanement, les frais relatifs aux exportations représentent environ 10 % (notamment en raison de la faiblesse des contrôles) ;
- les coûts de dédouanement relatifs aux importations intra-communautaires sont répartis proportionnellement à la valeur de ces importations dans le total des importations par pays.

Sur ces bases, on arrive aux fourchettes suivantes pour le coût de la perception des droits de douane et prélèvements agricoles en 1986.

B :	17 à 22 Mio ECU	2,7 à 3,5 %
D :	81 à 101 Mio ECU	3,2 à 4,0 %
F :	59 à 74 Mio ECU	4,7 à 5,9 %
I :	38 à 48 Mio ECU	3,4 à 4,3 %
NL :	31 à 39 Mio ECU	3,4 à 4,3 %
UK :	117 à 146 Mio ECU	5,4 à 6,8 %

Ramenés aux montants versés en 1986 au titre des droits de douane et prélèvements agricoles, ces montants conduisent à des taux de l'ordre de... (cf. 2^e colonne ci-dessus). Ces calculs ne tiennent pas compte des cotisations sucre.

Une autre approche a été envisagée : calculer les coûts des agents en douane. Cependant, celle-ci revêt un intérêt moindre. En effet, un tel calcul est impossible car il apparaît que les tarifs des agents en douane ne se prêtent pas au calcul d'un coût moyen par rapport à la valeur des importations — seule donnée de base disponible.

(8) JOCE C 336/1987.



En conclusion de cette tentative d'estimation, il semblerait qu'un taux de remboursement de 5 % ne serait pas, dans la plupart des cas, éloigné de la réalité.

B. La remise en question du système du remboursement de 10 % aux États membres

La remise en question du système du remboursement forfaitaire fait partie de l'ensemble d'une réforme financière inéluctable proposée régulièrement par la Commission, tendant à revenir au principe de l'équilibre budgétaire. Dans ce vaste effort de changement, la Commission a multiplié les proportions dont le contenu a été le plus souvent entériné par des accords politiques lors des Conseils européens et parfois repris par des actes juridiques communautaires.

1. Les premiers pas de la Commission vers une réforme

Dès 1978, dans le « Livre Vert » ou « les perspectives de financement du budget communautaire », la Commission avait fait des propositions pour créer de nouvelles ressources propres. En outre, dans un contexte de crises budgétaires répétées depuis 1979, faisant suite à l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen (PE), Madame Thatcher allait soulever le problème de la contribution britannique au budget des Communautés européennes.

En 1983, la Commission, après avoir mis en alerte les États membres du déficit budgétaire latent qui ne tarderait pas à se révéler à cause de l'épuisement de la capacité financière, proposait une nouvelle Décision qui viendrait se substituer à celle du 21 avril 1970. À l'article 5, la Commission proposait qu'« afin de couvrir les dépenses de perception, chaque État membre peut bénéficier d'un remboursement *maximum* de 10 % des montants des ressources propres, visées à l'article 2 (droit de douane, prélèvements agricoles, cotisation sucre). Le taux applicable est décidé sur proposition de la Commission, par l'Autorité budgétaire, le Conseil statuant à l'unanimité et le PE statuant à la majorité de ses membres et au 3/5^e des suffrages exprimés ».

Ce taux plafond est expliqué dans l'exposé des motifs du DOC 270/87 : considérant que le niveau fixe de remboursement ne semble plus justifier les frais engendrés, qui n'ont qu'une incidence limitée pour les administrations nationales.

En juin 1983, au Conseil européen de Stuttgart, les chefs d'État et de gouvernement se sont concentrés également sur la nécessité d'une réforme et ont demandé à la Cour des Comptes un rapport sur l'état des finances communautaires. Le Rapport a été rendu public le 27 octobre 1983 (9).

Au point 1.2.4, la Cour des Comptes constate que « le remboursement de 10 % des droits de douane et des prélèvements agricoles aux États membres en vue de couvrir leurs frais d'administration n'est pas fondé sur des coûts réels ».

Ce sont les premiers jalons de la remise en question du système qui font valoir que la Commission, comme la Cour des Comptes, l'une représentante de l'intérêt communautaire, la seconde soucieuse de la transparence budgétaire, tendent aux mêmes conclusions.

Le déficit de 1984 demande une solution immédiate. Le compromis est atteint au Conseil européen de Fontainebleau, en juin 1984 pour un nouveau taux de TVA de 1,4 %. Celui-ci est entériné par la *Décision du 7 mai 1985*, adoptée à l'unanimité au sein du Conseil. Les remboursements pour frais de perception sont reconduits à l'article 5 dans les mêmes conditions que dans la Décision de 1970.

Les premiers pas de la Commission pour une modification du système ont échoué. Cependant, les déficits de 1985/86/87 révèlent la nécessité d'un accord sur une réforme du financement du budget et le système du remboursement des 10 % n'échappe pas à cette volonté réformatrice.

2. Un changement nécessaire

Cette situation de déséquilibre budgétaire ne peut se perpétuer ainsi sans trouver des solutions à terme assurant une période de sécurité budgétaire.

C'est ainsi qu'en février 1987, la Commission présentait son programme de travail : *Réussir l'Acte unique : une nouvelle frontière pour l'Europe*. Le « paquet » Delors est appuyé par le « rapport de la Commission au Conseil et au PE sur le financement du budget de la Communauté européenne » du 28 février 1987 (COM 101). Un rapport qui répond notamment à une préoccupation d'équité et qui au point 4.6.2 souligne la nécessité de *supprimer les remboursements de 10 % aux États membres pour frais de collecte des ressources propres*. Mais cela entraînerait la modification de la Décision du 7 mai 1985. Au Conseil européen de Luxembourg de juin 1987, les chefs d'État et de gouvernement ont « invité le conseil budget à élaborer d'urgence un projet de budget sur la base d'un avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire présenté par la Commission ».

Le conseil budget a abordé le problème du renoncement par les États membres au remboursement tel qu'il avait été présenté par la Commission. La nouvelle mesure représentait, selon la présidence danoise, un apport de 522 Mio ECU. Des pays ont alors soulevé la question de savoir s'il s'agissait d'une suspension ou d'une annulation pure et simple de ces remboursements. Les Pays-Bas et la Belgique s'y sont opposés craignant de perdre les avantages acquis par les ports de Rotterdam ou d'Anvers. Le compromis s'est réalisé en précisant que la renonciation n'était valable que pour le deuxième semestre 1987 et ne préjugait pas de l'avenir. Le renoncement généralisé ne pouvait être entériné que par une modification de la décision du 7 mai 1985. Pour le renoncement à titre temporaire, les États membres se sont mis d'accord pour modifier le règlement d'application de la Décision (cf. *supra* partie I, B, 1) par un règlement qui prévoyait le report du remboursement forfaitaire des 5 mois cités. Celui-ci, une fois approuvé, était applicable directement au budget général 1988.

Cependant cette première renonciation, bien qu'acquise avec beaucoup de difficultés, fut considérée très vite comme un résultat encourageant par la Commission qui maintint son idée initiale de supprimer ce remboursement. Dans son avant-projet de budget 88, présenté en juin 1987, la Commission a retiré les 10 % aux États membres. Mais la présidence danoise a suggéré de modifier la proposition en rétablissant le remboursement.

De même, le PE, soucieux de préserver l'intégralité de la notion de ressources propres traditionnelles, n'envisageait pas la suppression totale du remboursement. Dans

(9) JOCE 287/1983.

le deuxième rapport fait au nom de la Commission des budgets sur la proposition de la Commission des Communautés européennes concernant le financement futur des CE de novembre 1987 (10), on note au point 23 que « le PE refuse la suppression intégrale du remboursement des coûts de perception des droits de douane et des prélèvements agricoles aux États membres et préconise une réduction de moitié de ces remboursements (5 %) ».

Auparavant, dans les rapports Arndt (11) et Pfennig (12), le PE avait fait la même suggestion. Une idée qui semble tout à fait correspondre aux conclusions de l'enquête demandée par la Commission (cf. *supra* Les tentatives d'estimation). En outre, la suppression des remboursements nécessiterait une modification de la Décision du 7 mai 1985 c'est-à-dire avec un seul avis du PE et l'unanimité au Conseil des Ministres. Si une solution plus souple était trouvée, consistant en un renoncement consensuel des États membres, la plupart d'entre-eux auraient besoin de l'accord de leurs Parlements nationaux, ce qui reviendrait au même résultat que dans le cas précédent. Si la Commission présentait un nouveau taux applicable, la décision reviendrait à l'Autorité budgétaire, le Conseil statuant à l'unanimité et le PE à la majorité de ses membres et aux 3/5^e des suffrages exprimés, comme elle l'avait suggéré dans la proposition du 6 mai 1983.

Les questions majeures sur la réforme de la CE, consacrées dans le « Paquet Delors » sont remises au goût du jour au Conseil européen de Copenhague en décembre 1987. Mais aucun accord d'ensemble n'est trouvé, par conséquent la question des 10 % reste en suspens.

La Cour des comptes publie le 15 décembre 1987 son rapport annuel. Le point 4.1. est sans appel ; la Cour des comptes considère que « compte tenu des dépenses communautaires considérables que le régime entraîne et l'absence de dispositions permettant la révision du taux de 10 % en fonction de la variation des frais administratifs nationaux, ce remboursement n'est pas approprié ». La Cour des comptes estime donc que le taux du remboursement devrait être revu, mais ne juge pas sa suppression nécessaire.

III. — La nouvelle décision sur les ressources propres : mise en place d'un système de retenue à la source

Le système du remboursement forfaitaire, malgré ses imperfections et les critiques qui ont conduit aux diverses tentatives en vue de l'amender, voire même de le supprimer, faisait partie intégrante de la notion de ressources propres traditionnelles. Il était donc naturel qu'à l'occasion de la refonte du système de ressources propres dont la pierre angulaire est la Décision du 24 juin 1988, le remboursement forfaitaire eut été réformé.

1. Le remplacement du remboursement forfaitaire par la retenue de 10 %

Avant le Conseil européen de Bruxelles des 11 et 12 février 1988, la présidence allemande avait proposé de maintenir le remboursement de 10 %. Les Pays-Bas n'avaient pas caché qu'ils lui attachaient une importance particulière. Le compromis d'ensemble sur le financement futur de la Communauté européenne et les nouvelles ressources propres, accepté par les chefs d'État et de gouvernement, ne pouvait être remis en discussion par une question jugée de second plan par les services de la Commission. Aussi dans les conclusions, il est dit que « lors du versement des ressources propres traditionnelles, les États membres retiennent 10 % à titre de frais de collecte » et par conséquent, les États membres ne verseraient que 90 % des ressources propres traditionnelles. C'est la solution qui a été retenue par la Décision du 24 juin 1988 « relative au système des ressources propres des Communautés européennes » ainsi qu'il avait été entériné par le Conseil européen de Bruxelles en février 1988.

Sans entrer dans le détail de ce texte fondamental pour la discipline budgétaire des années 1988 à 1992, il est cependant utile de s'arrêter brièvement sur l'article 2 de cette Décision qui sert de base légale au nouveau système de retenue. Celui-ci identifie, au paragraphe 1, quatre catégories de ressources propres (regroupant différents types de recettes) dont les « ressources propres traditionnelles » aux points a et b, la ressource propre « TVA » au point c et la « quatrième » ressource fondée sur la somme des Produits Nationaux Bruts des États membres. Le paragraphe 2 prévoit lui, la possibilité d'autres ressources propres constituées des recettes de taxes instituées à l'occasion de politiques communes. Enfin, c'est le paragraphe 3 qui signe « l'arrêt de mort », du système de remboursement forfaitaire aux États membres en instaurant un système de retenue « à la source » :

« les États membres retiennent, au titre des frais de perception, 10 % des montants à verser en vertu du paragraphe 1 points a) et b) ».

Il faut ajouter que, suite à la réforme du système par la Décision du 24 juin 1988, le chapitre 80 du titre 8 a été maintenu dans les budgets de 1988 et de 1989 sans qu'aucune somme n'y ait été inscrite — excepté celles relatives au report du budget 1987 sur celui de 1988. En revanche, c'est désormais la section « recettes » qui accueille au chapitre 19 du Titre I les « frais encourus par les États membres pour la perception des ressources propres ». Ces sommes représentent en fait des « recettes négatives » et sont donc précédées d'un signe « moins » (cf. *infra*, III, 2).

Le mécanisme de retenue de 10 % est également défini par un règlement (approuvé le 12 décembre 1988, qui, à ce jour, n'a pas encore été publié au *Journal Officiel des Communautés européennes*). La proposition de règlement du Conseil, portant application de la Décision du 24 juin 1988, présentée par la Commission le 22 septembre 1988 (13) contient dans un Titre III « Mise à disposition des ressources propres », les étapes pour le versement des recettes qui constituent les ressources propres « après déduction de 10 % au titre des frais de perception ». (Article 9,

(10) PE DOC A2-200/87/A.

(11) PE DOC 1-1189/83.

(12) PE DOC 2-368/84.

(13) JOCE C 255/1988.



paragraphe 1). La Cour des comptes a ensuite rendu un avis (14) sur cette proposition de Règlement de la Commission mais qui ne visait cependant pas à modifier l'article 9 en question.

2. Apports et perspectives

Le nouveau système consiste en une contraction entre les recettes et les dépenses de sorte que la Communauté dispose de l'intégralité de sa capacité financière puisqu'elle n'enregistre que des recettes. Auparavant, celle-ci était amputée de 10 % : en effet sur 100 de recettes provenant des ressources propres traditionnelles, 10 devaient être assignés au remboursement en constituant une dépense automatique. De ce fait, les États membres ont obtenu que leurs coûts de perception pour les ressources propres traditionnelles, qui constituent bien une dépense administrative interne, soient pris en compte au niveau du budget général et y apparaissent clairement. Si ces frais de collecte ne sont plus inscrits spécifiquement comme dépenses, ils ne constituent toujours pas des recettes à proprement parler pour la Commission, puisque la somme de 10 % est prélevée à la source. Les États membres ont donc tenu à le rappeler en faisant figurer les sommes relatives à leurs frais de perception comme des *recettes négatives*. Ces sommes répondent à la fois à l'exigence des États de voir figurer au budget ce que leur coûte la perception des ressources propres traditionnelles et au souhait du PE de ne pas supprimer un des principes acquis du système, à savoir celui de la compensation des frais de perception.

(14) JOCE C 313/1988 Avis n° 8/88.

(15) JOCE L 185/26 Article 3 :

1 Le montant total des ressources propres attribué aux Communautés ne peut pas dépasser 1,20 % du total du PNB de la Communauté pour les crédits pour paiements.

Le montant total des ressources propres attribué aux Communautés ne peut pas dépasser, pour chacune des années de la période 1988-1992, les pourcentages suivants du total du PNB de la Communauté pour l'année en question :

- 1988 : 1,15
- 1989 : 1,17
- 1990 : 1,18
- 1991 : 1,19
- 1992 : 1,20 ».

En outre, par le biais de cette contraction, on supprime le double flux de trésorerie en accroissant donc la transparence du système.

Cependant, la raison de cette substitution a été engendrée par la volonté de la Commission au cours du processus menant à la réforme relative au financement de la Communauté, d'établir comme il est mentionné à l'article 3 (15) de la Décision, une progression de la part relative des ressources propres, calculée en fonction du total du Produit National Brut (PNB) de la Communauté, total qui ne devrait pas dépasser 1,20 % en 1992. Dans la mesure où l'on a ce dispositif de plafonnement, ce système augmente de 10 % la capacité financière : ceci correspond à la volonté d'allègement du budget général puisque son volume s'en trouve réduit d'autant, ainsi pour compléter et atteindre le plafond fixé, on fait appel à la « 4^e ressource PNB ». Par conséquent, les 10 % retenus par les États membres seront en fait alloués à la Commission selon une clé de répartition proportionnelle prévue par cette 4^e ressource et qui diffère de ce fait du système général et unique de 10 %. Bien que la question de l'évaluation des coûts reste ouverte dans chaque État, la Commission a désormais par le biais de la 4^e ressource, la possibilité de disposer de l'intégralité de sa capacité financière.

Bien que la Commission ait gagné du point de vue financier par la mise en place de ce nouveau système, il est important de souligner que certaines questions restent ouvertes.

Par hypothèse, on peut déduire que le PE n'aura plus aucun pouvoir sur ces dépenses puisqu'aucune recette ne rentrera pour ce poste dans le budget communautaire.

De plus, le système de retenue de 10 % par les États membres, s'il ne résout pas la question de la justification de l'opération, s'inscrit néanmoins dans un souci de rationalisation/allègement du budget général dans la perspective de 1992 ainsi que le prévoit « l'Accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire » du mois de juin 1988.

Enfin, ce système prête à critique car il met en cause la *règle d'universalité* selon laquelle les recettes ne doivent pas être affectées à certaines dépenses et qu'il ne peut y avoir contraction entre recettes et dépenses c'est-à-dire que « les recettes et dépenses soient inscrites pour leur montant intégral au budget et dans les comptes sans contractions entre elles » (article 199 CEE, article 3.1 du règlement financier).

LES PROBLÈMES DE LA FORMATION ET DE LA MOBILISATION DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE NATIONAL DANS UN « PETIT PAYS ». LE CAS DE LA GRÈCE

Dimitri UZUNIDIS

Docteur en Sciences économiques, attaché scientifique au Secrétariat Général de la Recherche et de la Technologie de Grèce et chercheur à la Fondation d'Études Méditerranéennes d'Athènes

et Sophie BOUTILLIER *

Docteur en Sciences économiques et sociologue, Universités de Paris X-Nanterre et d'Athènes

« La concurrence internationale a servi d'arguments pour gagner un soutien accru à la science ; ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les nations auront agi judicieusement en invoquant des principes erronés. Les hommes politiques sont plus préoccupés de puissance que de rigueur intellectuelle. De leur côté, les savants savent pertinemment qu'à force d'utiliser de mauvais arguments pour justifier des actions légitimes, on risque de compromettre la justesse de sa cause ». H. Brooks : « La science peut-elle être planifiée ? », *Problèmes de politique scientifique*, OCDE, Paris 1968.

Les activités de la recherche scientifique et technique (S&T) et du développement de nouvelles technologies, de nouveaux produits et services (Recherche Développement (RD)) sont insuffisamment développées en Grèce. En 1986, le ratio dépenses de RD/Produit intérieur brut (PIB) s'élevait à 0,32 % faisant de la Grèce la lanterne rouge des pays de l'OCDE en ce domaine (diagramme 1). Ce n'est toutefois que depuis 1982-83, que la société hellénique commença à prendre à corps la question de son développement scientifique et technique. Deux facteurs expliquent ce renversement de situation : le changement de gouvernement en 1981 porta une vague de technocrates spécialisés aux postes de responsabilité. D'autre part, l'adhésion du pays à la Communauté Économique européenne (CEE) focalisa l'attention des dirigeants de ce pays sur ce problème, mettant en lumière l'effort financier et les transformations structurelles nécessaires pour rehausser la capacité technologique et industrielle de la Grèce. Le tout réactivé par l'opportunité scientifique apportée par les programmes scientifiques de la Communauté européenne, outre, bien évidemment, par les ressources financières qu'ils contiennent.

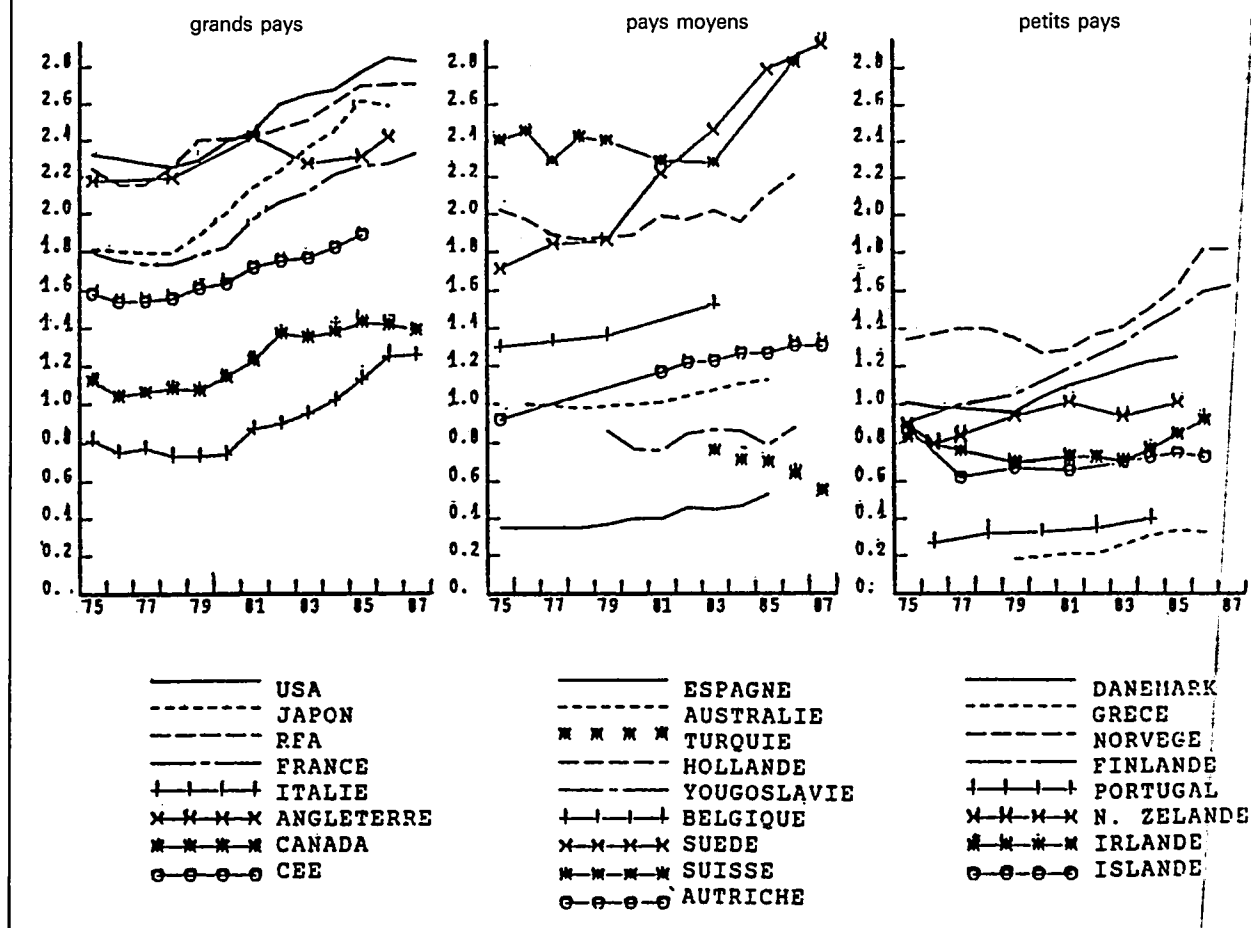
Le Potentiel Scientifique et Technique (PST) de la Grèce est donc faible, sa capacité S&T l'est tout autant. Nous définissons le PSTN comme étant la sphère d'activités où la connaissance scientifique se développe et se métamorphose, (enrichie par des savoirs pré-existants), en produits, méthodes et processus techniques nouveaux, c'est-à-dire, en technologies. En d'autres mots, le PSTN se matérialise par le travail des scientifiques, des ingénieurs, des techniciens (ressources humaines du PSTN) lesquels travaillent dans des laboratoires et des centres spécialement équipés en instruments et moyens d'investigation scientifique (ressources matérielles du PSTN) en valorisant l'information scientifique (ressources informationnelles du PSTN) et les moyens financiers irriguant la sphère d'activités sus-mentionnée (ressources financières du PSTN). Le tout régulé et mobilisé par un ensemble d'institutions (ressources institutionnelles) : ce sont les entreprises et les organismes étatiques et internationaux qui fonctionnent pour promouvoir la recherche scientifique et valoriser le produit de celle-ci dans la sphère productive, qui englobe la sphère des activités scientifiques. L'activation des différentes parties du PSTN conformément à des buts industriels surdéterminés définit la capacité scientifique et technique nationale.

L'efficacité des activités scientifiques et techniques d'un pays est tributaire du niveau de développement industriel et économique de celui-ci. La littérature économique a en effet montré (Cooper (1971-1980), OCDE (1968), UNESCO (1972, 1982) que les ressources financières et humaines canalisées vers des activités scientifiques et techniques d'un pays devenaient investissement en s'insérant dans son effort d'industrialisation (passage de la recherche à l'industrie ou innovation). Dans le cas contraire, elles se révèlent être des « dépenses somptuaires ».

(*) Les auteurs tiennent à remercier M. Asteris Hatziparadissis, directeur de la Direction de Documentation du SGRT de Grèce pour l'aide précieuse qu'il a apportée pour la réalisation de cette contribution.



Diagramme 1 : dépenses en recherche S & T en pourcentage du PIB



Source : OCDE, Banque de données DSTI, juin 1988.

La notion institutionnalisée de PSTN est très récente en Grèce, phénomène lui-même reflété, par la faiblesse de son industrie. La mise en lumière d'éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la formation du PST grec et sa mobilisation par l'État et les entreprises et plus particulièrement sur le rôle central de l'État nous permettra d'expliciter à l'appui d'un exemple concret la complexité des mécanismes ci-dessus décrits.

I. — Éléments constitutifs du PST grec

L'examen des ressources matérielles, humaines et financières du PST grec révèle d'emblée la faiblesse absolue de celui-ci par rapport à d'autres pays moyennement industrialisés, et relative par rapport non pas au degré d'industrialisation du pays mais par rapport aux priorités industrielles du futur.

18 milliards de drachmes ont été affectés en 1986 à la recherche S&T en Grèce, soit environ 0,32 % du PIB, financées à hauteur de 74,4 % par l'État et de 23,2 % par

les entreprises publiques et privées et 2,4 % par des organismes non nationaux (CEE, OTAN) principaux maîtres d'œuvre de programmes S&T réalisés en Grèce.

Travaillent, en équivalent temps plein (EPT), près de 7 500 scientifiques, techniciens et assistants, dont plus de 80 % dans le secteur étatique. A moyens de financement faibles correspondent, cela va de soit, un petit nombre de travailleurs scientifiques : on compte 18 personnes travaillant dans la RD pour 10 000 travailleurs EPT, contre 24 en Espagne, 116 en France, 135 en Allemagne fédérale et 139 au Japon (tableaux I et II). Notons la concentration du nombre de scientifiques dans les sciences exactes, mais également l'attraction exercée ici par le secteur étatique. D'un autre côté, une partie écrasante des scientifiques travaillant dans les entreprises sont des ingénieurs, fait devant être relié au phénomène plus général relatif à la faiblesse des liens entre la recherche et les besoins de la production en Grèce (tableau III).

Parmi ces 7 500 chercheurs, le SGRT (1987) estime que seulement 500 sont de niveau comparable à leurs homologues des pays industriels. Pourtant, la Grèce compte 500 000 licenciés de l'enseignement supérieur auxquels s'ajoutent 27 000 étudiants dans les universités étrangè-

Tableau I :
Financement et exécution de la RD par type d'institution en Grèce
et comparaisons internationales en 1986 en pourcentage

	Grèce	Espagne	France	RFA	États-Unis	Japon
Financement						
État	74,4	49,5	52,0	38,5	50,0	21
Entreprises	23,2	48,9	42,4	60,4	48,7	68,5
Autres (+)	2,4	1,2	5,6	1,1	1,3	10,4
Exécution						
État	70,5	41,0	40,5	28,0	22,5	30,0
Entreprises	29,5	59,0	59,5	72,0	75,0	67,0
Autres (+ +)	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	3,0

(+) Institutions étrangères.

(+ +) Centres de recherche privés à but non lucratif.

Source : OCDE.

Tableau II :
Répartition du personnel scientifique État/entreprises
en équivalent temps plein en 1986

	Scientifiques	Techniciens	Assistants	Total
Entreprises	517	483	448	1 448
État	3 162	1 278	1 535	5 975
Total	3 615	1 782	2 024	7 423
Personnel scientifique	Grèce			18
Sur 10 000	Espagne			24
travailleurs en	France			116
équivalent temps	RFA			135
plein	Japon			139

Source : SGRT, Athènes, 1988.

Tableau III :
Répartition du personnel scientifique par fonction
et par domaine scientifique en 1987 en Grèce
en équivalent temps plein (ETP)
dans les secteurs public et privé

	État	Entreprises	Total
1. Scientifiques en :			
- sciences sociales et humaines	611	59	670
- sciences exactes	1 071	146	1 217
- sciences de l'ingénierie	663	296	959
- sciences de la terre	425	11	436
- sciences médicales	376	3	379
- autres	16	2	18
Total des scientifiques	3 162	517	3 679
2. Techniciens :	1 278	483	1 761
3. Assistants :	1 535	448	1 983
Total général :	5 975	1 448	7 423

Source : SGRT, Athènes, 1988.

res et 4 000 chercheurs aux États-Unis seulement. Ce potentiel humain ne peut être considéré comme « national », mais pourrait le devenir par la mise en branle d'une politique S&T mais aussi d'industrialisation pour réhausser la base industrielle du pays.

II. — La clé de voûte du PST grec : l'État

Ce n'est que depuis peu que l'État a pris en main l'effort de développement des activités S&T en Grèce. En 1982, le cadre institutionnel et l'infrastructure de la recherche S&T ont été esquissés. Cinq éléments sont à retenir : le

renforcement du rôle du Secrétariat Général de la Recherche et de la Technologie, la mise en œuvre du premier programme quinquennal pour le Développement de la S&T 1983-87 et la promulgation de la loi 1514/85 qui délimite le cadre de l'organisation des grands centres nationaux de recherche, de la création de nouveaux centres et instituts indépendants et universitaires, le statut de chercheur, etc. La loi 1731/87 prévoit des déductions fiscales pour des dépenses en RD. Enfin, notons en 1987, la création du Conseil national de la Recherche qui définit les priorités pour la planification de la recherche et d'arbitrer sur la nature des activités S&T en Grèce.

Le SGRT gère la plus grande partie des fonds destinés à la recherche S&T en Grèce : 1) il finance une partie de la recherche universitaire, de la recherche industrielle et gère la partie des Programmes méditerranéens intégrés relatifs aux activités de S&T. 2) Il a créé et chapeaute institutionnellement de nouveaux centres de recherche spécialisés et de petites entreprises dans les technologies de pointe : l'Institut de la Recherche Technologique en Crète, l'Institut de la Technologie Informatique à Patras, quatre entreprises spécialisées dans la métallurgie, la technologie navale, la confection et les matériaux nouveaux-céramiques, la pisciculture. 3) Il se trouve à l'origine de la création du Centre National d'Information, système de collecte et de diffusion de l'information S&T, et en 1987 de l'Organisme de la Propriété Industrielle, système qui attribue des brevets d'invention et évalue et enregistre les contrats de transfert de technologie.

La politique actuelle du SGRT est de tenter de créer des synergies entre la recherche en laboratoire et le développement de prototypes, de méthodes et des processus productifs pour l'industrie. La promotion de l'innovation est également au centre des préoccupations du SGRT qui essaye de mieux valoriser les fonds investis dans la RD. En d'autres mots, il s'agit de mettre l'accent sur la compétitivité industrielle et non sur l'élargissement de la base scientifique académique. Les dispositions en ce domaine sont les suivantes : 1) le SGRT subventionne à hauteur de 45 à 55 % les activités de RD d'entreprises sensibilisées par « le Programme de Développement de la Recherche Industrielle ». 2) Il finance la création et le développement de laboratoire de RD. 3) Il finance la construction de prototypes industriels.

III. — L'État, maître d'œuvre des capacités S&T grecques

La faible participation des entreprises à l'effort national de recherche doit être également soulignée que ce soit en tant que bailleur de fonds ou en tant qu'exécutant. La majeure partie des entreprises qui financent et/ou entreprennent des activités de RD sont des entreprises publiques, dont certaines ont le statut juridique de régie, ce qui les place en dehors de la sphère concurrentielle. Ces remarques nous conduisent à étudier de près le rôle de mobilisateur de la recherche de l'État.

Depuis 1978 (tableau IV), la part de dépenses publiques en recherche S&T augmente tant bien que mal passant de 0,16 à 0,27 % du PIB en 1987. L'augmentation la plus significative de la part des dépenses publiques de recherche S&T a eu lieu entre 1982 et 1987, soit une augmentation en moyenne annuelle de 11 %.

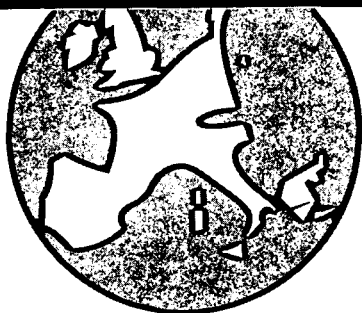


Tableau IV :
Évolution des dépenses publiques en recherche S&T
pour la période 1978-1986 en Grèce
en millions de drachmes courantes

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Dépenses en prix courants (I)	1 910	2 544	2 792	3 365	4 152	6 067
Dépenses en prix constants/1 978 PIB (II)	1 910	2 102	1 947	1 900	1 888	2 291
(I)/(II)	1 161 400 0,86 %	1 428 700 0,18	1 710 900 0,16	2 046 800 0,16	2 552 300 0,16	3 052 000 0,2

	1984	1985	1986	1987 (+)
Dépenses en prix courants (I)	8 908	11 600	13 647	17 187
Dépenses en prix constants/1978 PIB (II)	2 799	3 042	3 168	3 530
(I)/(II)	3 769 800 0,24 %	4 527 100 0,26	5 564 700 0,25	6 316 000 0,27

(+) Estimation
Source : SGRT

L'augmentation de l'effort étatique en recherche a affecté en premier lieu la *recherche industrielle* qui devient du même coup le cœur des préoccupations étatiques en S&T. Les raisons de cette évolution se situent dans la dynamique propre de la politique économique de l'État en interaction avec le bouleversement de l'environnement économique international : l'augmentation de la part du poste « qualité de la vie » (santé, environnement) fut particulièrement forte au début de la décennie. Ce qui peut être expliqué par la montée au pouvoir du gouvernement socialiste. Depuis 1983, la part de ce poste s'est stabilisée autour de 9 à 10 % dans le total des dépenses en recherche S&T. Le poste de « l'énergie », en 1981 et 1982, a vu également sa part croître de façon significative : 16 % des dépenses. L'intérêt ainsi attribué à ce poste est facilement explicable : le début des années 1980 est encore marqué par les contrecoups de la crise pétrolière de 1979, par ailleurs le nouveau gouvernement se fixa comme priorité la réduction de la dépendance énergétique du pays. Cet effort ne s'est toutefois pas maintenu : 4 % des dépenses en 1978, contre 3,6 % aujourd'hui. Pays à forte prédominance agricole, la Grèce a développé d'important-

Tableau V :
Financement public de la RD : répartition des dépenses selon la nomenclature NABS entre 1978 et 1987 en Grèce
(en pourcentage)

Domaine de recherche	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 (+)
Agriculture	37,5	30,6	24,0	22,0	21,6	23,8	26,9	27,1	24,7	26,0
Universitaire non orientée	36,4	31,7	31,2	31,7	29,8	42,3	34,4	34,4	32,5	32,2
Industrie	4,5	4,8	5,3	4,1	4,3	6,0	6,1	7,7	9,4	11,2
Qualité de la vie (+)	4,7	6,3	7,1	9,0	12,5	9,2	8,7	11,0	10,2	9,5
Société	2,6	8,6	9,0	7,3	8,8	7,5	6,8	5,6	6,5	7,3
Énergie	4,0	7,2	9,7	16,1	15,7	2,6	3,2	2,6	6,0	3,6
Ressources de la terre	7,1	5,6	6,0	4,9	6,8	7,3	5,8	5,5	7,0	7,1
Défense	3,2	3,1	6,6	2,2	0,0	0,4	3,5	2,9	2,7	2,3
Autres	0,0	2,1	1,1	2,7	0,5	0,9	4,6	3,2	1,0	0,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : SGRT, Athènes, 1988.
(+) Santé, Environnement.

Tableau VI :
Financement public de la recherche S&T, ministères, institutions et organisations de recherche S&T en 1987 en Grèce
(en pourcentage)

Institutions		
1. SGRT		39,6 %
dont Centre de la Recherche nucléaire Democritos	14 %	
Fondation nationale de la Recherche	4,7	
Centre de la Recherche sociale	2,0	
Institut de la Recherche océanographique et de la Pêche	2,9	
Institut Pasteur hellénique	1,5	
Observatoire national d'Athènes	1,1	
Fondation de la Technologie et de la Recherche	3,7	
Programmes de promotion de la Recherche académique et industrielle	6,1	
2. Ministère de l'économie nationale		4,5
Centre de la Planification et de la Recherche économique	3,7	
Centre grec de la Productivité	0,8	
3. Ministère de la Défense		2,4
4. Ministère de l'Éducation		26,0
dont universités	24,7	
5. Ministère de l'Agriculture		23,4
6. Ministère de l'Énergie et de la Technologie		2,9
7. Ministère des Services sociaux		0,5
8. Ministère des Travaux publics		0,6
9. Ministère du Travail		0,003
10. Ministère du Commerce		0,007
11. Ministère des Affaires économiques		0,06
Total		100,000 (17 186,7 millions de drachmes)

Source : SGRT, Athènes, 1988.

tes institutions de recherche en agriculture. Le poste « agriculture » absorbe en effet 26 % des fonds étatiques affectés à la recherche S&T en 1987. L'élément le plus dynamique est toutefois le poste « industrie » dont la part augmente régulièrement dans le total des fonds publics affectés à la recherche S&T, passant de 4 % en 1978 à 6 % en 1983 et à 11,2 % aujourd'hui. Cette évolution est avant tout le produit de la pression extérieure, en particulier de la CEE. Celle-ci étant soucieuse d'accroître ses capacités de recherche pour contrer la concurrence américaine et japonaise, mais aussi de favoriser l'innovation dans les régions périphériques pour que convergent les niveaux de développement économique des États membres. D'un autre côté, nous remarquerons le maintien à un bon niveau de la recherche universitaire qui absorbe plus de 30 % des dépenses publiques en recherche S&T sur toute la période. Ce qui est tout à fait logique car la catégorie « chercheurs » en Grèce se concentre pour une très grande partie dans les universités (80 % du nombre total des scientifiques) (tableau V).

Les universités et les instituts universitaires de technologie reçoivent près de 25 % des ressources étatiques destinées au financement de la recherche (tableau VI), contre 23,4 % pour différents instituts de recherche dépendant du ministère de l'Agriculture. Mais, la majeure part des fonds étatiques en recherche S&T est réservée au Secrétariat

Général de la Recherche et de la Technologie (SGRT), principal organisme national de gestion, de financement et d'exécution de la recherche fondamentale et appliquée orientée vers la production industrielle du pays. Le SGRT contrôle neuf instituts de recherche qui absorbent 30 % des ressources étatiques en recherche S&T. Fait significatif : une part toujours croissante des dépenses étatiques en RD, via le SGRT (6,1 % en 1987) est affectée aux programmes de promotion de la recherche appliquée et industrielle qui sont attribués pour exécution aux centres de recherche et aux entreprises par appels d'offres.

IV. — RD : quand les entreprises la découvrent

Est faible le nombre d'entreprises qui déclarent effectuer des activités de recherche S&T. Le dernier recensement de 1986 effectué par le SGRT a montré sur un total de 890 entreprises (Société anonyme et SARL) 114 effectuent des activités de RD (soit près de 13 % du total). Le tableau VII décrit l'activité en recherche S&T dans le secteur productif. Huit postes se détachent par l'import-

Tableau VII :
Les dépenses et le personnel de recherche S&T dans le secteur privé en Grèce en 1986
(en pourcentage)

	(I)/(It)	(A)	(II)/(IIt) (B)	(C)	(D)	(IIt)
I. Secteur primaire :	9,5	16,5	9,1	15,1	13,5	13
— Agriculture	6,7	13,7	6,6	10,4	10,2	9
— Exploitation minière	2,8	2,8	2,5	4,7	3,3	4
II. Secteur industriel :	78,1	66,7	68,6	50,7	62,1	177
secteurs de haute technologie :	39,8	39,2	33,7	30,0	34,2	111
• Aéronautique	0,4	0,9	0,3	0,2	0,5	1
• Machines de bureau électroniques-matériel informatique	5,7	9,2	5,3	2,7	5,7	38
• Produits électroniques	2,1	3,6	3,7	2,1	3,1	31
• Pharmacie	1,1	2,6	1,1	1,6	1,8	31
• Instruments scientifiques	1,0	1,4	3,1	1,9	2,1	6
• Télécommunications	5,0	8,7	5,7	5,6	6,7	13
• Équipement pour l'exploitation de l'énergie douce	10,4	2,1	1,8	5,9	3,3	5
• Machines électroniques	3,6	3,7	3,6	6,4	4,5	8
• Électricité-gaz-eau	10,5	6,8	9,1	3,6	6,5	3
— Secteurs de moyenne technologie :	16,6	12,6	15,4	10,5	12,9	29
• Chimie	4,6	6,1	6,8	3,5	5,5	9
• Machines et équipements non électriques	1,4	1,1	1,5	0,7	1,1	8
• Pneumatique-plastique	7,4	2,5	3,7	3,4	3,2	5
• Métaux non ferreux	3,2	2,9	3,4	2,9	3,1	7
— Secteurs de basse technologie :	21,6	14,8	19,3	9,9	14,7	35
• IAA boissons-tabac	3,1	3,4	4,2	1,9	3,2	15
• Métallurgie de base	4,5	1,5	2,3	2,4	2,1	4
• Construction métallique	13,1	7,6	11,2	4,6	7,8	8
• Papier-édition	0,6	1,5	1,2	0,7	1,1	3
• Textiles-chaussures-confection	0,3	0,8	0,4	0,3	0,5	5
• Autres industries	0,1	0,3	0,2	0,3	0,3	2
III. Services :	12,4	16,8	22,3	34,2	24,4	20
— Services à l'industrie	1,0	1,2	2,9	2,4	2,2	8
— Autres services	11,4	15,6	19,4	31,8	22,2	12
Total général (5247,8 m dch)	100,0 (6206)	100,0 (5779)	100,0 (5381)	100,0 (17 386)	100,0	210

(I)/(It) = part des dépenses de recherches S&T pour le poste considéré dans le total général des dépenses de recherches S&T.

(II)/(IIt) = Part du personnel de recherches S&T pour le poste considéré par rapport au nombre total de scientifiques, techniciens et assistants, en équivalent temps plein.

(A) = Nombre de scientifiques.

(B) = Nombre de techniciens.

(C) = Nombre d'assistants.

(D) = Total du personnel de recherche S&T.

(IIt) = Nombre total d'entreprises déclarant des dépenses de recherche S&T et/ou déclarant employer du personnel de recherche S&T en équivalent temps plein.

Source : SGRT, Athènes, 1988.



tance de leurs activités, mais également par leurs potentialités dynamiques. Le classement que nous avons effectué pour le secteur industriel, en distinguant, les industries de « haute, moyenne et basse technologie » se base sur la classification correspondante de l'OCDE (OCDE, 1984, 1984 et 1985). Au niveau statique, ce sont les postes « services », « agriculture », « électricité-gaz-eau », « pneumatique-plastique » et « construction métallique » qui concentrent la plus grande partie des ressources, financières et humaines, en RD en Grèce. Pays faiblement industrialisé, les postes « banques-assurances » et « activités primaires » réalisent une partie importante de la RD. En effet, les 13 entreprises du secteur primaire et les 12 des services autres que ceux liés à l'industrie assurent 21 % des dépenses en RD de l'ensemble des entreprises déclarant des activités de RD et emploient environ 36 % du personnel de RD : les postes pré-cités du secteur industriel effectuent 31 % du total des activités de RD des entreprises et occupent 17,5 % du personnel correspondant. Ceci pour un nombre d'entreprises néanmoins faible (16 entreprises). Ce sont des secteurs industriels traditionnels, dominés par quelques grandes entreprises, nationales ou étrangères. L'entreprise publique d'électricité (DEI), quatre entreprises d'armement classées dans le poste « construction métallique », sont les principales entreprises nationales concernées. Le poste « pneumatique-plastique » est dominé par des filiales d'entreprises multinationales (Dow Chemical, Dunlop, Good Year, Pirelli). Il n'est pas inintéressant de noter également qu'est classée dans ce poste la seule entreprise hellénique à vocation internationale, Petsetakis.

D'un autre côté, dans le secteur de « haute technologie », la filière microélectronique-informatique-télécommunication et le poste « équipement pour l'exploitation de l'énergie douce » sont parcourus par un frémissement prometteur en recherche S&T. Bien que l'électronique — communication ne comptabilise que 13 % des ressources financières et 15,5 % des ressources humaines de la RD entrepreneuriale hellénique, 72 entreprises se sont toutefois lancées dans des activités de RD. Hormis l'Organisme national de Télécommunication (OTE), régie de taille monstrueuse, les entreprises qui font de la recherche dans ce secteur sont de petites entreprises très innovantes à l'encontre de leurs homologues des industries traditionnelles à technologie désuète. Les capteurs solaires du poste « équipement de l'énergie douce » mobilisent en revanche des entreprises de plus grandes dimensions comparées aux entreprises du poste précédent.

Selon une enquête du SGRT, en 1987, 70 % de la recherche effectuée par des entreprises se limitaient à adapter et à utiliser des technologies de processus acquises généralement à l'étranger, et de développer et/ou d'améliorer des produits. Seulement 27 % des dépenses de recherche des entreprises concernaient l'application de connaissances scientifiques pour la mise au point de nouveaux processus et méthodes de production (recherche appliquée) ; 3 % des dépenses seulement étant destinés à la recherche fondamentale. La Grèce est par conséquent d'abord un pays utilisateur de technologies et non un pays créateur d'innovations.

V. — Le coup de pouce des programmes communautaires S&T

Depuis ces cinq dernières années, la CEE a donné un sérieux coup de pouce au PST grec. Des universités, des centres publics de recherche et des entreprises, en nombre de plus en plus important, prennent part dans les programmes S&T de la Communauté. Ce sont des scientifiques qui s'engagent personnellement, puis qui sont soutenus par l'institution (universités, centres de recherche publics, grandes entreprises) dans laquelle ils sont employés. On dénombre également une dizaine de petites entreprises, publiques ou privées, qui ont vu le jour en participant à ces programmes et en se spécialisant dans la microélectronique-logiciels, les biotechnologies et nouveaux matériaux. Entre 1983 et 1986, la participation financière de la CEE pour ces programmes exécutés par des institutions grecques a été multipliée par 14 (tableau VIII). Les institutions helléniques participent en premier lieu, et par ordre d'importance, dans les programmes « énergie non nucléaire », « ESPRIT » et « BRITE ». Le programme « stimulation » est également très prisé par la Grèce, programme qui concerne la mobilité du personnel S&T. Le tableau IX présente les participations des vecteurs helléniques dans les programmes S&T communautaires et dans « EUREKA ». Les ressources financières, directement allouées par les institutions européennes ou par l'intermédiaire des institutions helléniques, pour les activités de S&T représentent près de 20 % du total des dépenses de RD du pays. La participation grecque aux programmes de la CEE est cependant très faible : le finan-

Tableau VIII :
Participation financière de la CEE dans les programmes de recherche S&T communautaires exécutés par des institutions grecques entre 1983 et 1986, en millions de drachmes

Programmes	1983	1984	1985	1986	1983-86
Stimulation	1,8	7,5	22,7	10,6	42,6
ESPRIT	10,3	331,3	465,2	365,7	1172,5
BRITE	—	—	30,7	418,2	448,9
RACE	—	—	—	34,2	34,2
Démonstration	—	—	—	25,0	25,0
Énergie non nucléaire	7,1	—	—	558,5	565,6
Information (CIDIST)	20,1	—	92,0	—	112,1
Innovation	—	—	11,3	49,7	61,0
Matières premières	51,2	21,2	7,1	8,0	87,5
Environnement	1,9	21,7	11,6	60,0	95,2
Autres	20,9	29,8	36,4	96,0	183,1
Total	113,8	411,4	676,9	1625,8	2827,9

Source : SGRT, Athènes, 1988.

Tableau IX :
La participation hellénique
dans les programmes S&T Européens (CEE + EUREKA)

Programmes	Entreprises		Instituts et centres de recherche		Universités	
	(A)	(B)	(A)	(B)	(A)	(B)
ESPRIT-1 (1984-86)	7	9	2	7	6	12
ESPRIT-2 (approbation été 87)	22	39	3	9	5	18
BRITE (1981-86)	4	5	—	—	3	9
RACE (1981-86)	1	1	—	—	2	4
Énergie non nucléaire	7	12	7	10	6	29
Stimulation	—	—	4	16	4	8
EUREKA	9	5	5	5	5	7

Source : CEE.

(A) Nombre de participants.

(B) Nombre de participants.

cement communautaire de la RD au bénéfice des institutions grecques prenant part aux programmes S&T de la CEE est de 3 % pour le « non nucléaire », de 5 % pour « BRITE », de 4 % pour « stimulation » et d'un peu plus de 1 % pour « ESPRIT » et « RACE ». Cette faible participation des vecteurs de la RD grecque est le reflet du faible développement de son PSTN par rapport aux PST des pays de la CEE.

VI. — A faible base industrielle, faible capacité S&T

Les expériences internationales attestent de l'existence d'une forte corrélation positive entre le niveau de développement industriel et celui des activités S&T (C. Cooper (1980), M. Fransman-K. King (1987), Rosenberg in OCDE (1981-82)). La recherche économique à ce niveau a mis en lumière deux conditions fondamentales au développement S&T dans un pays : l'existence d'une industrie dynamique de biens d'équipement qui produira des effets d'entraînement horizontaux et verticaux pour la diffusion de l'innovation, dans un tissu industriel en voie de complexification, d'une part. L'intervention volontariste de l'État pour créer dans ce secteur et d'autres des pôles d'innovation (complexes industriels, programmes de développement S&T national), soutenus et enrichis par un tissu de petites et moyennes entreprises hautement spécialisées, d'autre part.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, la Grèce souffre de trois insuffisances fondamentales et interdépendantes : (1) cette économie se caractérise par une faible base industrielle : l'industrie ne représente qu'environ 30 % du PIB, en revanche, les secteurs agricole et tertiaires contribuent à hauteur de 13,7 et 56 % au PIB. (2) L'industrie grecque se caractérise par une pléthore de petites et moyennes entreprises (PMI), lesquelles à l'encontre des grands pays industrialisés, emploient des salariés non qualifiés et utilisent une technologie désuète et rudimentaire. Ces entreprises fonctionnent selon un « processus quasi autonome », sans relations industrielles et marchandes entre elles d'une part, entre elles et les grandes entreprises d'autre part. Les entreprises de 1 à 49 personnes représentent 98,2 % du nombre total des entreprises industriel-

les du pays et emploient 55,4 % de la main-d'œuvre industrielle. La productivité de l'industrie grecque est par conséquent très basse : le coût du travail est 2,5 fois plus élevé que le coût moyen des pays de l'OCDE. Les entreprises de taille importante (plus de 50 salariés) sont donc en nombre fort peu important, et parmi elles on dénombre un grand nombre de multinationales : parmi les 100 premières entreprises industrielles du pays 29 sont contrôlées par des entreprises étrangères et 30 autres sont à participation étrangère minoritaire. Ces insuffisances rendent difficiles les synergies inter-industries et inter-entreprises nécessaires au lancement et au soutien d'une dynamique d'innovation propre au pays. Ceci est la cause et la conséquence de la dépendance structurelle de l'industrie grecque vis-à-vis de la technologie étrangère. (3) Structurellement l'industrie grecque est tributaire de l'importation de biens d'équipement et des investissements étrangers directs. Ce sont les principaux canaux d'innovation et on se limite à un travail d'adaptation pour les appliquer aux conditions productives locales, ce qui limite la portée de l'innovation technologique. En 1985, les biens en capital importés représentaient 53 % des investissements nationaux en équipements productifs et moyens de transport, contre 45,7 % en 1970. Bien qu'il y ait un tarissement, sur la période 1975-85, des flux d'investissements étrangers directs (de 283 millions de dollars US, contre 336 pour 68-74), les entreprises multinationales dominent l'industrie pétrolière, la métallurgie de base, les industries chimiques, des équipements de transport et des appareils électriques. Depuis quelques années, on observe également une entrée en force des multinationales dans les industries de biens de consommation, en premier lieu dans l'industrie agroalimentaire.

A ces insuffisances structurelles se surajoutent les résultats internationalement communs de la crise économique actuelle qui sont la désindustrialisation et le déficit croissant des entreprises publiques. Si l'on retient l'indice 100 en 1980 pour mesurer la production industrielle en 1980, il est égal à 97,9 en 1987 ; de même pour l'investissement dans l'industrie manufacturière, il est égal à 91,8. Parmi les 46 « entreprises à problèmes », 26 sont industrielles, qui prises en main par l'État, doivent suivre une « cure d'assainissement » (fermeture, restructuration, recherche de repreneurs éventuels), le plus rapidement possible pour que l'industrie grecque ait sa place dans l'ensemble industriel intégré de 1992. Le développement des capacités S&T du pays est la condition nécessaire à la réalisation de cette ambition.

VII. — Les priorités S&T grecques pour le futur

Les priorités, fixées par le SGRT, sont les suivantes : il s'agit en premier lieu de développer l'infrastructure du PSTN : ressources humaines, acquisition des technologies étrangères par la coopération internationale, de l'information S&T et la diffuser au niveau national, enfin le développement combiné de la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation.

Priorité semble être accordée aux nouvelles technologies. Les moyens matériels et financiers sont accordés aux scientifiques et techniciens qui ont créé de petites entre-



prises innovatrices dans la micro-électronique et les biotechnologies. Ces petites entreprises doivent trouver place dans une dynamique nouvelle par la décentralisation de l'infrastructure S&T désirée par l'État. Les « centres d'innovation », créés par l'organisme national d'aide aux PMI (EOMMEX), dans différentes villes du pays, pour les activités artisanales et les industries traditionnelles, font partie de cette logique. Parallèlement, le SGRT se fixe comme but de créer des centres de recherche dans toutes les universités du pays, de nouvelles entreprises spécialisées de recherche industrielle et de développement technologique, des « parcs technologiques » pour développer et exploiter industriellement les connaissances des chercheurs travaillant dans les centres universitaires.

La réalisation de ces priorités passe par un budget S&T national en croissance et par la participation des entreprises du pays dans les programmes S&T communautaires. D'ici à 1992, la part du budget de l'État consacrée à la recherche S&T dans le PIB devrait atteindre 0,65 %. Cet effort ne pourra devenir effectif qu'avec l'enrolement d'une grande partie des chercheurs grecs travaillant à l'étranger. Il faut pour ce faire créer de nouveaux postes de responsabilités, et améliorer les conditions matérielles de travail et de vie des scientifiques considérés. Mais, aussi leur donner les moyens financiers de valoriser leurs connaissances dans l'industrie en créant une entreprise dans les secteurs de haute technologie, ceci au moyen notamment du développement du capital-risque.

Références bibliographiques

M. André : *La politique de recherche et de développement technologique de la Communauté européenne*, CEE, Bruxelles, 1988.

S. Boutillier : « Les petites et moyennes entreprises en Grèce et en France », *Eleftherotypia*, 8/7/88, (en grec).

S. Boutillier, D. Uzunidis : « La CEE de la coopération technologique et l'esprit mondial des industriels », *Information*, Athènes, décembre 1988, (en grec).

S. Boutillier, D. Uzunidis : « L'entreprise grecque dans les programmes de recherche de l'Europe », *Information*, Athènes, avril 1989, (en grec).

Ch. Cooper : *The channels and mechanisms for the transfer of technology from developed to developing countries*, CNUCED, Genève, 1971.

Ch. Copper : *Policy interventions for technological innovation in developing countries*, Banque mondiale, Washington, 1980.

M. Fransman, K King (sous la direction de) : *Technological capability in the Third World*, Mac Millan Press, Londres, 1987.

OCDE : *Problèmes de politique scientifique*, Paris, 1968.

OCDE : *Les enjeux des transferts de technologie nord-sud*, Paris, 1981, 1982.

OCDE : *Spécialisation et compétitivité des industries manufacturières de haute, moyenne et faible intensité de RD : tendances générales*, Paris, 1984.

OCDE : *Commerce des produits de haute technologie*, Paris, 1984 et 1985.

SGRT : *Dispositions pour la recherche industrielle et le développement technologique*, Athènes, 1988 (en grec).

SGRT : *Recherche et technologie en Grèce*, Athènes, 1987 (en grec).

UNESCO : *Les aspects internationaux de l'innovation technologique*, Paris 1972.

UNESCO : *Introduction à l'analyse politique en science et technologie*, Paris, 1982.

UNESCO : *Inventaire du potentiel scientifique et technique national*, Paris, 1982.

D. Uzunidis : « Technologie et politique de développement », *Eleftherotypia*, Athènes, 14/10/88 (en grec).

D. Uzunidis : « L'informatique grecque : une industrie sans passé qui demande un futur », *Information*, Athènes, 8/88, (en grec).

C. Vaïtos, T. Giannitsis : *Transformation technologique et développement économique*, Gutenberg, Athènes, 1987, (en grec).

N. Vernardakis : *Le train du développement et la Grèce du cinquième Kondratiev*, Editions Papazissi, Athènes, 1988, (en grec).

LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

R. JOLIET

*Juge à la Cour de justice
des Communautés européennes,
Professeur à l'université de Liège*

W. VOGEL

*Référéndaire à la Cour de justice
des Communautés européennes*

I. — Origine, objectifs et cadre de la réforme

A. Origine et objectifs de la réforme

Sur le plan institutionnel, l'Acte unique européen a pour objectif d'améliorer le fonctionnement des institutions communautaires et d'en accroître le caractère démocratique. C'est au premier de ces deux objectifs que se rattache la création du tribunal de première instance des Communautés européennes qui vient d'être décidée par le Conseil le 24 octobre 1988 (1) (2).

Cette réforme a été rendue possible par le nouvel article 168 A du traité CEE (3). Elle s'explique essentiellement par le fait que la charge de travail de la Cour de justice des Communautés européennes s'est accrue chaque année.

Les chiffres suivants en témoignent. Le nombre d'affaires introduites à la Cour était de 79 en 1970. Il est passé à 130 en 1975. Il était de 279 en 1980 et a atteint le chiffre de 433 en 1985.

Cet accroissement du nombre d'affaires introduites a eu pour conséquence un allongement sensible de la durée moyenne des procédures. Une procédure préjudicielle prenait en moyenne six mois en 1975 ; cette durée était de neuf mois en 1980 ; en 1985, elle est passée à quatorze mois. Un phénomène identique peut être observé pour les recours directs : neuf mois en 1975 ; dix-huit mois en 1980 et vingt mois en 1985.

Le résultat en a été que l'arriéré judiciaire cumulé, c'est-à-dire le nombre d'affaires pendantes à la fin d'une année judiciaire, n'a cessé de croître. De 100 affaires en 1970, il est passé à 527 affaires en 1987.

(1) Décision du Conseil instituant un tribunal de première instance des Communautés européennes, JOCE L 319 du 25 novembre 1988, p. 1.

(2) Sur les travaux préparatoires qui ont abouti à l'adoption de cette décision, voy. notamment : U. Everling, « Die Errichtung eines Gerichts erster Instanz der Europäischen Gemeinschaften », in : *Fortentwicklung des Rechtsschutzes in der Europäischen Gemeinschaft*, Baden-Baden, p. 39 ; H.-J. Glaesner, « L'Acte unique européen », RMC, 1986, p. 307 ; House of Lords, Select Committee on the European Communities, « A European Court of First Instance », Session 1987-88, 5th Report ; F.-G. Jacobs, « Proposals for Reform in the Organisation and Procedure of the Court of Justice of the European Communities : with Special Reference to the Proposed Court of First Instance », in : *Du droit international au droit de l'intégration — Liber Amicorum Pierre Pescatore*, Baden-Baden, p. 287 ; H.-W. Neye, « Der Ausbau der europäischen Gerichtsbarkeit aufgrund der Einheitlichen Europäischen Akte », DVBl, 1986, p. 1258 ; P. Pescatore, « L'Acte unique européen — perspective 1988 », à paraître dans *Mélanges en l'honneur de Jean Monnet* ; H.-G. Schermers, « The European Court of First Instance », CMLR, 1988, p. 541 ; A. Tizzano, « La Cour de justice et l'Acte unique européen », in : *Liber Amicorum Pierre Pescatore*, précité, p. 691. Sur la décision du Conseil du 24 octobre 1988, voy. : O. Due, « The Court of First Instance », à paraître dans *European Yearbook*, 1989 ; H.-W. Neye, « Das neue europäische Gericht erster Instanz », Der Betrieb, 1988, p. 2393 ; G. Vandersanden, « Une naissance désirée : le tribunal de première instance des Communautés européennes », Journal des tribunaux, 1988, p. 545 ; E. Van Ginderachter, « Le tribunal de première instance des Communautés européennes : un nouveau-né prodige ? », à paraître dans C. Dr. Eur., 1989.

(3) Les dispositions citées dans la présente étude se rapportent au traité CEE. Des dispositions identiques ou analogues existent pour le traité CECA et le traité CEEA.



Cette situation est surtout très préoccupante en ce qui concerne les renvois préjudiciels. Si elle ne s'améliore pas, il est à craindre qu'au vu des délais de réponse, certaines juridictions nationales renonceraient à saisir la Cour, ce qui ne pourrait avoir que des conséquences négatives pour le développement du droit communautaire.

Pour être en mesure de mieux faire face à cette charge de travail en augmentation constante, la Cour a pris diverses initiatives. Un bref rappel à cet égard permettra de mieux comprendre l'origine et les limites de la réforme introduite par l'Acte unique européen. Ces initiatives se sont placées sur trois plans :

- possibilité accrue de renvoi aux chambres ;
- augmentation du nombre de juges et d'avocats généraux ;
- création de juridictions de première instance.

Possibilité accrue de renvoi aux chambres

En 1978, la Cour a demandé de pouvoir décider en toute liberté de renvoyer les affaires devant les chambres ou de les maintenir devant la formation plénière (4). Elle s'est heurtée à un refus du Conseil. Celui-ci a seulement accepté d'assouplir les conditions de renvoi des affaires préjudicielles et d'introduire, en outre, la faculté de renvoyer à des chambres les recours en annulation et en carence formés par des personnes physiques ou morales ainsi que les recours en indemnité et les litiges portés devant la Cour en vertu d'une clause compromissoire. Toutefois, la formation plénière reste obligatoire si un État membre ou une institution, partie à l'instance, la demande (5).

Augmentation du nombre de juges et d'avocats généraux

En 1978 également, la Cour a demandé au Conseil de porter le nombre de juges de neuf à douze et celui des avocats généraux de quatre à six. L'augmentation sollicitée du nombre de juges aurait permis de faire siéger simultanément deux chambres à cinq ou trois chambres à trois ou encore un plenum et une chambre à trois (6).

Le Conseil n'a pas fait droit à cette demande. Si le nombre de juges et d'avocats généraux fut finalement aug-

menté — il est, on le sait, à l'heure actuelle de treize et de six — ce fut à la suite de l'adhésion de la Grèce d'abord et de celle de l'Espagne et du Portugal ensuite (7).

Dans sa version actuelle, l'article 165, quatrième alinéa, du traité permettrait au Conseil d'augmenter le nombre de juges de la Cour de manière à ce que deux plenum puissent siéger simultanément. La réaction qu'avait eue le Conseil en 1978 indiquait toutefois nettement que cette voie était politiquement bloquée.

Création d'un tribunal de première instance

La première tentative dans la voie de la création d'un tribunal de première instance est due à une initiative de la délégation allemande au Conseil en 1974. Elle était limitée aux affaires de fonctionnaires. La Cour a estimé que pareille réforme était souhaitable et qu'elle pouvait être réalisée sur la base de l'article 179 du traité, sans mise en œuvre de la procédure de révision de l'article 236 du traité. La Commission présenta dès lors au Conseil, en 1978, une proposition de règlement modifiant le statut des fonctionnaires et portant institution d'un tribunal administratif (8).

Les axes essentiels de cette proposition étaient les suivants.

Le tribunal administratif aurait eu une composition paritaire. Tous les juges auraient été nommés par la Cour de justice. Certains auraient été choisis sur deux listes de fonctionnaires présentées, l'une, par les institutions, et, l'autre, par les comités du personnel des institutions. Le président et le vice-président du tribunal auraient été choisis quant à eux, en dehors du personnel des Communautés européennes, sur une liste présentée par les juges du tribunal eux-mêmes.

Les jugements du tribunal auraient été susceptibles de recours devant la Cour de justice mais uniquement pour violation des règles de droit, ce qui aurait dispensé la Cour de vérifier les faits.

Le tribunal n'aurait pas eu d'infrastructure administrative propre : il aurait été rattaché à la Cour tant du point de vue administratif que du point de vue budgétaire (9).

(4) La formation plénière requiert la présence d'au moins sept juges (article 15 du statut de la Cour de justice CEE). Par ailleurs, le traité a, dès l'origine, prévu que la Cour « peut créer en son sein des chambres composées chacune de trois ou cinq juges, en vue, soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires, dans les conditions prévues par un règlement établi à cet effet » (article 165, deuxième alinéa, du traité).

(5) Modifications du règlement de procédure de la Cour de justice des Communautés européennes, du 12 septembre 1979, article 95 (JOCE L 238 du 21 septembre 1979, p. 1). L'article 95 du règlement de procédure avait déjà été modifié en 1974, quand la possibilité de renvoyer certaines affaires préjudicielles devant les chambres a été introduite (règlement de procédure de la Cour approuvé par le Conseil le 26 novembre 1974, JOCE L 350 du 28 décembre 1974, p. 1).

(6) La solution qui consistait à augmenter le nombre de juges à la Cour aurait certes eu le mérite de réduire le nombre d'affaires dont chaque juge et chaque avocat général sont chargés. Toutefois, elle n'offrirait aucun des deux avantages d'une juridiction de première instance : garantir un double degré de juridiction (ainsi que l'avaient demandé les barreaux européens pour les affaires nécessitant l'examen de faits complexes) ; libérer la Cour de la vérification des faits.

(7) Le nombre de juges est passé de neuf à dix lors de l'adhésion de la Grèce (décision du Conseil, du 22 décembre 1980, JOCE L 380 du 31 décembre 1980, p. 6). Il a ensuite été porté à onze au motif que « la charge de travail de la Cour de justice justifie une augmentation supplémentaire du nombre de juges d'une unité » (décision du Conseil, du 30 mars 1981, JOCE L 100 du 11 avril 1981, p. 20). Le nombre de juges est de treize depuis l'adhésion de l'Espagne et du Portugal (article 17 de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, JOCE L 302, du 15 novembre 1985, p. 1). Quant au nombre d'avocats généraux, il a été porté à cinq par une décision du Conseil du 30 mars 1981 (JOCE L 100 du 11 avril 1981, p. 21) puis à six par l'article 18 de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, précité.

(8) Proposition de règlement (Euratom, CECA, CEE) du Conseil modifiant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que le régime applicable aux autres agents de ces Communautés, et portant institution d'un tribunal administratif des Communautés européennes, présentée par la Commission au Conseil le 4 août 1978 (JOCE C 225 du 22 septembre 1978, p. 6). Sur cette proposition, voy. G. Vandersanden, « Considérations sur la proposition de créer un tribunal du contentieux du personnel », in : *Rechtsvergleichung, Europarecht und Staatenintegration, Gedächtnisschrift für Léontin-Jean Constantinesco*, Köln, p. 841 ; House of Lords, Select Committee on the European Communities, « Staff Administrative Tribunal », Session 1978-79, 17th Report.

(9) Ces deux dernières idées se retrouveront dans l'organisation du tribunal de première instance.

La proposition de la Commission s'est heurtée à l'opposition de deux États : la France et l'Irlande qui ont estimé qu'une révision du traité était nécessaire pour la création d'un tel tribunal (10).

En 1978 également, la Cour a suggéré la création d'une juridiction de première instance, distincte du tribunal administratif, qui aurait été compétente pour connaître des recours introduits par les particuliers, notamment en matière de concurrence et de responsabilité non contractuelle, ce qui aurait bien entendu exigé une révision des traités.

De ce bref rappel des initiatives et des demandes de la Cour, il ressort que lorsque la Conférence des représentants des États membres s'est réunie à Luxembourg dans les derniers mois de 1985 pour mettre au point la première réforme d'ensemble du traité (aujourd'hui connue sous le nom d'Acte unique européen), les possibilités de renvoyer davantage d'affaires aux chambres étaient épuisées, tandis que celle de créer deux plenums était politiquement exclue. Il restait à la Cour à relancer l'idée d'un tribunal de première instance qui sommeillait depuis sept ans. C'est ce qu'elle a fait en présentant à la Conférence une disposition visant à donner au Conseil le pouvoir d'instituer un tribunal de première instance par la voie d'une autorévision, comme cela est déjà le cas pour l'augmentation du nombre de juges et pour la modification de la règle de la formation plénière.

Cette demande de la Cour poursuivait un double objectif :

- améliorer la protection juridictionnelle des justiciables pour les recours nécessitant un examen approfondi de faits complexes ;

- permettre à la Cour, grâce à l'allègement de sa charge de travail, de concentrer son activité sur sa tâche essentielle qui est d'assurer une interprétation uniforme du droit communautaire (11).

Telle est l'origine du nouvel article 168 A du traité dont il convient maintenant de rappeler la teneur.

B. Le cadre de la réforme : le nouvel article 168 A du traité introduit par l'Acte unique européen

1. Principes de la réforme

Une possibilité d'autorévision

L'Acte unique européen n'a pas institué le tribunal de première instance des Communautés européennes (ci-après le TPI). Il a simplement donné au Conseil la faculté de le faire. L'acte que le Conseil est appelé à adopter à cet effet n'est pas un acte législatif ordinaire, puisqu'il est destiné à modifier le traité. Il s'agit d'une autorévision, c'est-à-dire d'une révision du traité opérée par les institutions communautaires elles-mêmes, sans intervention des

instances étatiques. Le mode de votation prescrit est bien entendu l'unanimité. La procédure devait être déclenchée par une demande de la Cour de justice et comportait la consultation de la Commission et du Parlement européen.

Cette possibilité d'autorévision existe également pour les adaptations du statut de la Cour de justice qui sont rendues nécessaires par l'instauration du TPI. Elle couvre, en outre, les dispositions du titre III du statut de la Cour, c'est-à-dire les dispositions qui traitent de la procédure (12). De cette dernière habilitation, il n'a cependant pas encore été fait usage, car il n'y a eu aucune demande de la Cour en ce sens.

Les limites des possibilités de transfert de compétence au tribunal de première instance

En même temps qu'il prévoit la possibilité de créer un TPI, l'Acte unique européen trace les limites des compétences qui peuvent être attribuées à celui-ci. Il s'agit essentiellement de « certaines catégories de recours formées par des personnes physiques ou morales » (13). Sont expressément exclus, d'abord, les recours introduits par les États membres et par les institutions, et, ensuite, les procédures préjudicielles au titre de l'article 177 du traité.

Il y a donc correspondance entre les affaires qui peuvent être attribuées au TPI et celles qui peuvent être renvoyées par la Cour devant les chambres formées en son sein (recours des particuliers) mais correspondance partielle seulement, puisque les renvois préjudiciels sont exclus.

Comment expliquer cette double limitation ?

Pour les recours formés par les États membres et les institutions, certains ont expliqué leur exclusion par l'importance constitutionnelle qu'ils revêtiraient. Cette explication n'est nullement convaincante (14). De plus en plus nombreux sont les recours en constatation de manquement qui ne mettent en cause aucun grand principe. Il en va ainsi de la plupart de ceux que provoque l'inexécution de directives. Par ailleurs, beaucoup de recours en annulation portés devant la Cour par les États, notamment ceux qui ont trait à l'apurement des comptes du FEOGA, n'ont aucune importance fondamentale. Par contre, il est arrivé que des recours formés par des particuliers amènent la Cour à trancher des questions d'ampleur constitutionnelle : il en a été ainsi de celui formé par « Les Verts » français contre les actes du Parlement européen qui répartissaient les crédits en vue de la campagne d'information pour les élections européennes (15).

La véritable raison de cette première limitation fixée par l'Acte unique européen est que les États membres ne sont

(10) Voy. H.-W. Neye, « Der Ausbau der europäischen Gerichtsbarkeit auf Grund der Einheitlichen Europäischen Akte », *Supra* note 2, p. 1259.

(11) Ce double objectif est mis en évidence dans les troisième et quatrième considérants de la décision du Conseil, *supra* note 1.

(12) Article 168 A, paragraphe 2, et article 188, deuxième alinéa, du traité. Il existe trois statuts distincts de la Cour de justice (CECA, CEE, CEEA). Lorsque, dans la suite de l'exposé, il sera fait référence au statut de la Cour sans autre précision, c'est le statut CEE qui sera visé.

(13) Article 168 A, paragraphe 1, du traité.

(14) Voy. toutefois U. Everling, *Supra* note 2, spéc. p. 42.

(15) Arrêt du 23 avril 1986, Parti écologiste « Les Verts » c. Parlement européen, (294/83), *Rec.* p. 1339.



pas prêts à voir les affaires introduites par eux ou contre eux tranchées par une formation plus réduite, et à plus forte raison d'un niveau moindre, que la Cour dans sa formation plénière. Il en va de même pour les institutions, en ce qui concerne les recours qu'elles forment elles-mêmes.

Pourquoi avoir exclu les renvois préjudiciels ? Il est clair qu'une procédure à deux instances prolongerait à l'excès le litige qui se déroule devant la juridiction nationale. Il a été dit aussi que les procédures préjudicielles portaient essentiellement sur des questions de droit et devaient dès lors être réservées à la Cour de justice (16). Mais l'expérience révèle que les questions soulevées par les renvois interprétatifs ne peuvent souvent être tranchées utilement que compte tenu du contexte factuel. Par ailleurs, les questions d'appréciation de validité nécessitent toujours un examen des faits qui ont conduit à l'adoption de l'acte qu'elles mettent en cause. Une meilleure explication est sans doute qu'une possibilité de recours est peu compatible avec la nature non contentieuse des procédures préjudicielles.

La composition du tribunal de première instance et les qualifications exigées de ses membres

L'Acte unique européen ne prend position ni sur le nombre de juges que doit comporter le TPI, ni sur la présence d'avocats généraux : ces questions ont été laissées à l'appréciation du Conseil. Il est spécifié que les membres du TPI doivent être choisis « parmi les personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles » (17). La formule est, on le remarquera, moins exigeante que celle retenue pour les juges et les avocats généraux de la Cour de justice (18). La procédure de nomination est cependant la même que pour les membres de la Cour (le commun accord des États) et les mandats sont eux aussi à durée limitée mais renouvelables.

Un contrôle de la Cour de justice limité aux questions de droit

Il ressort de l'article 168 A du traité que les jugements (19) du TPI doivent pouvoir faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour, qui exercera un contrôle limité aux questions de droit (20). Cette disposition ne tranche pas le point de savoir s'il s'agit d'un pourvoi en cassation à la française ou d'un pourvoi en révision à l'allemande, notions en toute hypothèse peu familières aux juristes britanniques.

2. La mise en œuvre de la réforme : la décision du Conseil du 24 octobre 1988

L'Acte unique européen est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1987. La décision du Conseil instituant le TPI a été

adoptée le 24 octobre 1988. La procédure s'est donc déroulée très rapidement : elle a pris moins d'un an et demi. Ceci s'explique en partie par le fait que dès avant l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, la Cour avait présenté un projet de proposition au Conseil de manière à recueillir les premières réactions de celui-ci et à pouvoir lui présenter sa proposition définitive dès l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen.

La décision du 24 octobre 1988 comporte trois groupes de dispositions.

En tête de la décision se trouvent les dispositions relatives à la composition du TPI, à son fonctionnement, à ses compétences, aux effets de ses jugements ainsi qu'à certaines règles de procédure essentielles.

Vient ensuite un groupe d'articles contenant les dispositions destinées à s'insérer dans les trois statuts de la Cour de justice : ce sont les articles 5 à 10. Chaque statut comporte désormais un titre IV intitulé « Le tribunal de première instance des Communautés européennes ».

Dans un troisième et dernier groupe de dispositions (articles 11 à 14), sont réglés les problèmes relatifs à la mise en place effective du TPI (procédure pour la première désignation du président du tribunal, modalités du transfert au tribunal d'affaires pendantes devant la Cour de justice).

Deux actes doivent encore être adoptés : le règlement de procédure du TPI et l'acte portant modification du règlement de procédure de la Cour.

Le TPI a, en vertu de l'Acte unique européen (21), le pouvoir d'adopter son propre règlement de procédure en accord avec la Cour de justice et moyennant approbation du Conseil. Il va de soi que ce règlement ne pourra être adopté que lorsque le TPI sera constitué.

Quant à l'acte modifiant le règlement de procédure de la Cour, il est sur le point d'être publié. Il y a eu à cet égard une navette entre la Cour et le Conseil : propositions de la Cour, communication par le Conseil des points sur lesquels il souhaitait des modifications, prise de position de la Cour. Cet acte modificatif introduira, dans le règlement de procédure de la Cour, un titre quatrième intitulé « Des pourvois contre les décisions du tribunal de première instance des Communautés européennes ».

II. — Contenu de la réforme

A. Composition et organisation du tribunal de première instance

Sur un point, toutes les institutions étaient d'accord. Le tribunal de première instance n'aura aucune infrastructure administrative propre et aura son siège auprès de la Cour de justice. Il ne constitue pas une nouvelle institution : il fait partie intégrante de la Cour de justice, y com-

(16) H.-J. Glaesner, *Supra* note 2, spéc. p. 310.

(17) Article 168 A, paragraphe 3, du traité.

(18) Article 167, premier alinéa, du traité.

(19) La décision du Conseil parle de « décisions » du tribunal, terminologie qui n'est peut-être pas très heureuse.

(20) Article 168 A, paragraphe 1, du traité.

(21) Article 168 A, paragraphe 4, du traité.

pris sur le plan budgétaire. Ceci ressort de l'article 1^{er} de la décision du Conseil aux termes duquel « il est adjoint à la Cour de justice des Communautés européennes, un tribunal de première instance des Communautés européennes ». Cette solution, dictée par un souci d'économie, est dans la ligne de l'Acte unique européen (22). C'est, en outre, celle qui avait été proposée pour le tribunal administratif. Le TPI s'appuiera donc sur les services de la Cour (bibliothèque, recherche et documentation, traduction et interprétation, services administratifs). Le TPI nommera cependant son greffier dont relèveront, sous l'autorité du président du TPI, les fonctionnaires du greffe et le personnel des cabinets (23). Cette solution est destinée à garantir l'indépendance juridictionnelle du TPI.

Trois questions ont, en revanche, fait l'objet de débats : le nombre des membres, la présence d'avocats généraux et la possibilité pour le TPI de siéger en formation plénière.

Les propositions de la Cour étaient les suivantes. Compte tenu de la charge de travail prévisible du TPI (le chiffre de cent cinquante affaires par an a été cité), la Cour suggérait de fixer, dans un premier temps, le nombre de juges à sept, ce qui permettait de constituer deux chambres à trois juges pouvant fonctionner simultanément. La Cour ne proposait pas de prévoir la présence d'avocats généraux. Elle exposait à cet égard : « s'agissant d'une juridiction de première instance, le rôle essentiel des avocats généraux de la Cour, à savoir assister la Cour dans le développement du droit communautaire, n'est pas indispensable devant le tribunal » (24). Enfin, se référant à la solution retenue, dans les systèmes nationaux, pour les juridictions qui ne statuent pas en dernier ressort, la Cour n'estimait pas nécessaire de prévoir que le TPI puisse siéger en formation plénière.

Sur ces trois points, la décision du Conseil s'écarte des propositions de la Cour.

Le Conseil a fixé le nombre de membres du tribunal à douze, de manière à ce que chaque État puisse obtenir la nomination d'un de ses ressortissants et que tous les systèmes juridiques nationaux puissent être ainsi représentés. Le Conseil n'a pas suivi la suggestion de la Commission (25) de prévoir la consultation de la Cour sur le choix des personnalités proposées par les États membres.

Le Parlement européen (26) et la Commission (27) s'étaient prononcés l'un et l'autre en faveur de la présence d'avocats généraux. C'est finalement une solution de compromis qui a été retenue. L'article 2, paragraphe 3,

de la décision du Conseil prévoit que les membres du tribunal peuvent être appelés à exercer les fonctions d'avocat général. Les critères de sélection des affaires dans lesquelles un avocat général sera présent ainsi que les modalités de désignation des avocats généraux seront déterminés dans le règlement de procédure du TPI.

Le tribunal siégera en chambres composées de trois ou de cinq juges, cette dernière formation étant sans doute préférable pour les affaires de concurrence. Contrairement à ce que la Cour avait proposé, le tribunal pourra également siéger en formation plénière, « dans certains cas, déterminés par le règlement de procédure » (28). Rien dans la décision du Conseil ne garantit que ces cas resteront exceptionnels. Lorsque le TPI rendra des jugements en formation plénière, il est à craindre que la Cour ne se sente obligée de statuer également en formation plénière sur les pourvois dirigés contre ces jugements (29), ce qui risque d'entraver la réalisation d'un des objectifs de la réforme, à savoir, celui de réduire la charge de travail de la Cour.

B. Étendue des compétences transférées au tribunal

La question de l'étendue des compétences transférées au TPI était également une des questions centrales qu'avait à trancher le Conseil.

Deux voies étaient possibles : soit un transfert maximal de compétences, épuisant les possibilités ouvertes par l'Acte unique européen, soit un transfert limité à certaines matières déterminées.

C'est cette seconde voie que la Cour préféra emprunter dans sa proposition. Cette formule « permet, en effet, de prévoir avec plus de certitude le nombre et la nature des affaires dont aura à connaître le tribunal et d'éviter (qu'il n'ait à statuer sur des affaires qu'il paraît préférable, en raison de leur nature, de réserver à la Cour (par exemple, la constatation de l'invalidité d'actes normatifs de portée générale) ; enfin, elle est susceptible de réduire le risque de voir des affaires connexes portées simultanément devant la Cour et le tribunal, ce qui pourrait poser certains problèmes et provoquer des contrariétés de jurisprudence » (30).

La Cour a proposé de limiter les compétences attribuées au TPI aux recours en annulation et en carence formés par les particuliers dans les matières suivantes :

- fonction publique ;
- concurrence CEE ;
- concurrence, prix minima et quotas CECA ;
- mesures de défense commerciale contre le dumping et les subventions.

A ces recours devaient s'ajouter certains recours en indemnité, à savoir ceux présentant un lien de connexité avec un des recours énumérés ci-dessus. Le dommage allégué devait, autrement dit, avoir été causé par un acte

(22) L'article 168 A du traité dispose que « le Conseil, statuant à l'unanimité, peut adjoindre à la Cour de justice une juridiction... ».

(23) Article 45 nouveau du statut de la Cour.

(24) Projet de décision soumis par la Cour au Conseil le 29 septembre 1987, p. 6.

(25) « Instauration d'un tribunal de première instance, premières orientations arrêtées par la Commission... », SEC (88) 366 final, du 18 mai 1988, p. 6 bis.

(26) Avis du Parlement européen, JOCE C 187 du 18 juillet 1988, p. 223.

(27) « Premières orientations... », *Supra* note 25, et Avis de la Commission, SEC (88) 1121 final, du 20 juillet 1988, p. 4.

(28) Article 2, paragraphe 4, de la décision du Conseil.

(29) Voy. O. Due, *Supra* note 2.

(30) Proposition de décision soumise par la Cour au Conseil, exposé général des motifs, point 4.



ou une omission qui peut être attaqué et a été attaqué par un recours en annulation ou en carence pour lequel compétence a été attribuée au tribunal.

Le Conseil a suivi la proposition de la Cour, sauf pour les mesures de défense commerciale. La Commission s'était opposée au transfert des recours introduits dans cette matière au TPI. Elle avait fait valoir à l'appui de sa position les arguments suivants (31), dont aucun n'est très convaincant.

Le transfert de compétence au TPI ne devrait intervenir que dans les matières dans lesquelles la jurisprudence de la Cour est déjà abondante, ce qui ne serait pas le cas en matière de défense commerciale.

Vu l'importance financière et politique de ces affaires, les jugements du tribunal feront vraisemblablement, la plupart du temps — exposait la Commission — l'objet d'un pourvoi. Il n'y aurait donc pas allègement de la charge de travail de la Cour. En revanche, les tâches du Conseil et de la Commission, obligés de plaider devant deux instances, seraient alourdies.

Il y aurait un triple contrôle (celui du Conseil qui détient le pouvoir de décision final, celui du TPI et celui de la Cour) avant qu'une décision devienne définitive, ce qui allongerait démesurément la période d'incertitude pour les parties au litige.

Enfin, l'instauration d'une double instance juridictionnelle se ferait largement au bénéfice d'opérateurs des pays tiers, sans que les entreprises communautaires soient assurées d'avoir les mêmes garanties dans ces pays tiers.

Une des délégations au Conseil avait une attitude très réservée vis-à-vis de la proposition de la Cour dans son ensemble et n'était prête à lever ses réserves qu'à la condition que les mesures de défense commerciale ne soient pas transférées au TPI (32). Le débat se termina dès lors par un compromis. Le TPI n'aura pas compétence en matière de défense commerciale. Mais, après deux ans de fonctionnement du TPI, le Conseil réexaminera, compte tenu de l'expérience acquise, et notamment de l'évolution de la jurisprudence, la proposition de la Cour (33).

La décision du Conseil aurait-elle pu prévoir, comme le souhait en avait été formulé par certains auteurs et certains praticiens, un pouvoir discrétionnaire de la Cour de renvoyer certaines affaires au TPI ?

La réponse est négative pour deux raisons de force inégale. D'une part, le texte du nouvel article 168 A du traité, qui fait référence à « une juridiction chargée de connaître en première instance (...) de certaines catégories de recours », paraît bien impliquer que la compétence du TPI doit être automatique, exclusive et exhaustive. D'autre part, l'idée de conférer pareil pouvoir discrétionnaire à la Cour se serait heurtée chez certains juristes continentaux au principe selon lequel les justiciables doivent pouvoir connaître à l'avance la juridiction qui sera compétente pour

trancher une affaire. Un pouvoir discrétionnaire de renvoi par la Cour aurait d'ailleurs pu susciter des doutes sur l'indépendance du TPI vis-à-vis de la Cour (34).

En synthèse, les compétences du TPI relèveront donc de deux matières distinctes : la fonction publique et le droit économique. La Commission a préconisé la nomination de juristes hautement qualifiés dans ces deux branches du droit. Il est improbable toutefois que l'on puisse trouver des juristes également familiarisés avec ces deux matières. Il est encore plus improbable que certains États membres acceptent de ne proposer que des spécialistes de la fonction publique, alors que d'autres pourraient choisir des spécialistes du droit économique. La spécialisation ne pourra donc se faire qu'au niveau des chambres : elle dépendra, à cet égard, du tribunal lui-même. Chacun s'accorde en tout cas à reconnaître que le succès du TPI, et donc l'allègement de la charge de travail de la Cour, dépendra de la qualité de ses membres.

C. Procédure devant le tribunal

1. Règles du traité applicables au tribunal

L'article 4 de la décision du Conseil rend applicables au tribunal plusieurs des règles qui sont énoncées dans le traité pour la Cour de justice.

Ainsi le tribunal pourra se voir conférer une compétence de pleine juridiction en matière de sanctions comme celle dont dispose la Cour (35) ; les parties pourront mettre en cause, de façon incidente, la validité d'un règlement (36) ; les recours devant le tribunal n'auront pas d'effet suspensif mais le tribunal pourra ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué (37) ou ordonner des mesures provisoires (38) ou encore suspendre l'exécution forcée d'une décision comportant une obligation pécuniaire (39).

2. Règles procédurales de base

Les règles procédurales de base que devra suivre le TPI sont celles qui s'appliquent à la Cour, à savoir celles contenues dans le titre III du statut de la Cour (40). Ainsi, notamment, les règles régissant l'intervention devant le TPI sont les mêmes que celles qui valent devant la Cour. Toutefois, contrairement à ce qui est le cas devant la Cour, l'avocat général pourra présenter ses conclusions par écrit (41).

(34) Voy. à ce sujet notamment F.-G. Jacobs, *Supra* note 2, spéc. p. 292.

(35) Article 172 du traité ; le renvoi à cette disposition ne paraît pas impliquer que la compétence de pleine juridiction attribuée à la Cour par des règlements particuliers est automatiquement transférée au TPI, ce qui aurait évidemment été souhaitable.

(36) Article 184 du traité.

(37) Article 185 du traité.

(38) Article 186 du traité.

(39) Article 192, quatrième alinéa, du traité.

(40) Article 46 nouveau du statut de la Cour rendant applicable à la procédure devant le tribunal le titre III du statut de la Cour, c'est-à-dire les articles 17 et suivants de ce statut.

(41) Article 46, troisième alinéa, nouveau, du statut de la Cour. Cette règle vise sans doute à permettre au tribunal de réduire le temps consacré aux audiences.

(31) « Premières orientations... », *Supra* note 25, spéc. p. 3 bis et p. 4.

(32) H.-W. Neye, « Das neue europäische Gericht erster Instanz », *Supra* note 2, p. 2393.

(33) Article 3, paragraphe 3, de la décision du Conseil.

Parlement (42) et Commission (43), appuyés par les organisations syndicales de fonctionnaires, avaient demandé que pour les recours de fonctionnaires, une exception soit faite à la règle de l'article 17, deuxième alinéa, du statut de la Cour, qui, pour les parties autres que les institutions et les États, rend obligatoire la représentation par un avocat (44). Ils n'ont pas été suivis sur ce point : la décision du Conseil rend applicable telle quelle cette disposition du statut à la procédure devant le tribunal.

Il est prévu expressément qu'au cas où un recours qui relève désormais de la compétence du TPI est introduit par erreur devant la Cour, celle-ci doit le renvoyer au tribunal, lequel ne peut alors décliner sa compétence. En sens inverse, lorsque le tribunal est saisi d'un recours qui reste de la compétence de la Cour, il doit le renvoyer à celle-ci (45).

La procédure devant le tribunal sera précisée et complétée, en tant que de besoin, par le règlement de procédure que le TPI est appelé à arrêter. On voit assez mal comment ce règlement pourrait prévoir des mesures d'instruction différentes de celles qui sont spécifiées dans le règlement de procédure de la Cour. Si une différence doit se présenter, c'est sur le plan du recours effectif à des mesures d'instruction : celles-ci seront sans doute appliquées plus fréquemment au niveau du TPI (46).

3. Le problème particulier des affaires connexes

Quels que soient ses avantages, l'instauration du TPI présente en tout cas un inconvénient : c'est de scinder un contentieux qui était jusque-là unitaire. Ainsi, il peut arriver qu'une décision de la Commission en matière de concurrence soit attaquée à la fois par un particulier et par un État membre. Il peut également se faire qu'une décision de la Commission soit mise en cause par un recours direct et par une question d'appréciation de validité (47). Un renvoi en interprétation peut soulever un problème de droit identique à celui posé par un recours en annulation. Avant la réforme, dans chacune de ces situations, les deux affaires étaient portées l'une et l'autre devant la Cour. Après la réforme, elles relèveront l'une du tribunal et l'autre de la Cour ou inversement.

Plusieurs solutions étaient envisageables pour faire face à ces situations. Le tribunal aurait pu être obligé de suspendre la procédure dans l'attente de l'arrêt de la Cour. Une telle obligation serait toutefois source de retard lorsque la procédure devant le tribunal est presque terminée au moment où une affaire analogue est portée devant la Cour. Une autre possibilité aurait été d'obliger le tribunal à se dessaisir au profit de la Cour, ce qui aurait cepen-

dant impliqué dans tous les cas la suppression d'un degré de juridiction pour les parties à l'instance devant le tribunal. Quant à la solution qui aurait consisté à obliger la Cour à suspendre la procédure dans l'attente du jugement du tribunal, elle présentait un double inconvénient. Elle entraînait un risque de contrariété de décisions : il se peut que le jugement du tribunal ne fasse pas l'objet d'un pourvoi, et que la Cour retienne, dans l'affaire dont elle est saisie, une solution opposée à celle du tribunal. Cette solution risquait, en outre, d'être source de retard, la procédure devant la Cour pouvant être plus avancée que celle devant le tribunal (48).

C'est pourquoi un système souple a été retenu, qui permet de rechercher dans chaque cas la meilleure solution en tenant compte des particularités de l'espèce. C'est ainsi que la décision du Conseil donne à la Cour aussi bien qu'au tribunal la faculté de suspendre la procédure dans l'attente de la décision de l'autre instance. Dans le cas de demandes visant l'annulation du même acte, le tribunal peut aussi se dessaisir afin que la Cour statue sur toutes ces demandes (49).

D. Le régime du pourvoi

1. Décisions susceptibles de pourvoi

Sont susceptibles d'être attaquées par la voie d'un pourvoi (50) :

- les décisions du TPI mettant fin à l'instance ;
- les décisions qui tranchent partiellement le litige au fond (p. ex. jugement décidant que la responsabilité de la Communauté est engagée mais ne statuant pas encore sur le montant de l'indemnité) ;
- les décisions qui mettent fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité ;
- les décisions de référé ;
- les décisions rejetant une demande d'intervention.

Seuls en définitive les actes de simple administration judiciaire (prorogation de délai, mesures d'instruction, décisions en matière d'assistance judiciaire...) de même que les décisions sur les dépens (51) ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi.

Il ressort de l'article 168 A du traité (« sous réserve d'un pourvoi porté devant la Cour de justice » ; « subject to a right of appeal to the Court of justice ») que le pourvoi est de droit. Il était donc exclu que la décision du Conseil institue un système de « leave to appeal » tel que celui qui fonctionne au Royaume-Uni ou en Allemagne.

2. Personnes habilitées à former un pourvoi

Les décisions rejetant une demande d'intervention ne peuvent être attaquées que par les personnes dont la demande a été rejetée. Pour le reste, il faut distinguer trois situations (52).

(42) Avis du Parlement européen, *Supra* note 26, p. 225.

(43) « Premières orientations... », *Supra* note 25, p. 9.

(44) House of Lords, Select Committee, *Supra* note 2, spéc. p. 15, par. 55.

(45) Article 47, deuxième alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(46) voy. sur ce point U. Everling, *Supra* note 2, spéc. p. 51.

(47) Tel était le cas dans les affaires « Beurre de Berlin » tranchées par les arrêts du 21 mai 1987 (97/85, 133 à 136/85 et 249/85), *Rec.* p. 2265. Cette situation pourrait aussi se présenter en droit de la concurrence.

(48) Voy. à ce sujet U. Everling, *Supra* note 2, spéc. p. 52 et 53.

(49) Article 47, troisième alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(50) Articles 49 et 50 nouveaux du statut de la Cour.

(51) Article 51, deuxième alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(52) Articles 49 et 50 nouveaux du statut de la Cour.



Les parties principales qui ont succombé partiellement ou totalement en leurs conclusions peuvent toujours former un pourvoi.

Les parties intervenantes autres que les États membres et les institutions de la Communauté ne peuvent former un pourvoi que lorsque la décision du tribunal les affecte directement (53).

Les États membres et les institutions de la Communauté ont le droit de former un pourvoi sans restriction s'ils sont intervenus devant le TPI. Ils ont aussi le droit de former un pourvoi lorsqu'ils ne sont pas intervenus devant le TPI, sauf dans les litiges opposant la Communauté et ses agents.

Cette dernière prérogative est fort contestable. Deux dispositions ont été prises en vue d'atténuer les inconvénients qu'elle présente pour les parties au litige.

Si le pourvoi est fondé, la Cour peut, si elle l'estime nécessaire, indiquer ceux des effets de la décision annulée du tribunal qui doivent être considérés comme définitifs à l'égard des parties au litige (54).

La Cour peut décider que chaque partie supportera ses propres dépens ou même que l'État ou l'institution qui l'a emporté devra rembourser à la partie qui a succombé les frais que celle-ci a dû exposer du fait du pourvoi (55).

Il convient de signaler également que l'article 116 nouveau du règlement de procédure prévoit la possibilité de former un pourvoi incident. Si, par exemple, une entreprise obtient l'annulation partielle, par le tribunal, d'une décision de la Commission qui lui a infligé une amende, et qu'elle se pourvoit devant la Cour pour en obtenir l'annulation totale, la Commission peut former un pourvoi incident pour obtenir l'annulation du jugement et donc le maintien total de sa décision. Cette possibilité de former un pourvoi incident est ouverte tant aux parties principales qu'aux parties intervenantes.

3. Moyens pouvant être invoqués à l'appui d'un pourvoi

L'Acte unique européen a spécifié que le pourvoi ne peut porter que sur des questions de droit. La décision du Conseil a mis cette règle en œuvre en énumérant les moyens qui peuvent être invoqués à l'appui du pourvoi : il s'agit de l'incompétence du tribunal, des irrégularités de procédure devant le tribunal qui auraient porté atteinte aux intérêts de la partie requérante (c'est-à-dire de celles concernant des questions de procédure qui ont pu avoir une incidence sur la décision du tribunal) et enfin, de la violation du droit communautaire (56).

(53) Voici deux exemples où cette condition serait remplie. Prenons le cas d'une décision d'exemption ou d'attestation négative adressée à une entreprise. Cette entreprise peut certes intervenir au soutien de la Commission pour faire rejeter le recours introduit par une entreprise tierce. Si la Commission succombe et n'estime pas nécessaire de former un pourvoi, le bénéficiaire de l'acte annulé pourra former un pourvoi car sa situation est directement affectée. On peut également envisager l'hypothèse d'un fonctionnaire bénéficiaire d'une décision de promotion. Si celle-ci est annulée sur recours d'un autre fonctionnaire, il pourra former un pourvoi contre le jugement d'annulation.

(54) Article 54, troisième alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(55) Article 122, quatrième alinéa, nouveau, du règlement de procédure de la Cour.

(56) Article 51 nouveau du statut de la Cour.

Il est clair, au vu des moyens admissibles, que le TPI sera souverain du point de vue de la constatation des faits. Le pourvoi pourra-t-il remettre en cause la qualification de faits, par ailleurs devenus incontestables ? Cette question devra être tranchée par la Cour. Le problème revêt une importance particulière en droit de la concurrence : un parallélisme de comportement étant établi, il s'agit ensuite de décider si ce comportement doit être attribué au jeu normal du marché ou à une collusion.

La Cour souhaitait que la production, à l'appui du pourvoi, de moyens nouveaux par rapport à ceux qui avaient été invoqués devant le tribunal, fût interdite. Elle prônait donc l'adoption d'une règle analogue à celle de l'article 42, paragraphe 2, du règlement de procédure qui interdit au requérant de formuler, au stade de la réplique, des moyens qu'il n'avait pas soulevés dans la requête. Le Conseil s'est toutefois borné à prévoir que « le pourvoi ne peut modifier l'objet du litige devant le tribunal » (57). Il appartiendra à la Cour de préciser la portée de cette réserve.

4. Lieu du dépôt, délais et effets du pourvoi

Le pourvoi est formé par le dépôt d'une requête au greffe de la Cour ou du tribunal (58).

Le délai dans lequel un pourvoi doit être formé est, en principe, de deux mois, comme pour le recours en annulation prévu à l'article 173 du traité (59). Il est de deux semaines dans le cas des décisions rejetant une demande d'intervention (60).

Le pourvoi n'aura pas plus d'effet suspensif que n'en a l'introduction du recours en annulation. Il appartiendra au requérant de demander à la Cour d'ordonner le sursis à l'exécution de l'acte dont le TPI a refusé de prononcer l'annulation (61).

On trouve dans la décision du Conseil des dispositions visant l'hypothèse où un règlement serait annulé par le TPI. Normalement, le règlement devrait être immédiatement privé d'effets. La décision du Conseil a apporté une dérogation à ce principe (62) : le jugement du TPI ne prendra effet qu'à partir de l'expiration du délai de pourvoi ou, si un pourvoi a été formé, à compter du rejet de celui-ci par la Cour. Bien entendu, toute partie peut encore, conformément au droit commun, demander à la Cour d'ordonner le sursis à l'exécution du règlement, objet du litige.

Cette disposition particulière avait été rédigée dans la perspective où le TPI aurait eu compétence pour statuer sur les recours dirigés contre les règlements prévoyant l'instauration de droits antidumping. Cette compétence n'ayant pas été conférée au TPI, la disposition en question a perdu toute son utilité.

(57) Article 113, paragraphe 2, nouveau, du règlement de procédure de la Cour.

(58) Article 111, paragraphe 1, nouveau, du règlement de procédure de la Cour.

(59) Article 49, premier alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(60) Article 50, premier alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(61) Article 53, premier alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(62) Article 53, deuxième alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

5. Procédure applicable devant la Cour en cas de pourvoi

On trouve dans le nouveau titre IV du règlement de procédure de la Cour, intitulé « Des pourvois contre les décisions du tribunal de première instance des Communautés européennes », une série de règles qui sont inspirées par le souci d'accélérer la procédure.

Le nombre de mémoires

Dans les recours directs devant la Cour, il y a, on le sait, quatre mémoires : requête, défense, réplique et duplique. Pour les pourvois, il n'y aura, en principe, que deux mémoires : le pourvoi lui-même et le (ou les) mémoire(s) en réponse. Il ne pourra y avoir de réplique, et éventuellement de duplique, que moyennant l'autorisation du Président de la Cour (63).

Possibilité pour la Cour de statuer sans procédure orale

En principe, la procédure devant la Cour comportera une phase écrite et une phase orale. Toutefois, à la fin de la procédure écrite, la Cour, sur rapport du juge rapporteur, pourra décider de statuer sur le pourvoi sans procédure orale, sauf si une des parties s'y oppose au motif que la procédure écrite ne lui a pas donné l'occasion de défendre pleinement son point de vue (64). Cette règle est plus libérale que celle qui avait été proposée par la Cour. Le texte qui est sur le point d'être adopté paraît donner le pouvoir du dernier mot aux parties, ce qui risque de le priver de son effet utile sur le plan de l'économie de procédure.

Pourvois manifestement irrecevables ou manifestement non fondés

La Cour aura aussi la possibilité, à tout moment, de rejeter le pourvoi, totalement ou partiellement, non seulement pour cause d'irrecevabilité manifeste, comme le prévoit l'article 92, paragraphe 1, du règlement de procédure pour les requêtes, mais aussi lorsque le pourvoi apparaît manifestement non fondé. Le rejet interviendra sans procédure orale, par voie d'ordonnance motivée (65). Il est vraisemblable que ce rejet ne sera prononcé qu'à la fin de la procédure écrite, comme c'est le cas actuellement pour l'irrecevabilité manifeste.

6. Décision de la Cour sur le pourvoi

Deux hypothèses sont à envisager.

Ou bien la Cour rejette le pourvoi, auquel cas le litige est vidé.

Ou bien la Cour considère le pourvoi comme fondé et elle annule la décision du tribunal. Dans ce cas, le statut lui ouvre une possibilité qui rapproche le pourvoi d'un pourvoi en révision à l'allemande plutôt que d'un pourvoi en cassation : la Cour peut, en effet, alors statuer elle-même définitivement sur le litige, lorsque celui-ci est en état d'être jugé, sans avoir à renvoyer l'affaire devant le

tribunal (66). La formule « lorsque (le litige) est en état d'être jugé » laisse évidemment une certaine marge d'appréciation à la Cour.

En cas de renvoi devant le tribunal, celui-ci est lié par les points de droit tranchés par la décision de la Cour (67). C'est d'ailleurs le seul cas où la décision du Conseil spécifie que le tribunal est lié. Le tribunal peut certainement s'écarter des positions prises par la Cour dans d'autres affaires, dans l'espoir d'amener la Cour à modifier sa position, mais avec le risque de voir son jugement annulé sur pourvoi.

Conclusions

Ainsi que nous l'avons souligné au début de cet exposé, l'instauration du TPI poursuit deux objectifs : l'amélioration de la protection juridictionnelle et l'allègement de la charge de travail.

Le premier objectif sera certainement atteint : ayant moins d'affaires à trancher que la Cour, le tribunal sera en mesure de procéder à une vérification minutieuse des faits, ce qui incitera vraisemblablement la Commission à établir ceux-ci avec plus de soin.

Quant à l'allègement de la charge de la Cour, il convient d'être plus nuancé.

La Cour sera dispensée à l'avenir de la vérification des faits dans les affaires économiques.

Du point de vue du nombre de litiges, la Cour ne bénéficiera toutefois que d'un temps de répit (68). Pour les affaires économiques, il est vraisemblable, étant donné les intérêts en jeu, qu'un pourvoi sera, au début tout au moins, formé dans presque tous les cas. Les premiers pourvois arriveront vraisemblablement assez vite à la Cour (69). Par ailleurs, plus nombreuses seront les procédures préjudicielles venant des juridictions espagnoles et portugaises. De plus, l'Acte unique européen et le marché intérieur vont probablement provoquer un afflux de textes législatifs qui susciteront de nouveaux litiges. Enfin, de nouvelles compétences sont en passe d'être attribuées à la Cour (brevet, marque, convention sur les obligations contractuelles, nouvelle convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements).

Finalement, il y a deux bonnes raisons de se réjouir de l'institution du TPI. Elle évite que la charge de travail de la Cour atteigne une ampleur tout à fait déraisonnable. Elle trace, en outre, une voie d'avenir, à savoir celle d'un ensemble de juridictions européennes de première instance ou en tout cas d'une juridiction de première instance avec plusieurs chambres spécialisées.

(66) Article 54, premier alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(67) Article 54, deuxième alinéa, nouveau, du statut de la Cour.

(68) Voy. House of Lords, Select Committee, « A European Court of First Instance », *Supra*, note 2, spéc. p. 19, par. 77 et suiv.

(69) Dès sa constitution, le TPI aura déjà toute une série d'affaires à traiter. En effet, l'article 14 de la décision du Conseil prévoit que les affaires relevant de la compétence du tribunal, dont la Cour a été saisie avant que le transfert de compétence devienne effectif, et dans lesquelles le rapport préalable n'a pas encore été présenté, seront renvoyées devant le tribunal.

(63) Article 117, paragraphe 1, nouveau, du règlement de procédure de la Cour.

(64) Article 120, paragraphe 1, nouveau, du règlement de procédure de la Cour.

(65) Article 119 nouveau du règlement de procédure de la Cour.



COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. — Nominations

Secrétariat général du Conseil

Lors de sa session des 29/30 mai 1989, le Conseil a nommé M. Jean-Claude Piris, avec effet au 1^{er} juin 1989, fonctionnaire titulaire au grade A1 au service juridique du Conseil ; M. Piris sera appelé à exercer, à partir du 1^{er} janvier 1990, les fonctions de Jurisconsulte (Directeur Général du Service Juridique) du Conseil.

Comité économique et social

Lors de sa session du 14 juin 1989, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement français, M. Albert Mercier, membre du *Comité économique et social*, en remplacement de M. Jean-Pierre Delhomenie, membre démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de celui-ci, soit jusqu'au 20 septembre 1990.

Comité consultatif de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom

Lors de sa session du 21 juin 1989 le conseil a nommé, sur proposition des gouvernements des Etats membres, membres du *Comité consultatif de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom*, les personnes suivantes :

BELGIQUE

M. Pierre GOLDSCHMIDT
M. Jean MORELLE
M. Théo VAN RENTERGEM

DANEMARK

M. Anton BECK
M. Terkel NIELSEN

ALLEMAGNE

Rég. Dir. Dr. Rolf-Peter RANDL
M. Maximilian METZGER
M. Franz BESCHORNER
M. Karl FRANK
Dr. Horst KEESE
Dipl. Ing. Wolfgang SCHOBER

GRECE

M. K. PAPASTERGIOU
M. S. SYNETOS
M. G. HATZIYIANNIS

ESPAGNE

M. Luis DEL VAL HERNANDEZ
M. José Antonio RUIZ LOPEZ-RUA
M. Fernando PASTOR RIDRUEJO
M. Javier PINEDO CABEZUDO
M. Gonzalo RAMOS PUIG

FRANCE

M. Jean-Claude BERAULT
M. Louis-Francis DURRET
M. Etienne CHEVENIER
M. Jean-Luc ROUSSEAU
M. Hean BEAUFRERE
M. Guy COSTE

IRLANDE

M. Martin BRENNAN

ITALIE

M. Paolo VENDITTI
M. Giovanni CUTTICA
M. Stefano REYNAUD
M. Marcello PALANDRI
M. Nunzio SECOLO
M. Paolo VALENTINI

PAYS-BAS
M. C.J. JOSEPH
M. J.J. DE JONG
M. H.M. VAN MARLE

PORTUGAL
M. José FOGACA MONIZ BETTENCOURT
M. Henrique Joao CARREIRA PICH
M. Hélio José Xavier VIEIRA

ROYAUME-UNI
M. P.H. AGRELL
M. D. ASTON
M. R.D. MARSH
M. N. TOWNSEND
M. Peter DANIELS
M. Edward HANNINGTON

Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs

- Lors de sa session du 22 mai 1989, le Conseil a procédé au remplacement respectivement d'un membre titulaire et d'un membre suppléant du *Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs*.

- Lors de sa session du 5 juin 1989, le Conseil a procédé au remplacement de deux membres titulaires du *Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs*.

Comité économique et social

Lors de sa session du 21 juin 1989, le Conseil a nommé sur proposition du gouvernement espagnol, Don José GARCIA MORALES membre du *Comité économique et social*, en remplacement de M. Manuel MARTIN ALMENDRO, membre décédé, pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 20 septembre 1990.

Cameroun

Le 23 juin 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Madame l'Ambassadeur Isabelle BASSONG, désignée par le Gouvernement de la République du Cameroun, comme Représentant, respectivement Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Madame l'Ambassadeur Simone MAIRIE.

Uruguay

Le 1^{er} juin 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur José Maria ARANEO, désigné par le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Miguel J. BERTHET.

République Togolaise

Le 7 juin 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Assiongbon AGBENOU, désigné par le Gouvernement de la République Togolaise, comme Représentant, respectivement Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Ekoué ASSIONGBON.

Inde

Le 8 juin 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur G.V. RAMAKRISHNA, dési-

gné par le Gouvernement de la République de l'Inde, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Narendrakumar Pannalalji JAIN.

Zaïre

Le 7 juin 1989, la Communauté économique européenne a donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur KIMBULU MOYANSO wa LOKWA désigné par le Gouvernement de la République du Zaïre comme Représentant de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur KABALA KISEKE SEKA.

Sainte-Lucie

Le 16 mai 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. l'Ambassadeur Richard GUNN, désigné par le Gouvernement de Sainte-Lucie, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur C. THOMAS.

Japon

Le 23 mai 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Takehiko NISHIYAMA, désigné par le Gouvernement du Japon, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur M. DATE.

Philippines

Le 26 mai 1989, la Communauté économique européenne a donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Roberto ROMULO, désigné par le Gouvernement de la République des Philippines comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Rosario MANALO.

Sri Lanka

Le 30 mai 1989, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Tyrrel Derric Samuel Alaric DISSANAYAKA, désigné par le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur A.N. WIRATUNGA.

II. — Activités communautaires

CONSEIL EUROPÉEN - MADRID, 26/27 JUIN 1989 (1)

1. Le Conseil européen, réuni à Madrid, a examiné la situation et les perspectives de progrès vers l'Union Européenne.

2. Le Conseil européen constate avec satisfaction le dynamisme de la coopération européenne qui a trouvé un nouvel élan dans l'Acte Unique et qui se manifeste par un rôle accru de la Communauté dans la sphère internationale.

L'achèvement du Marché intérieur ainsi que le renforcement de la cohésion économique et sociale sont les objectifs prioritaires de cette nouvelle étape de l'histoire de la Communauté.



Il constate également les progrès réalisés par les Douze grâce à un engagement croissant dans les affaires du monde et une cohérence plus grande entre les objectifs communautaires proprement dits et la coopération politique.

3. La troisième élection du Parlement Européen, au suffrage universel, qui a eu lieu entre le 15 et le 18 juin, démontre, également, la consolidation de l'intégration européenne.

Le Conseil européen considère que la mise en œuvre des dispositions de l'Acte Unique a conduit à une augmentation réelle et sensible de la contribution du Parlement au processus législatif de la Communauté. Cette contribution se traduit désormais en une coopération efficace entre Parlement, Commission et Conseil, qui se développe dans un climat de confiance réciproque.

Dans ce contexte, le Conseil européen a écouté l'exposé du Président sortant, Lord Plumb, auquel il a rendu un hommage particulier. Le Conseil européen a pris acte de l'appréciation largement positive du Président du Parlement européen sur l'état de la coopération interinstitutionnelle et les moyens pour l'améliorer. A cet égard, il serait souhaitable que les différentes institutions de la Communauté entament une analyse sur leur rôle dans la perspective de l'après 1992.

4. La Communauté et la Coopération Politique Européenne se trouvent actuellement engagées dans un programme ambitieux de travail qui comprend la mise en œuvre complète et équilibrée de l'Acte Unique.

ANIMAUX DES ESPÈCES OVINES ET CAPRINES REPRODUCTEURS DE RACE PURE

Lors de sa session des 29/30 mai 1989, le Conseil a arrêté la directive prévoyant les règles fondamentales permettant de libéraliser les échanges intracommunautaires d'ovins et de caprins reproducteurs de race pure.

Cette directive vise, dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur, à supprimer, à partir du 1^{er} janvier 1991, les obstacles aux échanges de ce type d'animaux.

Cet objectif sera atteint notamment par :

- l'harmonisation des inscriptions dans les livres généalogiques
- la possibilité donnée aux Etats membres d'exiger la présentation de certificats établis conformément à une procédure communautaire.

STRATÉGIE ET ACTION DE LA COMMUNAUTÉ DANS LE SECTEUR FORESTIER

Lors de sa session des 29/30 mai 1989, le Conseil a arrêté un programme d'action forestière de la Communauté pour les années 1989-1992, dont les 5 domaines prioritaires sont les suivants :

- boisement de terres agricoles
- développement et mise en valeur des forêts dans les zones rurales
- programme liège
- protection de la forêt
- mesures d'accompagnement.

La réalisation de ces objectifs se fera par l'application des 7 règlements et de la décision ci-après :

— *Règlement A* : prévoit d'étendre l'aide au boisement à toutes les personnes procédant à un boisement des superficies agricoles (modification du règlement 797/85).

— *Règlement B* : concerne l'action de développement et la mise en valeur des forêts dans les zones rurales (dispositions d'application du règlement 4256/88).

— *Règlement C I* : vise à étendre l'application des actions prévues par le règlement 355/77, article 7, paragraphe 1 à tous les produits transformés de liège.

— *Règlement C II* : instaure des mesures provisoires pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits sylvicoles (inclusion dans règlement 355/77).

— *Décision D* : institue un Comité permanent forestier.

— *Règlement E* : concerne la protection des forêts contre la pollution atmosphérique (modification qui améliore les mesures déjà prévues dans le règlement 3528/86).

— *Règlement F* : concerne la protection des forêts contre les incendies (modification règlement 3529/86).

— *Règlement G* : instaure un système d'information et de communication forestières (EFICS).

Les mesures proposées dans ce programme auront pour la Communauté des effets positifs à court et à moyen termes :

— à court terme, elles se traduiront par un renforcement de la protection des forêts, par le boisement de terres libérées par l'agriculture, par la revitalisation d'un secteur particulier en déclin et par une meilleure contribution du secteur forestier au développement des zones rurales de la Communauté,

— à moyen terme, elles aboutiront à une amélioration générale de la situation du secteur forestier lui permettant d'assurer plus efficacement ses fonctions essentielles au profit de la Communauté.

Pour la plus grande partie de ces mesures, la participation financière de la Communauté sera à la charge du Feoga-Orientation.

UTILISATION DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES CONTENANT CERTAINES SUBSTANCES ACTIVES

Lors de sa session des 29/30 mai 1989 : le Conseil a arrêté la directive modifiant la directive 79/117/CEE concernant l'interdiction de mise sur le marché et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant certaines substances actives.

Cette modification vise à confirmer l'interdiction, à partir du 31 décembre 1989, de l'utilisation de l'oxyde d'éthylène pour les légumes séchés, le cacao en poudre et en tourteau et les feuilles de tabac.

Toutefois, en l'absence de traitements de remplacement satisfaisants pour certains produits, il est prévu de reporter d'un an (jusqu'au 31 décembre 1990) des dérogations applicables au traitement des herbes fines et épices séchées, ainsi que des herbes fines séchées destinées à être utilisées comme substances médicinales.

COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE

Lors de sa session des 29/30 mai 1989 : le Conseil a arrêté une directive modifiant la directive 66/403/CEE concernant la commercialisation des plants de pommes de terre.

Cette modification vise à :

— d'une part, modifier la portée de la directive susmentionnée dans le sens que celle-ci s'appliquera désormais non seulement à des virus, mais aussi à d'autres organismes nuisibles,

— d'autre part, proroger les dérogations qui permettent à certains Etats membres d'importer des plants de pommes de terre de certaines variétés en provenance du Canada et de la Pologne.

ÉTIQUETAGE DES PRODUITS DU TABAC

Lors de sa session du 16 mai 1989, le Conseil a adopté sa position commune sur la proposition de directive concernant l'étiquetage des produits du tabac.

Cette proposition de directive vise à éliminer les possibles entraves aux échanges intracommunautaires dues aux différences normatives des Etats membres en la matière en prenant pour base un

niveau élevé de protection de la santé. Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le tabagisme du programme « L'Europe contre le cancer ».

La directive envisagée prévoit :

— que les avertissements relatifs à la santé devront figurer sur les unités de conditionnement de tous les produits du tabac et que les mentions de la teneur en goudron et en nicotine devront figurer sur les paquets de cigarettes,

— que les mentions devront être imprimées sur la tranche latérale des paquets de cigarettes « en caractères parfaitement lisibles, sur fond contrastant, de façon à couvrir au moins 4 % de la surface correspondante »,

— que toutes les unités de conditionnement des produits du tabac porteront sur leur surface la plus visible, dans la ou les langues officielles du pays de commercialisation finale, l'avertissement général « nuit gravement à la santé »,

— que pour les paquets de cigarettes, l'autre grande surface du conditionnement portera, dans la ou les langues officielles du pays de commercialisation finale, des avertissements spécifiques alternant selon la règle suivante :

— chaque Etat membre établit une liste d'avertissements exclusivement à partir de ceux figurant ci-dessous :

A. Avertissements devant obligatoirement figurer sur les listes nationales

1. fumer provoque le cancer
2. fumer provoque des maladies cardio-vasculaires.

B. Avertissements parmi lesquels les Etats membres peuvent choisir

1. fumer provoque des maladies mortelles
2. fumer tue
3. fumer peut tuer
4. femmes enceintes : fumer nuit à la santé de votre enfant
5. protégez les enfants : ne leur faites pas respirer votre fumée
6. fumer nuit à votre entourage
7. Arrêter de fumer réduit les risques de maladies graves
8. fumer provoque le cancer, la bronchite chronique et d'autres maladies pulmonaires
9. plus de... personnes meurent chaque année en... (nom du pays) à la suite d'un cancer du poumon
10. chaque année... (nom des ressortissants d'un pays) meurent sur la route. ... fois plus meurent du tabagisme
11. chaque année, le tabagisme fait plus de victimes que les accidents de la route
12. les fumeurs meurent prématurément
13. pour être en bonne santé, ne fumez pas
14. faites des économies : arrêtez de fumer.

Les Etats membres devront mettre en vigueur les dispositions normatives correspondantes avant le 31 décembre 1991.

INTERDICTION DE FUMER DANS LES LIEUX PUBLICS

Le 16 mai 1989, le Conseil et les Ministres de la Santé ont adopté la résolution mixte concernant l'interdiction de fumer dans les lieux publics reprise ci-dessous.

Cette résolution vise la protection de la santé des non-fumeurs. Le terme « lieux publics » comprend notamment les établissements de vente au public de biens ou services, établissements scolaires, d'enseignement supérieur, d'enseignement professionnel, cinémas, théâtres, expositions, salles de sports, gares, métros, ports aéroports et hôpitaux.

« Le Conseil et les représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil recommandent aux Etats membres :
de prendre par voie de législation ou par d'autres voies conformes aux pratiques et aux conditions nationales, les mesures suivantes :

1. Interdire de fumer dans les lieux fermés accueillant du public qui font partie des établissements publics ou privés figurant en annexe.

Les Etats membres pourront compléter la liste en annexe.

2. Etendre l'interdiction de fumer à tous les moyens collectifs de transport.

3. Prévoir, le cas échéant, que des espaces bien délimités soient réservés aux fumeurs dans les établissements précités ainsi que, si possible, dans les moyens collectifs de transport, notamment pour les trajets de longue distance.

4. Assurer qu'en cas de conflit, en dehors des espaces réservés aux fumeurs, le droit à la santé des non-fumeurs prévaille sur celui des fumeurs de fumer.

Invite les Etats membres à informer la Commission tous les deux ans sur les suites données à la présente recommandation ».

ACTIVITÉS FUTURES DE PRÉVENTION ET DE CONTRÔLE DU SIDA

Le 16 mai 1989, le Conseil et les Ministres de la Santé ont adopté les conclusions reprises ci-dessous.

Le Conseil des Communautés européennes et les Ministres de la Santé des Etats membres, réunis au sein du Conseil,

Considérant les conclusions adoptées jusqu'ici au niveau communautaire en matière de lutte contre le SIDA et les préoccupations et activités actuelles des Etats membres,

1. invitent la Commission à :

— examiner, dans le cadre du marché intérieur, les possibilités d'harmonisation technique pour assurer la qualité nécessaire des préservatifs disponibles dans les Etats membres et à présenter une proposition au Conseil ;

— examiner, dans le cadre du marché intérieur, les possibilités d'harmonisation des exigences techniques et de limitation de la disponibilité des trousses de diagnostic-minute de l'infection par le VIH, et à présenter une proposition au Conseil ;

2. chargent le Groupe ad hoc SIDA, en étroite coopération et avec la participation de la Commission :

— de développer l'échange d'information sur les résultats de l'évaluation des mesures nationales de prévention, y compris des campagnes d'information, et sur les problèmes qui peuvent concerner les femmes ou certaines catégories spécifiques de personnes,

— d'examiner les possibilités d'améliorer au niveau de la Communauté les exigences techniques de sécurité vis-à-vis du VIH pour les organes, les tissus, le sperme et le sang.

Programme LINGUA

Le 22 mai 1989, le Conseil a abouti à un accord sur le programme LINGUA.

Le programme LINGUA a pour objectif principal de promouvoir une amélioration quantitative et qualitative de la connaissance des langues étrangères, en vue de développer les compétences en matière de communication à l'intérieur de la Communauté. A cette fin, il appuie et complète, par des mesures au niveau communautaire, les politiques et les actions des Etats membres visant à cet objectif.

Le programme LINGUA contribuera à faciliter la mise en œuvre de celles des politiques que les Etats membres adoptent et qu'ils appliquent dans le cadre de leurs structures internes et des caractéristiques et possibilités de leurs systèmes éducatifs et de formation, et qui visent à :



- encourager tous les citoyens à acquérir une connaissance opérationnelle de langues étrangères ;
- multiplier les possibilités d'enseigner et d'apprendre les langues étrangères dans la Communauté et, en particulier, encourager la connaissance des langues étrangères les moins répandues et les moins enseignées ;
- augmenter dans les universités les possibilités offertes aux étudiants de combiner l'étude des langues étrangères avec la poursuite de leurs études principales en assurant à cette étude une place reconnue dans les examens, les diplômes ou les autres qualifications ;
- relever le niveau de l'enseignement des langues étrangères en améliorant la formation initiale et continue des professeurs et des formateurs en langues étrangères, en multipliant leurs possibilités de bénéficier notamment d'une préparation adéquate à l'étranger ;
- encourager les employeurs et les organisations professionnelles à promouvoir la formation en langues étrangères des travailleurs, afin de permettre de tirer tous les avantages possibles du marché intérieur, notamment eu égard aux besoins des PME et des régions périphériques et moins développées de la Communauté ;
- promouvoir l'innovation dans la méthodologie de la formation en langues étrangères, et dans l'exploitation des technologies de communication qu'elle utilise.

Les mesures de la Communauté, qui contribueront à faciliter la mise en œuvre de celles des politiques que les Etats membres adoptent, sont les suivantes :

I. Mesures en vue de promouvoir la formation continue des enseignants de langues étrangères.

II. Mesures en vue de promouvoir l'apprentissage de langues étrangères à l'université et, notamment, pour développer la formation initiale des professeurs de langues étrangères.

III. Mesures en vue de promouvoir la connaissance de langues étrangères utilisées dans les relations professionnelles et le monde économique.

IV. Mesures en vue de promouvoir le développement des échanges de jeunes qui suivent un enseignement technique ou professionnel et ceux qui suivent une formation spécialisée ou professionnelle dans la Communauté.

V. Mesures complémentaires.

Le financement prévu pour les actions communautaires est de 200 MECU pour la période de 1990 à 1994.

COMPÉTENCE JUDICIAIRE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

A l'occasion de la réunion des Ministres de la Justice de la Communauté qui s'est tenue à Saint Sébastien le 26 mai 1989 sous la Présidence de M. Enrique MUGICA HERZOG, Ministre de la Justice du Royaume d'Espagne, les Représentants des Gouvernements des Etats membres ont procédé à la signature de la Convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au Protocole concernant son interprétation par la Cour de Justice.

Le Royaume d'Espagne et la République portugaise, en devenant membres de la Communauté, se sont engagés à adhérer à cette Convention avec les adaptations techniques nécessaires.

La Convention initiale de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale a été complétée par le Protocole du 3 juin 1971 qui attribue compétence pour son interprétation à la Cour de Justice des Communautés.

Cette Convention a été adaptée techniquement en 1978 pour tenir compte de l'adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni, et aussi en 1982 pour tenir compte de l'adhésion de la Grèce.

D'autre part, des négociations menées avec les pays membres de l'Association européenne de libre-échange ont abouti à la Convention de Lugano du 16 septembre 1988 qui est très largement inspirée de la Convention de Bruxelles de 1968 telle qu'adaptée par les Conventions d'adhésion de 1978 et de 1982.

La Convention de Bruxelles repose sur les principes fondamentaux suivants :

- elle ne s'applique qu'en matière patrimoniale
- elle édicte des règles de compétence directe c'est-à-dire qui s'appliquent à partir du début du procès
- le domicile du défendeur, et non sa nationalité, est considéré comme la règle de base en ce qui concerne la compétence des tribunaux
- il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas expressément prévus par la Convention
- le respect des droits de la défense doit être assumé dans l'Etat d'origine
- les causes de refus de reconnaissance et d'exécution sont limitées en vue d'assurer, autant que possible, la libre circulation des jugements dans la Communauté
- la procédure d'exequatur est unifiée et simplifiée.

La Convention de Bruxelles et les actes qui s'y attachent se fondent sur l'article 220 du Traité de Rome qui prévoit que les Etats membres de la Communauté économique européenne engagent entre eux, en tant que de besoin, des négociations « en vue d'assurer, en faveur de leurs ressortissants, la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales ».

Cette disposition peut être considérée comme l'origine d'un véritable « espace judiciaire européen » dans le domaine spécifique du droit civil et commercial.

L'entrée en vigueur de la Convention relative à l'adhésion interviendra après ratification par deux Etats membres, dont un doit être l'Espagne ou le Portugal.

SCOLARISATION DES ENFANTS TZIGANES ET VOYAGEURS ET SCOLARISATION DES ENFANTS DE PARENTS EXERÇANT DES PROFESSIONS ITINÉRANTES

Le 22 mai 1989, le Conseil et les Ministres ont approuvé deux résolutions concernant la scolarisation des enfants tziganes et voyageurs et la scolarisation des enfants de parents exerçant des professions itinérantes.

Ces deux résolutions tiennent compte de la faible scolarisation de ces collectivités, ainsi que du pourcentage réduit de la représentation de ces collectivités au niveau secondaire et prévoient des lignes directrices d'actions nationales et communautaires pour résoudre ces problèmes.

LIVRE ET LECTURE

Le 18 mai 1989, le Conseil et les Ministres ont adopté, avec une réserve d'attente d'une délégation, les conclusions et la résolution reprises ci-dessous.

Conclusions du Conseil et des Ministres responsables des Affaires culturelles réunis au sein du Conseil sur le livre et la lecture dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur en 1992.

Le Conseil et les Ministres responsables des Affaires culturelles réunis au sein du Conseil ont eu un échange de vue sur le thème du livre et de la lecture dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur en 1992.

En ce qui concerne les taxes sur les livres, après avoir entendu une déclaration de la Commission, ils ont pris acte de ce que la Commission étudiait la possibilité de réviser ses propositions actuelles rela-

tives à la taxation indirecte et aux droits d'accise dans un sens qui permettrait, entre autres, d'appliquer aux livres le taux de TVA le plus bas possible.

En ce qui concerne la question du prix des livres, vu l'absence de solution de rechange acceptable pour tous, ils se sont prononcés, pour les mêmes motifs, en faveur de la poursuite des politiques nationales visant à assurer un équilibre entre les intérêts des auteurs, des éditeurs, des libraires et du public, dans le respect des règles de concurrence.

Dans le même contexte, ils ont souligné le rôle des petites et moyennes maisons d'édition qui ont le souci de publier des livres de qualité, afin d'assurer la vitalité, l'originalité et le pluralisme de l'édition.

En ce qui concerne les problèmes de droits d'auteur que connaissent les auteurs, ils ont pris acte d'une déclaration de la Commission relative à son Livre vert sur le droit d'auteur et de ses intentions dans ce domaine.

Pour encourager les auteurs, le Conseil et les Ministres responsables des Affaires culturelles réunis au sein du Conseil ont décidé la création d'un prix littéraire annuel à décerner dans le cadre de la Ville européenne de la culture.

Toute action globale concernant le livre devrait s'étendre également aux bibliothèques ; le Conseil et les Ministres responsables des Affaires culturelles réunis au sein du Conseil attendent avec intérêt une proposition de la Commission en vue de l'intensification de la collaboration entre bibliothèques en matière d'informatique.

Le Conseil et les Ministres responsables des Affaires culturelles réunis au sein du Conseil ont également convenu de l'importance que revêt la sensibilisation du public au livre et à la lecture en mettant un accent particulier sur l'utilisation, dans ce sens, de la télévision.

Ils sont conscients, enfin, que l'existence d'aires linguistiques différentes constitue un obstacle à la diffusion du livre et de la culture en général en Europe et qu'il est essentiel de surmonter cet obstacle pour faire valoir la diversité des cultures et en particulier celles qui reposent sur les langues les moins répandues en Europe. Ils ont attiré l'attention sur les actions concrètes décidées le 18 mai dans la Résolution du Conseil et des Ministres responsables des affaires culturelles, réunis au sein du Conseil, relative à la promotion du livre et de la lecture. Ils ont notamment pris acte de la création d'un prix annuel en faveur des meilleurs traductions d'œuvres littéraires, à octroyer également dans le cadre de la Ville européenne de la culture.

Résolution du Conseil et des Ministres responsables des affaires culturelles, réunis au sein du Conseil, relative à la promotion du livre et de la lecture

Le Conseil et les Ministres responsables des affaires culturelles, réunis au sein du Conseil,

Vu la priorité qu'ils ont attaché au livre et à la lecture dans leurs conclusions du 27 mai 1988 relatives aux futures actions prioritaires en matière culturelle,

Vu la partie concernant le livre de la résolution du Parlement européen du 17 février 1989 sur la relance de l'action communautaire dans le secteur culturel ainsi que l'opinion du Comité économique et social du 14 avril 1988 sur le même thème,

PRENNENT note avec intérêt des orientations générales de la communication de la Commission sur le livre et la lecture du 26 avril 1989 ;

REAFFIRMENT, dans le respect de leur résolution du 27 mai 1988 sur l'organisation future de leurs travaux, leur volonté de coopérer, en vue de la promotion de tous les éléments de la chaîne du livre, de l'auteur au lecteur ;

DECIDENT que les pays européens non membres de la Communauté, de même que les organisations travaillant dans le domaine de la coopération culturelle européenne, notamment le Conseil de l'Europe, pourront être invités à participer à certaines actions spécifiques, d'intérêt commun ;

APPROUVENT les actions figurant en annexe et chargent le Comité des Affaires culturelles d'établir et de convenir rapidement leurs modalités, y compris l'aspect financier ;

CONVIENNENT de revoir les progrès réalisés à l'égard de cette résolution dans un délai de deux ans, sur la base d'un rapport du Comité des Affaires culturelles.

Le livre et la lecture : actions

1. Guide de l'auteur et du traducteur
 - ce guide, à présenter par la Commission, contiendra des informations concernant leur régime juridique, social et fiscal dans les différents Etats membres de la Communauté.
2. Programme (1989-1992) de publication de statistiques - secteur du livre
 - ce programme, mis en œuvre progressivement par la Commission, en collaboration avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, comportera dès 1989 la publication d'un premier jeu de statistiques européennes relatives au livre.
3. a) Prix littéraire européen
 - b) Prix en faveur des meilleures traductions d'œuvres littéraires
 - les deux prix seront décernés chaque année sur proposition d'un jury indépendant dans le cadre de la Ville européenne de la culture, les modalités de ces prix devant être arrêtées avant la fin de 1989.
4. Projet pilote d'aide financière aux traductions d'œuvres littéraires contemporaines
 - ce projet, décidé dans les grandes lignes par une résolution du Conseil et des Ministres responsables des affaires culturelles, réunis au sein du Conseil, du 7 novembre 1987, est lancé à partir de 1989 pour une durée de 5 ans.
5. Bourses et péculs de voyage en faveur de stages au sein des collèges de traducteurs littéraires, réseau de ces collèges et autres mesures d'encouragement à la traduction littéraire.
 - une augmentation des bourses octroyées par la Commission en faveur de ces stages ; encouragement de la création d'un réseau entre collèges existants ;
6. Conservation de livres sur papier acide et utilisation du « papier permanent ».
 - collaboration intensifiée à organiser par la Commission et les Etats membres entre bibliothèques et archives et à partir des travaux d'organisations internationales spécialisées, pour la conservation de livres menacés par la fragilité du papier acide ; campagne à lancer par la Commission et les Etats membres en faveur de l'utilisation du « papier permanent ».
7. Etude comparative de mesures d'aides à l'exportation du livre
 - cette étude, à préparer par la Commission, assurera une meilleure connaissance des aides à l'exportation existant dans différents Etats membres.
8. Campagne de sensibilisation du public européen au livre et à la lecture
 - cette campagne, qui inclura des actions utilisant la télévision pour la sensibilisation, sera menée en collaboration avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO.

VILLES EUROPÉENNES DE LA CULTURE (2)

Le 18 mai 1989, le Conseil et les Ministres responsables des Affaires culturelles ont confirmé la désignation de Dublin comme Ville européenne pour 1991, et de Luxembourg pour 1995.



Le Conseil a marqué son accord pour désigner Copenhague comme Ville européenne de la culture pour 1994.

III. — Relations extérieures

CONSEIL EUROPÉEN - MADRID, 26/27 JUIN 1989 (3)

1. Relations Est/Ouest, y compris la CSCE

Le Conseil Européen reconnaît l'importance des profonds changements en cours en URSS et dans les pays d'Europe centrale et orientale, tout en regrettant que de sérieuses violations des droits de l'homme aient encore lieu dans certains de ces pays, en particulier au détriment de membres de minorités ethniques et religieuses. Il réaffirme la détermination de la Communauté et de ses Etats membres à jouer un rôle actif en soutenant et en encourageant les changements positifs et les réformes.

Le Conseil Européen réaffirme l'entière validité de l'approche globale intégrant les aspects politiques, économiques et de coopération que la Communauté européenne et ses Etats membres suivent dans leurs relations avec l'URSS et les pays d'Europe centrale et orientale. Il évalue positivement les étapes concrètes que la Communauté et ses Etats membres ont franchies en ces domaines, à la suite de la Déclaration de Rhodes.

Le Conseil Européen souhaite une intensification des relations entre l'Est et l'Ouest dans tous les domaines. Il réaffirme sa conviction que les progrès du contrôle des armements et du désarmement, le respect des droits de l'homme et la libre circulation des idées, de l'information et des personnes demeurent des éléments nécessaires pour que l'amélioration du climat des relations Est/Ouest se concrétise par d'autres résultats tangibles.

Le Conseil Européen est convaincu que le processus de la CSCE fournit le cadre approprié pour parvenir à de plus grands progrès dans tous ces domaines, permettant à l'Europe d'entrevoir le jour où les divisions actuelles appartiendront à l'histoire.

Les Douze, qui renforcent graduellement leur coopération pour contribuer au maintien de leur sécurité, cherchent à promouvoir la stabilité et la sécurité par des niveaux inférieurs des forces et des armements ainsi qu'à travers une plus grande transparence et prévisibilité dans les questions militaires. Ils cherchent ainsi à promouvoir les progrès du rapprochement et du dialogue entre tous les peuples d'Europe. Dans ce cadre, ils attachent une grande importance aux négociations sur les forces conventionnelles en Europe et sur les mesures de confiance et de sécurité actuellement en cours à Vienne, et feront tous les efforts pour leur conclusion rapide et satisfaisante. La reprise des négociations de Genève sur la réduction des armements nucléaires stratégiques et les négociations sur les armes chimiques offrent également des perspectives de réduction considérable de la confrontation militaire et d'amélioration du climat des relations entre l'Est et l'Ouest.

2. Moyen-Orient

Le Conseil Européen réitère sa détermination de continuer à contribuer au règlement du conflit israélo-arabe. Il a approuvé la déclaration ci-après (annexe 1).

Dans ce contexte, le Conseil Européen considère qu'une solution définitive de la crise libanaise doit être négociée d'urgence et appliquée. Il confirme le plein soutien des Douze au Comité tripartite créé par le Sommet de la Ligue Arabe de Casablanca. Il appelle toutes les parties concernées à coopérer pleinement avec le Comité tripartite en vue de parvenir à un cessez-le-feu complet et durable et à une solution politique juste de la crise libanaise, fondée sur la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Liban. Le Conseil Européen considère qu'une solution politique devrait être fondée sur l'élec-

tion d'un Président, des réformes politiques et le retrait de toutes les forces non libanaises. Il renouvelle son appel à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages au Liban et ailleurs. Il réaffirme son plein appui à la FINUL.

Le Conseil Européen exprime le souhait que les dirigeants iraniens prouvent, par des actions concrètes, leur volonté de développer des relations constructives avec la Communauté et ses Etats membres, sur la base de la liberté, de la tolérance et du respect du droit international.

3. Maghreb

Le Conseil Européen marque l'importance du renforcement et du développement des relations avec le Maghreb, en particulier après la création de l'Union du Maghreb Arabe, dont la Communauté européenne et ses Etats membres se sont publiquement félicités. La consolidation du processus d'intégration entamé par la création de l'Union contribuera au développement économique et à la stabilité de la région et devrait renforcer les perspectives d'un règlement du conflit du Sahara Occidental. Le Conseil Européen considère également que la création de l'Union fournit une base de coopération plus étroite entre la Communauté et le Maghreb.

4. Chypre

Le Conseil Européen note avec préoccupation qu'une solution n'a pas encore été trouvée au problème chypriote et que persiste la division tragique de l'île. Les Douze réaffirment entièrement leurs déclarations précédentes et leur soutien à l'unité, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Ils soulignent la nécessité d'un progrès dans le dialogue intercommunautaire sous les auspices des Nations Unies et appellent toutes les parties concernées à coopérer avec le Secrétaire Général à cette fin et, à s'abstenir de toute action qui pourrait compromettre ce dialogue.

5. Amérique latine

Le Conseil Européen a noté la poursuite de l'évolution des relations de la Communauté et de ses Etats membres avec l'Amérique latine, et a examiné les résultats des réunions ministérielles tenues récemment à San Pedro Sula (Honduras) et à Grenade (Espagne).

Le Conseil Européen réaffirme la préoccupation de la Communauté et de ses Etats membres en ce qui concerne la situation en Amérique centrale. Une solution juste, stable et durable doit être trouvée par l'action diplomatique, le dialogue régional, la coopération économique et la réconciliation nationale, sur la base du respect de la démocratie et des droits de l'homme, en pleine conformité avec l'accord d'Esquipulas.

Les objectifs des pays d'Amérique latine pour parvenir à une démocratie véritable sont menacés par une situation économique et financière difficile, dont la dette est l'un des éléments principaux. Le Conseil Européen soutient les efforts en faveur de véritables réformes économiques et se félicite de l'intention des gouvernements concernés de poursuivre dans cette direction. Le Conseil Européen est convenu de la nécessité pour les Etats membres de la Communauté de soutenir les efforts des Institutions Financières Internationales, des gouvernements créditeurs et des banques publiques et privées pour trouver des solutions urgentes à ces problèmes.

Le Conseil Européen appelle au développement continu des contacts politiques et à la coopération économique, technique, commerciale et financière entre la Communauté et l'Amérique latine. Il note avec satisfaction le travail déjà entrepris dans le cadre de la Communauté selon les lignes des conclusions de La Haye du 26-27 juin 1986. Se référant aux conclusions de plusieurs conseils des Ministres, il invite la Commission à poursuivre ses efforts pour permettre le développement de politiques de coopération différenciées et d'efficacité croissante entre l'Amérique latine et la Communauté européenne et ses Etats membres, sans préjudice du développement de relations étroites et de la coopération avec d'autres régions.

6. Asie

Le Conseil Européen exprime sa profonde préoccupation au sujet de la situation en Chine. Il a approuvé la déclaration ci-après (annexe 2).

Le Conseil Européen, tout en réaffirmant les déclarations antérieures concernant le Cambodge, accueille avec satisfaction les progrès en faveur du règlement du conflit dans ce pays. Le Conseil Européen, tout en reconnaissant une amélioration certaine des aspects internationaux du conflit afghan, exprime sa préoccupation au sujet de la situation en Afghanistan et appelle toutes les parties concernées à travailler à la mise en place d'un gouvernement. La Communauté européenne et ses Etats membres réitérent leur disponibilité à contribuer à la reconstruction de tous ces pays selon leurs conditions propres.

Le Conseil Européen reconnaît l'urgence et la gravité du problème des inondations au Bangladesh et souhaite apporter un soutien efficace et coordonné au gouvernement de ce pays, dans la recherche de solutions viables qui lui assurent une plus grande maîtrise des eaux.

Le Conseil Européen se félicite que le dialogue politique et la coopération économique avec l'ANSEA se soient avérés efficaces et souhaite leur développement ultérieur lors des prochaines réunions de Brunei et de Manille.

7. Afrique australe

Le Conseil Européen confirme sa détermination de poursuivre ses efforts pour l'abolition de l'apartheid par un processus de changement pacifique et pour la création d'une Afrique du Sud sans discrimination raciale, libre, démocratique et unie.

Pour soutenir le Secrétaire Général des Nations Unies et son représentant spécial, le Conseil Européen confirme également qu'il fera tous les efforts afin que la Résolution du Conseil de Sécurité 435 continue d'être appliquée dans toutes ses dispositions, permettant des élections libres et loyales et l'indépendance de la Namibie dans les délais convenus.

Le Conseil Européen se félicite des résultats positifs obtenus au Sommet de Gbadolite, qui a ouvert la voie à la paix en Angola. La Communauté Européenne et ses Etats membres réaffirment leur volonté de contribuer à la stabilité, à la reconstruction et au développement économique de ce pays.

Déclaration sur le moyen-Orient (Annexe 1)

Le Conseil Européen a examiné la situation du conflit au Moyen-Orient, à la lumière des événements récents et des contacts entretenus pendant ces derniers mois par la Présidence et la Troïka avec les parties concernées, et il en a tiré les conclusions suivantes :

1. La politique des Douze concernant le conflit du Moyen-Orient est définie dans la déclaration de Venise du 13.6.1980 et les autres déclarations postérieures. Elle consiste à affirmer le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à la sécurité, c'est-à-dire, à vivre dans des frontières sûres, reconnues et garanties, et celui de la justice pour tous les peuples de la région, ce qui inclut la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination avec tout ce que cela implique.

Les Douze considèrent que ces objectifs doivent être atteints de manière pacifique dans le cadre d'une Conférence Internationale de Paix, sous les auspices des Nations Unies, forum approprié pour des négociations directes entre les parties concernées en vue d'un règlement global, juste et durable.

Le Conseil Européen considère également que l'OLP doit participer à ce processus.

Il exprime son appui à tout effort des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies en vue de rapprocher les par-

ties, de créer un climat de confiance entre celles-ci et faciliter ainsi la convocation de la Conférence Internationale de Paix.

2. La Communauté et ses Etats membres ont démontré leur volonté de participer activement à la recherche d'une solution négociée du conflit et de coopérer pleinement au développement économique et social des peuples de la région.

Le Conseil Européen a exprimé sa satisfaction à l'égard de la politique de contacts avec toutes les parties entreprise par la Présidence et par la Troïka, et a décidé de la poursuivre.

3. Le Conseil Européen se félicite du soutien apporté par le Sommet Extraordinaire de la Ligue Arabe, tenu à Casablanca, aux décisions du Conseil National Palestinien d'Alger comportant l'acceptation des Résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dont résulte la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël et la renonciation au terrorisme.

De même, il accueille favorablement les efforts entrepris par les Etats-Unis dans leurs contacts avec les parties directement concernées et notamment le dialogue ouvert avec l'OLP.

Il convient de tirer parti de ces circonstances favorables pour faire prévaloir l'esprit de tolérance et de paix en vue de s'engager résolument sur la voie de la négociation.

4. Le Conseil Européen déplore la détérioration continue de la situation dans les Territoires Occupés et l'augmentation constante du nombre des morts et des blessés ainsi que des souffrances de la population.

Il lance un appel pressant aux autorités israéliennes pour qu'elles mettent fin aux mesures répressives, qu'elles appliquent les Résolutions 605, 607 et 608 du Conseil de Sécurité et qu'elles respectent les dispositions de la Convention de Genève relatives à la protection des populations civiles en temps de guerre, en procédant, notamment, à la réouverture des centres d'enseignement en Cisjordanie.

5. Sur la base des positions de principe des Douze, le Conseil Européen accueille la proposition de tenir des élections dans les Territoires Occupés en tant que contribution au processus de paix à la condition que :

- les élections s'inscrivent dans le cadre d'un processus de règlement global, juste et durable du conflit,

- les élections aient lieu dans les Territoires Occupés, y compris Jérusalem-Est, avec des garanties de liberté adéquates,

- aucune solution ne soit exclue et que la négociation finale ait lieu sur la base des Résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, fondées sur le principe « territoires contre paix ».

6. Le Conseil Européen lance un appel solennel aux parties concernées pour qu'elles saisissent l'occasion de parvenir à la paix. Le respect par chacune des parties des droits légitimes de l'autre doit faciliter la normalisation des relations entre tous les pays de la région. Le Conseil Européen demande, d'une part, aux pays arabes d'établir des rapports normaux de paix et de coopération avec Israël et, d'autre part, à celui-ci de reconnaître au peuple palestinien le droit à l'exercice de l'autodétermination.

Déclaration sur la Chine (Annexe 2)

Le Conseil Européen, rappelant la déclaration des Douze du 6 juin dernier, condamne fermement la répression brutale exercée en Chine. Il exprime sa consternation devant la poursuite des exécutions en dépit de tous les appels de la communauté internationale. Il demande solennellement aux autorités chinoises d'arrêter les exécutions et de mettre un terme aux actions répressives vis-à-vis de ceux qui revendiquent légitimement leurs droits démocratiques.



Le Conseil Européen demande aux autorités chinoises de respecter les droits de l'homme et de tenir compte des espoirs de liberté et de démocratie qui s'expriment au plus profond de la population. Il souligne que ceci est un élément essentiel à la poursuite de la politique de réformes et d'ouverture qui a été soutenue par la Communauté européenne et ses Etats membres.

Les Douze sont conscients que les événements récents ont provoqué une profonde inquiétude à Hong Kong.

Dans les circonstances actuelles, le Conseil Européen estime nécessaire d'adopter les mesures suivantes :

- évocation de la question des droits de l'homme en Chine dans les instances internationales appropriées ; demande que des observateurs indépendants puissent assister aux procès et visiter les prisons,
- interruption de la coopération militaire et embargo sur le commerce des armes avec la Chine, de la part des Etats membres,
- suspension des contacts ministériels bilatéraux et à haut niveau,
- ajournement de nouveaux projets de coopération, tant de la Communauté que des Etats membres,
- réduction des programmes de coopération culturelle, scientifique et technique aux seules actions qui pourraient conserver un sens dans les circonstances actuelles,
- prolongation par les Etats membres des visas aux étudiants chinois qui le souhaitent.

Compte tenu de la situation d'incertitude créée dans le domaine économique par la politique actuelle des autorités chinoises, le Conseil Européen préconise l'ajournement de l'examen de nouvelles demandes d'assurance-crédit et l'ajournement de l'examen de nouveaux prêts de la Banque Mondiale.

FEMMES ET DÉVELOPPEMENT - CONCLUSIONS DU CONSEIL (SESSION DU 16 MAI 1989)

1. Le Conseil rappelle et confirme l'importance qu'il attache au rôle de la femme dans le processus de développement. Il a adopté à cet égard un certain nombre de résolutions ou conclusions dont la dernière a été approuvée le 9 novembre 1987.

La politique de la Communauté dans ce domaine consiste à prendre en compte systématiquement le rôle de la femme dans tous les projets de développement financés par la Communauté. Ce principe s'applique à toutes les actions de coopération de la Communauté (pays ACP, latino-américains, asiatiques et méditerranéens) et à tous les secteurs.

2. Le Conseil a examiné avec intérêt le rapport que la Commission lui a soumis en réponse à la demande qu'il a formulée lors de sa session du 9 novembre 1987.

Il note avec satisfaction les progrès réalisés par la Commission dans les domaines tels que la formation et la sensibilisation de son personnel responsable pour les projets de développement et l'évaluation des conséquences pour les femmes de certains projets financés par la Communauté.

Le Conseil considère néanmoins que le rapport de la Commission ne constitue qu'une première analyse des problèmes qui se posent et que les travaux doivent se poursuivre avec l'objectif de tracer un programme d'action dans ce domaine dans le cadre des instruments existants de coopération avec les pays en développement.

Un tel programme d'action doit, entre autres, prévoir les mesures opérationnelles qui permettent la prise en compte du rôle de la femme aux différents stades de la mise en œuvre des projets et programmes et notamment lors de l'identification, des études de faisabilité,

du suivi interne et de l'évaluation. Un objectif important doit être de promouvoir une participation plus active des femmes dans les différentes opérations d'aide afin que leurs capacités techniques, économiques et de gestion soient accrues et leur rôle social renforcé.

3. Le Conseil note que l'analyse de la Commission, qu'il partage dans une très large mesure, porte, en particulier, sur les aspects liés au développement rural (accès des femmes au crédit et à la terre, aux services de vulgarisation et à l'enseignement, la formation et la technologie). Tout en reconnaissant l'importance du secteur rural pour les femmes, le Conseil estime qu'il y a lieu d'approfondir et de développer des thèmes tels que les femmes dans les milieux urbains et en relation avec la santé, la population et le secteur informel.

4. Le Conseil encourage la Commission à poursuivre, sur la base des orientations définies par la Communauté, ses contacts et échanges de vues avec les organisations non-gouvernementales qui ont une grande expérience dans la prise en compte de la situation de la femme dans le développement. De même, il invite la Commission à continuer à tenir régulièrement des réunions sur des thèmes spécifiques avec des experts des Etats membres ; en effet l'échange d'informations mutuelles lors de telles réunions est d'une grande utilité.

5. Vu l'importance que le Conseil attache à cette question, il souligne qu'il y a lieu de maintenir et renforcer les structures et les méthodes opérationnelles au sein de la Commission en vue de la mise en œuvre de la politique de la Communauté dans ce domaine.

6. Le Conseil invite la Commission à le tenir informé de l'évolution de ses réflexions en cette matière et des progrès réalisés.

ÉVALUATION DE LA COOPÉRATION - RÉSOLUTION DU CONSEIL DU 16 MAI 1989

1. Le Conseil a pris note du document que la Commission, en réponse au souhait qu'il avait formulé dans les lignes directrices adoptées le 9 novembre 1987, lui a transmis à la suite des travaux effectués par la Commission et les experts des Etats membres. Il invite la Commission et les Etats membres à poursuivre ces travaux et à concrétiser leurs résultats dans leurs pratiques et méthodes respectives. Cette coopération s'appuiera sur une collaboration accrue entre les services de la Commission et les experts des Etats membres.

2. Le Conseil prend note de l'intention de la Commission de présenter chaque année un rapport concis faisant le point sur la poursuite de ses travaux et comportant un programme de travail pour l'année suivante ainsi qu'une indication des progrès accomplis dans le domaine de la coopération intra-communautaire.

Ce rapport, qui comportera des analyses aussi bien qualitatives que quantitatives, devrait faire l'objet d'un échange de vues entre les experts de la Commission et ceux des Etats membres.

Cet échange de vues portera également sur les travaux d'évaluation effectués par les Etats membres. Le rapport sera complété par la Commission à la lumière de ces discussions.

3. Le Conseil encourage la Commission et les Etats membres à publier régulièrement des résumés des constatations, conclusions et recommandations de leurs exercices d'évaluation.

Il est en outre important, qu'en règle générale, les rapports d'évaluations de la Commission soient disponibles pour les Etats membres qui en feront la demande. Pour leur part, les Etats membres se déclarent prêts à rendre disponibles, sur demande, leurs propres rapports d'évaluation qui sont communicables.

4. Le Conseil estime que l'objectif principal dans le domaine de l'évaluation pour la Commission comme pour les Etats membres est d'assurer que ses résultats soient pleinement pris en compte dans la conception et l'exécution des projets futurs de développement. A cet égard, il appartient à la Commission et aux Etats membres de mettre en place des procédures adéquates, chacun pour ce qui le concerne.

5. Le Conseil rappelle par ailleurs l'importance qu'il attache à ce que les Etats bénéficiaires et les Groupes-cibles soient associés dans toute la mesure du possible au processus d'évaluation et invite la Commission et les Etats membres à accroître leurs efforts à cet effet.

6. Dans le cadre des travaux du Groupe d'experts, lesquels devraient principalement s'adresser aux aspects pratiques de l'évaluation des programmes d'aide, il y a lieu de tenir compte, afin d'éviter des doubles emplois, du travail sur les méthodes et procédures d'évaluation effectué dans d'autres enceintes et notamment au sein du Comité de l'Aide au Développement de l'OCDE.

7. S'agissant de la suggestion faite, lors de la réunion des experts, de procéder, dans certains cas, à des évaluations conjointes de la Commission et des ou un Etat membre, le Conseil appuie cette idée. Il estime en effet qu'un tel effort commun pourrait se révéler utile aux deux parties et invite la Commission à prendre, dès que possible, des initiatives dans ce domaine. Le Conseil considère que l'appui à l'ajustement structurel et l'aide au développement et à la recherche agricoles figurent parmi les thèmes qui pourraient être retenus dans un premier stade pour de telles évaluations conjointes. Il invite, par ailleurs, les experts de la Commission et des Etats membres à déterminer les conditions dans lesquelles des évaluations conjointes pourraient intervenir.

8. Le Conseil souligne le rôle important que doit jouer le service d'évaluation de la Commission. En effet, il continue à attacher un intérêt particulier à l'évaluation de la coopération comme partie essentielle d'une politique de développement réussie.

UTILISATION DES INSTRUMENTS D'AIDE - DÉCLARATION DU CONSEIL (SESSION DU 16 MAI 1989)

1. Le Conseil a pris note avec intérêt du document présenté par le Ministre italien du Développement au Conseil le 31 mai 1988 concernant l'importance d'une utilisation équilibrée des différents instruments d'intervention en matière de coopération au développement d'une part, et la priorité qu'il faudrait attribuer à la lutte contre la pauvreté absolue dans les PVD d'autre part.

2. A ce propos, le Conseil rappelle sa résolution du 31 mai 1988 sur la situation économique et le processus d'ajustement en Afrique au sud du Sahara dans laquelle il a souligné la complémentarité entre deux différents types d'aide, tous deux indispensables pour la reprise de la croissance économique,

a) le soutien au développement à moyen et à long termes ;

b) l'appui aux mesures d'ajustement par des actions à déboursement rapide.

3. Le Conseil souligne qu'une certaine flexibilité est nécessaire dans la répartition et la mise en œuvre des instruments d'aide de la Communauté afin que celle-ci et ses Etats membres puissent, en collaboration avec les autorités des pays bénéficiaires concernés, continuer à promouvoir le développement économique, social et culturel de ces derniers.

4. Le Conseil note qu'il peut exister des déséquilibres entre différentes régions et couches de population des pays bénéficiaires de l'aide. Certaines d'entre elles risquent de manquer le processus de développement et de devenir tout à fait marginales. Le Conseil encourage la Commission, les Etats membres et les bénéficiaires concernés à tenir compte, lors de la conception des programmes et projets et dans la limite des ressources disponibles, des besoins de populations qui ne bénéficient pas suffisamment des efforts en faveur du développement mis en place par les donateurs.

5. En particulier, le Conseil invite la Commission et les Etats membres, en collaboration avec les destinataires d'aide concernés, à examiner les possibilités de subvenir aux besoins de ces populations au moyen d'études ou de projets co-financés, de micro-projets, d'actions spéciales, etc. A cet égard, une attention particulière devrait être consacrée aux aspects des projets ou programmes pouvant avoir un

impact immédiat sur la situation et l'environnement des populations concernées et qui pourraient être mis en œuvre rapidement.

COORDINATION EN MATIÈRE D'APPUI À L'AJUSTEMENT STRUCTUREL DANS LES ETATS ACP

Lors de sa session du 16 mai 1989, le Conseil a procédé à un échange de vues sur le renforcement de la coordination en matière d'appui à l'ajustement structurel au cours duquel tous les Ministres ont souligné l'importance qui revient à ce sujet et à l'issue duquel le Conseil a adopté la résolution suivante :

1. Le Conseil note que l'appui à l'ajustement structurel dans les pays ACP demeurera un élément important des politiques de développement des différents donateurs pour une période plus longue que ce qui avait pu être envisagé à l'origine. Les leçons de la première génération des programmes d'ajustement ont été tirées et la Communauté et les Etats membres y ont contribué.

Désormais, une volonté politique se dessine parmi de nombreux donateurs d'appuyer le processus d'ajustement de façon à le rendre plus pragmatique, plus différencié et plus supportable pour les Etats bénéficiaires que par le passé.

2. Le Conseil rappelle qu'il a défini, dans sa résolution du 31 mai 1988, l'approche de la Communauté en ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel dans les pays en développement.

A cette occasion, il a souligné la nécessité d'une coordination efficace :

— d'une part, dans le cadre des mécanismes et structures existants entre la Commission et les Etats membres dans les Etats bénéficiaires et à Bruxelles ;

— d'autre part, entre la Communauté et la Banque Mondiale et le FMI.

3. Afin de concrétiser cette coordination au niveau communautaire aussi bien qu'à celui des autres donateurs, en particulier les Institutions de Bretton Woods, la Commission a soumis au Conseil un document de travail portant sur les objectifs de la coordination et proposant un certain nombre de lignes d'actions.

4. Le Conseil partage largement les grandes lignes de l'analyse faite par la Commission.

5. Il estime en particulier que le renforcement de la coordination, tel que défini ci-après, dans le domaine de l'appui à l'ajustement doit viser deux objectifs :

— d'une part, accroître la cohérence et la convergence de l'approche de la Commission et des Etats membres à tous les niveaux dans la Communauté, dans les Etats ACP et au sein des Institutions de la Banque Mondiale et du FMI ;

— d'autre part, faire valoir auprès des autres donateurs, suffisamment tôt dans le processus, le point de vue de la Communauté, afin que sa conception propre soit bien prise en compte. Il ne s'agit pas, dans cette approche, d'ouvrir des voies parallèles à celles empruntées par la Banque Mondiale ou le FMI ni de subordonner les actions communautaires à des décisions qu'auraient initiées seules ces institutions.

6. Le Conseil reconnaît le rôle accru que doit jouer à cet égard le Comité de programmation, en ce qui concerne l'approche générale et par pays de l'appui à l'ajustement dans le cadre de la future Convention ACP-CEE. Le Comité du FED examinera les interventions spécifiques à financer dans chaque pays.

7. Il souligne cependant, comme la Commission, l'utilité de tenir, en amont de ces réunions formelles de consultations et d'avis, des



réunions informelles pays par pays entre des Représentants des Etats membres qui souhaitent participer et la Commission.

Ces réunions, organisées de façon souple et pragmatique à l'initiative de la Commission ou de l'un des Etats membres, ont pour objet :

- de faciliter les échanges de vues et d'informations sur les expériences, les perceptions et les intentions de chacun face à la problématique de l'ajustement dans les différents Etats ACP ;
- de contribuer à la définition pays par pays d'une approche communautaire cohérente du processus d'ajustement et faciliter ainsi l'implication harmonieuse de la Communauté et de ses Etats membres dans la formulation et le suivi des politiques d'ajustement.

8. Cette coordination entre donateurs ne peut que faciliter les discussions sur place, au centre desquelles doit toujours se trouver le pays bénéficiaire.

Dans ce contexte, les représentants des Etats membres et de la Commission dans chaque pays ont un rôle essentiel à jouer :

- d'une part, en renforçant leur coordination dans l'analyse des problèmes du pays et les solutions envisagées pour les résoudre ;
- d'autre part, en abordant leurs discussions avec le pays et les autres donateurs en tenant compte des résultats des réunions de coordination tenues au sein de la Communauté.

9. Le Conseil considère, par ailleurs, que le renforcement de la coordination doit trouver son prolongement naturel au niveau d'un échange d'informations plus systématique entre les Etats membres et leurs administrateurs (titulaires ou adjoints) représentants des Etats membres au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire, sur les résultats de cette coordination.

En outre, lorsque cela leur paraîtra utile, des échanges de vues informels pourront se tenir entre administrateurs européens et représentants de la Commission sur la problématique générale ou par pays de l'appui à l'ajustement, par exemple lors de leurs rencontres mensuelles.

10. Le Conseil se félicite de l'intention de la Commission de tenir, quand cela apparaît utile, à son initiative ou à celle d'un Etat membre, des réunions de coordination communautaire avant des réunions où sont examinées les stratégies des pays bénéficiaires (groupes consultatifs, tables rondes, etc.).

11. Le Conseil estime utile de débattre périodiquement, par exemple lors des réunions informelles des Directeurs Généraux du Développement, l'approche globale de la Communauté à l'égard de l'ensemble du processus d'ajustement. Il considère également nécessaire que la Commission le saisisse, à un moment approprié, de toute proposition permettant d'affiner et d'approfondir l'approche à l'ajustement définie dans ses conclusions du 31 mai 1988.

12. Le Conseil considère que ces lignes d'actions, sans entraîner des modifications de structure, doivent permettre d'accroître la cohérence et la convergence de l'approche de la Commission et des Etats membres à la problématique de l'ajustement afin de renforcer le rôle et l'efficacité de la Communauté dans son dialogue avec ses partenaires ACP aussi bien qu'avec les autres donateurs.

BILAN DE LA COOPÉRATION FINANCIÈRE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'AMÉRIQUE LATINE ET D'ASIE

Lors de sa session du 16 mai 1989, le Conseil, ayant entendu un exposé introductif du Commissaire MATUTES présentant le rapport de son institution sur 13 ans de coopération au développement avec

les PVD d'Amérique latine et d'Asie, a approuvé les conclusions suivantes :

1. Le Conseil a pris acte avec une vive satisfaction de la récente transmission par la Commission de son rapport présentant un bilan, pour la période de 1976 à 1988, de la coopération de la Communauté avec les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie.

2. Il a rappelé à cette occasion toute l'importance qu'il attache à cette coopération avec une quarantaine de pays représentant une population de 3,4 milliards d'habitants.

3. Le Conseil a tenu à marquer son appréciation à l'égard du caractère très global de ce rapport qui fournit des données détaillées non seulement en ce qui concerne l'aide financière et technique de la Communauté en faveur des PVDALA, mais également sur l'ensemble des autres instruments de coopération développés jusqu'à présent entre la Communauté et ces pays (aide alimentaire, coopération économique, aides humanitaires,...).

4. Il est convenu que les éléments essentiels de ce rapport feront l'objet prochainement d'une brochure à l'intention du public.

5. Le Conseil a pris note du point de vue de la Commission selon lequel, dans l'ensemble, le bilan est positif. La Commission souligne à cet égard dans son rapport :

I. La Communauté a été capable d'étendre son action de coopération à l'ensemble des PVD du monde au-delà de ses relations privilégiées avec les pays ACP et ceux de la Méditerranée : la « présence européenne » est désormais un fait acquis dans la presque totalité des pays en développement, ce qui était l'un des objectifs du Conseil ;

II. Les objectifs opérationnels fixés par le Conseil ont été remplis : l'aide au développement, représentée par la coopération financière et technique et complétée par l'aide alimentaire mise en œuvre directement par la Commission, a ainsi répondu à des besoins évidents des PVD d'Amérique latine et d'Asie, notamment pour les plus pauvres d'entre eux ;

III. Dans l'ensemble, l'aide communautaire a été mise en œuvre avec efficacité, malgré une mise en marche relativement difficile en ce qui concerne certains projets.

6. Le Conseil, tout en accueillant dans l'ensemble favorablement ces considérations, constate cependant avec la Commission que la réponse communautaire aux besoins de développement de l'Amérique latine et de l'Asie doit être encore améliorée en tenant compte du fait que les deux régions regroupent des pays extrêmement diversifiés et hétérogènes. Il considère, par conséquent, que les divers instruments de la coopération communautaire prévus pour ces pays doivent être employés de façon à répondre à leurs spécificités et s'adapter aux évolutions profondes dans leurs situations économiques respectives.

7. Le Conseil estime qu'il convient à ce stade d'approfondir l'examen du rapport que lui a soumis la Commission et d'en tirer tous les enseignements utiles.

8. Le Conseil invite la Commission à procéder, à la lumière de cet examen, à une réflexion d'ensemble portant sur l'évolution future de toutes les formes d'aide et de coopération de la Communauté avec les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie. Cette réflexion devrait avoir pour objet de mieux définir les lignes directrices de la coopération de la Communauté avec ces pays.

9. Cette réflexion fera l'objet, dès que possible, d'une communication devant permettre un débat approfondi du Conseil en vue de dégager les orientations appropriées concernant la coopération communautaire avec ces pays pour les années 1990.

BIBLIOGRAPHIE

□ René MILAS, *Au nom de l'Europa*, avec une préface d'Henri Brugmans, Maastricht, Presses universitaires européennes, 1988, 324 pages.

On n'en fait plus guère, des livres comme celui de René Milas et c'est bien dommage. Sans doute cette carence est-elle due au fait qu'il ne se trouve plus guère non plus, de gens comme René Milas, qui ont su, pour la délectation du lecteur, devenir ce que Pascal, je crois, définit comme l'humaniste idéal, celui qui « connaît tout de quelque chose et quelque chose de tout ». M. Milas a longuement réfléchi à la notion de sanction en général et à celle que l'on rencontre dans l'ordre juridique communautaire. Ses travaux l'ont conduit dans deux directions différentes mais qui se fécondent mutuellement, si j'ose dire : d'une part, une approche systématique du sujet, par l'adoption d'une véritable grille logique subdivisant la matière ; de l'autre, une réflexion analogique poursuivie tout aussi systématiquement. Cette dernière lui permet, non seulement la production de ce qu'il appelle une « mythologie et une mystique de la sanction », mais aussi la présentation au fil des pages du volume, de quantité de rapprochements ingénieux ou de comparaisons frappantes et éclairantes, empruntés éclectiquement aux sciences, à la philosophie, à la religion, à la littérature ou aux Beaux-Arts.

Approche systématique du sujet, donc. Qu'on en juge. Après le titre philosophique consacré à la mythologie et la mystique de la sanction, suit un titre II sur la sanction visant les États membres, puis sur la sanction visant les actes des Institutions (III), sur la sanction visant les Institutions proprement dites (IV), sur les sanctions visant les particuliers (V) (R. Milas passe ici au pluriel), sur la sanction visant les États non-membres (VI), et enfin un titre de conclusion. Chaque titre est d'ailleurs classiquement parachevé par un chapitre conclusif.

Réflexion par analogie, également. Le livre fourmille, non de néologismes, qui sont somme toute, assez faciles à inventer, mais de mots existant déjà, appliqués toutefois de façon nouvelle à des notions tout étonnées de s'y trouver accolées : l'augustinisme de la Communauté ; la Commission en tant que confesseur ; l'absolution par classement ; la Querelle des Investitures ; l'invalidé devenu caduc et la « bonne copie » de l'Institution ; les sanctions spirituelles et les sanctions séculières contractuelles ; les deux glaives ; sans oublier la conclusion même du livre, intitulée « sanction, rituel ou servitude volontaire ? ».

La sanction ne concerne-t-elle que la minorité des citoyens qui enfreignent la loi ? Ou concerne-t-elle aussi ceux qui font la loi ? Dans la Communauté, l'État lui-même peut-être un hors-la-loi tandis que la Communauté libère et protège le citoyen comme elle légitime la répression par les États des infractions à la loi communautaire. En outre, le droit communautaire a prévu des mécanismes de sanction visant à la fois les États membres et les Institutions communautaires ainsi que les entreprises et les individus, mais aussi les pays tiers.

On ne manquera pas de souligner le caractère complet et détaillé de l'ouvrage, riche de notes et d'annexes bibliographiques et documentaires.

Après tout cela, faut-il, procédant à un épouillage assez vain, reprocher de petites choses ?

Certaines pages du texte, composées par des imprimeurs non-francophones, contiennent beaucoup de



fautes de frappe, dont certaines très gênantes. Et le Conseil de Ministres se trouve parfois très rudement et classiquement malmené : haro sur le baudet !

C'est un des rares endroits où M. Milas n'innove pas...

Un excellent livre, dont il ne faut pas manquer la lecture.

□ Jean-Jacques REY, *Institutions économiques internationales*, Bruxelles, Bruylant, 1988, 232 pages.

Le mot institution n'est pas à confondre avec organisation, c'est bien connu. Le livre de J.-J. Rey ne se borne donc pas à la description d'organisations, mais constitue une approche institutionnelle des relations économiques mondiales elles-mêmes, approche qui englobe toutefois également la description des organisations qui agissent dans ce contexte. Cette façon de délimiter la matière ne permet donc pas de développer une théorie de l'organisation internationale ; d'autant que le cours (il s'agit d'un cours, professé à l'Université libre de Bruxelles) n'est pas seulement borné aux institutions économiques : il exclut par ailleurs, tant les institutions qui n'ont pas un caractère public, que celles qui n'ont pas un caractère mondial ou de portée mondiale ; ceci signifie que les institutions spécialisées dans un domaine technique particulier, ou celles qui ont une vocation purement régionale, ne sont pas évoquées.

De toutes ces restrictions il ne faudrait pas conclure que le volume se limite à une matière volontairement restreinte, car J.-J. Rey ne s'en tient pas à une approche strictement juridico-institutionnelle, mais procède de façon pluri-disciplinaire, ce qui est toujours très enrichissant.

Le plan est très clair et logique. Il y a d'abord un chapitre historique en guise d'introduction, qui évoque les grands courants du développement international. Les trois chapitres suivants traitent de l'échange international, par opposition aux transactions purement nationales, alors que le dernier chapitre lui, traite d'une manière nouvelle peu traitée jusqu'à présent : le phénomène de l'entreprise, dans sa dimension internationale, ce qui ne signifie pas la même chose que la multinationale (qui elle est traitée plus qu'abondamment dans d'autres livres).

Il s'agit donc de la création et de l'extension d'entreprises, de l'exploitation des facteurs de production et de la gestion d'entreprise, ce qui permet par exemple d'évoquer en section un, le rôle et l'activité d'organisations ou organes très peu connus, comme le C.I.R.D.I., le Comité de l'Investissement international (O.C.D.E.), l'O.N.U.D.I., la Société financière internationale ; en section 2 des travaux plus obscurs de l'O.I.T., de la B.I.R.D., de l'O.C.D.E., de la CNUCED et de l'OMPI.

Les trois chapitres intermédiaires : institutions du commerce international ; des relations monétaires internationales et du transfert des ressources en faveur du développement sont classiquement centrés respectivement sur le GATT, le FMI et la BIRD sur lesquels ils fournissent un exposé précis, clair et complet.

□ Ulrich WÖLKER, *Zu Freiheit und Grenzen der politischen Betätigung von Ausländern*, (Libertés et res-

trictions des activités politiques des étrangers), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Volume 95, Berlin, Heidelberg, New-York, London, Paris, Tokyo, Springer, 1987, 264 pages.

Comme l'indique le sous-titre, l'ouvrage est consacré à l'examen de l'usage politique de la liberté d'opinion, de réunion et d'association par des étrangers, selon le droit national, le droit international public et le droit communautaire européen, ce que l'auteur appelle des actions politiques non institutionnalisées, à l'inverse de droits électoraux par exemple. Les sources de droit dans ce domaine étant le droit national et communautaire ainsi que les traités internationaux, l'ouvrage examine d'abord le droit national dans 8 pays ouest-européens choisis en fonction de certaines divergences. Les comparaisons conduisent à d'intéressantes constatations. Ainsi, si les trois droits en question sont partout garantis aux étrangers, on constatera quand même une gradation. La liberté d'expression pour étrangers figure généralement dans la Constitution ; alors que ce n'est guère le cas pour la liberté de réunion et encore moins, d'association. Non qu'elles soient considérées comme moins importantes, mais sans doute sont-ce des soucis d'ordre public et de sécurité qui ont présidé à cette gradation.

Par ailleurs, la possibilité de limiter ces droits apparaît à première vue comme plus grande à l'égard des étrangers ; mais dans la pratique, les différences s'estompent. En conclusion, l'auteur estime que la seule limitation réelle de ces droits est le souci du pays hôte, d'entretenir des relations extérieures sans problèmes.

Dans la deuxième partie de son texte, l'auteur procède à une analyse des textes de droit communautaire européen, du pacte international relatif aux droits civils et politiques, et de quelques autres documents émanant d'organisations internationales extra-européennes. Il termine par une série de propositions pour une modification de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il est certain que toute étude de droit comparé souffre, quant à l'applicabilité générale de ses conclusions, du nombre limité de cas nationaux examinés. L'ouvrage de Wölker présente toutefois l'avantage d'avoir étudié un nombre de pays très diversifiés, même s'ils sont tous ouest-européens. Par ailleurs, outre un appareil documentaire impressionnant, l'ouvrage présente un résumé très détaillé et très précieux, en français et en anglais.

□ Heinrich SIEDENTOPF et Jacques ZILLER, *L'Europe des Administrations ? La mise en œuvre de la législation communautaire dans les États membres*, Volume I, Synthèses comparatives, Institut Européen d'Administration Publique, Bruxelles, Bruylant, 1988, 348 pages.

□ Heinrich SIEDENTOPF et Jacques ZILLER, *Making European Policies Work, l'Europe des Administrations ?*, Volume II, National Reports, Rapports Nationaux, Institut Européen d'Administration Publique, Bruxelles, Bruylant, 1988, 752 pages.

La mise en œuvre de la législation communautaire par les États membres est de toute évidence un sujet central en matière d'intégration européenne. Aussi est-ce avec intérêt qu'il faut saluer la parution en deux volumes

des résultats d'une longue enquête (assortie d'un colloque) entreprise dans le cadre de l'Institut européen d'administration publique, basé d'ailleurs sur des travaux moins élaborés, réalisés dans d'autres enceintes. Ces travaux ont aussi comporté une recherche empirique et comparative, concernant les méthodes utilisées par les États membres pour incorporer le droit communautaire dans le droit national.

Le volume I présente les analyses de synthèse comparatives et débute par une première partie générale. Le premier chapitre m'a paru surtout intéressant lorsqu'il procède à la description des phases de la mise en œuvre. J'avoue toutefois n'avoir pas très bien compris pourquoi, dans les phases de la mise en œuvre est incluse la négociation qui conduit à l'établissement de la directive à mettre en œuvre, qui est de toute évidence en dehors du sujet, même si elle est intéressante à étudier. En tout état de cause, au moins cette partie-là de l'étude n'est-elle pas neuve, malgré ce qui en est dit dans les feuillets de présentation, car au moins une étude a été publiée sur le sujet spécifique. Par contre, la phase qualifiée de « phase de transposition » est décrite de façon très intéressante et les conclusions le sont également : retards systématiques sur les temps prévus, dans cette phase où la mesure communautaire est transposée dans la législation nationale, et préférence des États membres pour des actes de l'exécutif, plutôt que l'intervention des

Parlements. Pour ce qui est de la mise en œuvre proprement dite, il est curieux de constater à quel point elle diffère peu de celle des actes nationaux ; l'origine communautaire n'étant pas souvent indiquée, la mise en œuvre rencontre les mêmes difficultés que celle des législations nationales.

La deuxième partie est consacrée à l'étude de deux problèmes spécifiques : l'application des règlements CEE « heures de conduite » et « tachygraphe ». La troisième partie est la plus enrichissante, car elle suscite la réflexion, notamment sur le problème crucial de l'alternative des instruments d'action : directive ou règlement (il faut lire tant le résumé des débats à ce sujet par J. Ziller, que le rapport Capotorti — qui est reproduit intégralement —, notamment de la p. 235 à 250).

Il y a encore un 2^e volume très épais, qui présente les rapports des dix États membres visés, les deux derniers adhérents n'étant pas encore membres au moment de l'établissement du projet de recherche. Pour chaque pays il y a un rapport général et un autre sur les règlements sociaux du secteur transport. Forcément inégaux puisque rédigés par des auteurs différents, certains de ces rapports se recommandent par une grande hauteur de vue, centrés comme ils le sont sur des perspectives qui relèvent de la philosophie du droit ou de la philosophie politique. Ils sont évidemment très intéressants à lire.

R.P.

KYKLOS

International Review for Social Sciences

Vol. 39 – 1986 – Fasc. 4

REDAKTION/MANAGING EDITORS :

Prof. Dr. : Bruno S. FREY

Prof. Dr. : René L. FREY

ARTIKEL – ARTICLES

GIERSCH, HERBERT : Weltwirtschaftliches Wachstum durch Liberalisierung

FREY, BRUNO S. : Economists Favour the Price System — who Else Does ?

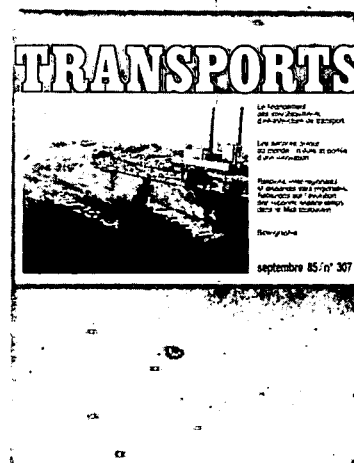
BUCHANAN, JAMES M. and TOLLISON, ROBERT D. : A Theory of Truth in Autobiography

RAVALLION, MARTIN : On Expectations Formation when Future Welfare is Contemplated

RIBHEGGE, HERMANN : Genossenschaftsgesinnung in entscheidungslogischer Perspektive

Kyklos-Verlag, Institut für Sozialwissenschaften,
Petersgraben 29, CH-4051 Basel (Switzerland/Suisse)

TRANSPORTS



*Seule revue économique
de tous les modes de
transports
et de leurs industries
d'amont*

NUMÉRO SPÉCIMEN SUR DEMANDE

pour recevoir un numéro spécimen de
Transports
retourner ce bon à :
Transports 3, rue Soufflot
75005 PARIS F
ou par téléphone au (1) 46 34 10 30

Nom : _____

Entreprise : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville et Pays : _____

DROIT SOCIAL

19^e colloque

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ...

13 et 14 octobre 1989

BADINTER
DUPEYROUX
GAUDU
GRÉVISSE
GUILLEN
KASPAR
LAROQUE
LYON-CAEN
PÉLISSIER
RAY
SAVATIER
SUPIOT
VERDIER

DROIT SOCIAL : 3 rue Soufflot - 75005 PARIS
Téléphone : (1) 46 34 10 30 - Télécopieur (1) 46 34 55 83

UN DOSSIER COMPLET SUR LA CONSTRUCTION DE

L'EUROPE INDUSTRIELLE.

Le numéro spécial des Annales des Mines,

*« les entreprises face à la
construction européenne »,
en 30 articles :*

— offre un « guide Michelin »

des institutions de Bruxelles

(comment les directives

de la C.E.E.

interviennent-elles

dans la vie des entreprises ?) ;

— dresse un inventaire des

stratégies développées

par les industriels

pour s'adapter aux

règles du jeu de 1993 ;

au jeu de la

*ou gagner
perdre
va-t-elle
entreprise
Mon*

*normalisation
européenne ?*

*Mon secteur
industriel
est-il bien*

organisé

pour

faire du

« lobbying »

à Bruxelles ? Les

réglementations

anti-dumping

de la C.E.E.

peuvent-elles

arrêter les

marchandises

asiatiques

à bas

prix ?

— dévoile les enjeux économiques

dissimulés derrière les

affrontements sur la

construction de l'Europe.

Quatre chapitres :

— histoire et fonctionnement

des institutions européennes ;

— les instruments

de l'Europe

industrielle ;

— les entreprises

face à l'Europe ;

— les enjeux

de l'Europe

industrielle.

DES AUTEURS DE RENOM

• M. RIGAL, D.G.- I., Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire
• M. LOVERGNE, D.G.-A. Commission des Communautés Européennes • M. LAVENIR, Inspection générale des Finances • M. LECOQ, D.G.I., Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire • M. GAUVIN, D.S.C.R., Ministère des Transports
• M. DE WARENGHIEN, D.G.I., Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire • M. CADIOU, programme Esprit • M. LANGLAIS, D.G. - XVI. Commissions des Communautés Européennes. • Mme BARBIER, Annales des Mines • Entrevue avec M. PITON, ancien conseiller Technique du Ministre du Commerce Extérieur
• Mme NICOLAS, AFNOR • M. BREGUET, Président-Directeur général d'Asea Brown Boveri-France • M. PECQUEUR, Président de la S.N.E.A. • M. LONGIN, Directeur « Public-affaires », Monsanto • M. APPERT, Directeur de T.R.T.-Philips
• M. GUTIERREZ-ESCUADERO, Directeur de Repsol Bruxelles • Docteur Peter HERR, Directeur adjoint d'Hoffman La Roche • M. LABADENS, Directeur de la Communication Sacilor
• M. CRESPIY Cabinet du ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire • M. DERVELOY, Président de PROUVOST S.A. • M. ZEIDLER, Vice-Président d'Alcatel N.V. • M. JOURDAN, Délégué général de la F.C.S. des minerais et métaux non ferreux • Mme LONDEZ, Président-Directeur général de Londez Conseil
• M. MORAWITZ, Directeur au Ministère de R.F.A., interrogé par M. MARTMAN, ancien directeur à la Commission des Communautés Européennes • M. SAGLIO, Conseiller du Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire • M. AYRAL, D.G.-III, Commission des communautés européennes • M. PRINGUET, ancien D.I.A.A., Ministère de l'Agriculture • M. MOREAU-DESFARGES, I.F.R.I.

ANNALES DES MINES

Prix 135 F T.T.C.

Commander à Gédim, 19, rue du Grand-Moulin 42029 Saint-Étienne Cedex Renseignements : (1) 45.56.47.17.

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Numéros spéciaux

N° 307 — Mai-Juin 1987

Le trentième anniversaire du traité de Rome :
réalisations effectives, ou en gestation

N° 309 — Août-Septembre 1987

Le trentième anniversaire du traité de Rome :
les méthodes institutionnelles de la construction européenne

N° 312 — Décembre 1987

Le trentième anniversaire du traité de Rome :
relations extérieures de la Communauté

Le financement de l'industrie

un numéro spécial de la **Revue d'économie**

INTRODUCTION

Jacques DE BANDT : « Le financement de l'industrie : sur quoi débouchent les mutations en cours ? ».

PREMIÈRE PARTIE

Les évolutions et transformations passées, en cours et prévisibles, des systèmes financiers et des relations entre créanciers et débiteurs

Michel SAINT-MARC : « Le financement du développement industriel français de 1945 à 1985 ».

Michel BERGER : « Segmentation et flexibilité du marché des capitaux externes pour les entreprises industrielles ».

Michel DEVELLE : « L'économie d'endettement et sa prévisible évolution ».

Michel CASTEL : « Les nouveaux enjeux monétaires et financiers. Perspectives à moyen terme ».

Bernard HAUDEVILLE : « Vers un capitalisme sans capitalistes ? ».

DEUXIÈME PARTIE

Les financements publics de l'activité industrielle y compris en particulier sur le plan régional

Gabriel COLLETIS : « Le financement du système productif. Les mécanismes de transfert État-industrie : une comparaison France-Allemagne »

Jean-Paul de GAUDEMAR : « L'aspect du financement public des aides à finalité régionale en France de la Communauté européenne ».

Didier SALVADORI : « Le financement des secteurs productifs régionaux ».

TROISIÈME PARTIE

Les problèmes de financement

Christian LONGHI et Gérard LAFONT : « Les financements et contraintes de financement : étude théorique et statistiques ».

Anna MARICIC et Christian PICORY : « Les relations entre artisanat, production et secteur bancaire : quelques éléments d'interprétation ».

Michel DIETSCH : « Quelques aspects du crédit inter-entreprises dans l'industrie ».

Nadine LEVRATTO et André TORRE : « Logique productive et financement bancaire des entreprises ».

Olivier PASTRÉ : « La modernisation des relations entre les banques et les entreprises ».

Un volume 15,5 x 24 .— 224 pages .— PRIX 99 F
Editions techniques et économiques
3, rue Soufflot 75005 PARIS (1) 46 34 10 30